

**La demande de l'Iran
visant à exclure
Israël de l'ONU
a été largement repoussée**

LIRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 280 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 278 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 80 pes. ; E.-U., 95 c. ; France, 3,50 F ; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 70 p. ; Italie, 1.000 l. ; Liban, 300 P. ; Libye, 0,550 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 6,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Sénégal, 250 F CFA ; Suède, 5,00 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d. Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 P
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le retrait de M. Schmidt

La décision de M. Helmut Schmidt de ne pas briguer à nouveau la chancellerie en cas de victoire de ses amis aux élections anticipées prévues pour le 6 mars prochain, est probablement, dans l'immédiat, ce qui pourrait arriver de mieux au chancelier Kohl. Sans doute ce retrait n'est-il pas exactement une retraite : l'ancien chef du gouvernement fédéral n'exclut pas de continuer à siéger au Bundestag, il se réserve d'intervenir dans la campagne présidentielle et va écrire des Mémoires politiques très attendus. Mais, en renonçant à occuper le poste suprême de l'exécutif, il plonge la plupart des dirigeants, élus et militants du parti social-démocrate dans l'embarras. Y compris ceux qui, en le combattant ardemment, ont contribué à précipiter sa chute.

Le S.P.D., pour commencer, ne bénéficiera plus de la popularité personnelle de l'ancien chancelier qui avait survécu à la chute de son gouvernement. Autant le parti semblait, depuis bien des mois déjà, usé par un long exercice du pouvoir et empêtré dans de lourdes luttes intestines, autant M. Schmidt continuait de faire figure de grand homme d'Etat. Les conditions dans lesquelles il a perdu la majorité au Bundestag, à la suite du renversement d'alliance opérée par les libéraux, ne pouvaient lui valoir qu'un surcroît d'estime : il est apparu comme la victime de jeux politiques, plus que du suffrage universel. Il le savait si bien, qu'il réclamait des élections immédiates. Près de cinq mois d'un scrutin essentiel, d'une telle « locomotive », le S.P.D. se trouve rendu à son image au peu fatigué.

Mais le voici rendu, également, à ses divisions. On peut imaginer, même si les perspectives électorales ne sont pas enthousiasmantes, que la lutte pour le pouvoir sera sévère au sein de la grande formation de la gauche ouest-allemande, où, selon le quotidien conservateur « Die Welt », M. Vogel serait le mieux placé pour l'emporter. M. Schmidt a recommandé à ses amis de désigner « amis et solidaires », comme ils avaient tardivement — ou le faire au cours des dernières semaines. Même si le S.P.D. arrive à mettre sous le boisseau ses luttes de tendance jusqu'au 6 mars, celles-ci risquent fort, au lendemain d'un scrutin dont tout indique pour l'instant qu'il sera décevant, de reprendre le dessus.

Ne s'agit-il pas d'une fausse sortie ? On est toujours plus ou moins tenté de le penser lorsque l'on voit un homme d'Etat renoncer volontairement à briguer de hautes fonctions, alors que sa popularité ne fléchit pas. Mais les raisons invoquées par M. Schmidt sont convaincantes, qu'il s'agisse de sa santé ou de la situation politique. Manifestement, l'ancien chancelier ne veut pas, puisque sorti il doit y avoir, la manquer.

C'est, de toute façon, la fin d'une époque. L'ère Schmidt, ouverte dans l'incertitude et le scepticisme en 1974, au lendemain de la démission de M. Brandt, dont un très proche conseiller, Günther Guillaume, avait été confondu comme agent est-allemand, aura finalement été longue et brillante. Comme chancelier, M. Schmidt a été, avec un certain panache — et aussi avec efficacité — l'homme des situations difficiles. Qu'il s'agisse de la lutte contre le terrorisme, de la crise internationale, de la fin de la détresse Est-Ouest ou des aléas de la construction européenne, domaine où il s'est résolument appuyé sur la coopération avec la France. Il n'y a pas qu'aux Allemands que va manquer ce « battant ».

(Lire nos informations page 4.)

Les élections en Espagne

Les derniers sondages attribuent aux socialistes la majorité absolue des sièges au Congrès des députés

La campagne pour les élections législatives du jeudi 28 octobre s'est terminée mardi en Espagne. Selon les derniers sondages, les socialistes devraient obtenir la majorité absolue au Congrès des députés, en occupant de 193 à 217 sièges sur 350, la deuxième place revenant aux conservateurs de l'Alliance populaire, qui pourraient en obtenir une centaine.

Des patrouilles militaires ont commencé à surveiller les édifices publics et les points considérés comme stratégiques dans les principales villes du pays, en prévision d'une éventuelle recrudescence des attentats terroristes. La majorité des Espagnols s'inquiètent davantage, en fait, des rumeurs persistantes de putsch militaire. Dix-huit militants d'extrême droite ont été arrêtés ces derniers jours à Madrid et à Valladolid.

Au cours de sa campagne, le secrétaire général du parti socialiste, M. Felipe Gonzalez, s'est plaint de l'obsession du golpe, qui risque de détourner de la gauche une partie de l'électorat. Dans son dernier meeting à Madrid, il a accusé la droite de mener une « campagne de la peur » et, en privé, il se montre fort inquiet.

De notre correspondant

Madrid. — M. Felipe Gonzalez s'approche de la tribune l'air plus fatigué et préoccupé que de coutume. Pour la clôture de sa campagne électorale, le secrétaire général du P.S.O.E. (parti socialiste ouvrier espagnol) a réuni trois cent mille à quatre cent mille personnes sur le campus de l'université de Madrid. Pendant plusieurs heures, une véritable marée humaine, où les jeunes dominent, a submergé tout le nord-ouest de la capitale.

Si M. Gonzalez est soucieux, c'est en raison de la violente campagne menée contre lui par les formations conservatrices. Aussi prononce-t-il un discours plus musclé que les autres jours. « Il y a dans ce pays une droite hétéroclite qui a mené contre nous la campagne de la peur », dit-il. Une droite incapable de proposer le moindre programme aux électeurs et qui se contente de dire « non ».

LE RAPPORT 1982 D'AMNESTY INTERNATIONAL

Les assassinats politiques pratiqués ou tolérés par les gouvernements se multiplient

LIRE PAGE 3

ETATS-UNIS : les élections à mi-parcours

Les Américains sont appelés à élire, mardi 2 novembre, 435 représentants, 33 sénateurs (le tiers de cette Assemblée), 36 gouverneurs (sur 50) et à participer à d'innombrables scrutins locaux en tout genre. Ces « mid-term elections », ainsi appelées parce qu'elles interviennent en milieu de mandat présidentiel, sont traditionnellement l'occasion pour l'opinion d'envoyer un « message » à l'édifice de la Maison Blanche. Dans une série de trois articles, nous présenterons successivement la tactique de M. Reagan, les espoirs des démocrates et les enjeux locaux de ces élections.

I. — M. Reagan en première ligne

Washington. — C'est une règle quasi scientifique : le parti représenté à la Maison Blanche perd des sièges aux « Mid-Term Elections » (qui marquent la moitié du mandat présidentiel). Comme si les Américains étaient systématiquement déçus par l'homme qu'ils avaient choisi deux ans plus tôt ou voulaient, par principe, affaiblir ses positions au Congrès... Depuis 1934, cette règle s'est toujours vérifiée.

Le parti républicain voulait la démonstration de manière originale, le 2 novembre : en faisant une exception. Il se sentait porté par une vague de fond, celle qui amena M. Reagan au pouvoir et lui permit ensuite tant de victoires législatives. Ou avait ravi aux démocrates la majorité au Sénat en 1980. Pourquoi ne leur prendrait-on pas la Chambre des représentants en 1982 ?

Cet espoir s'est effiloché au fil des mois. Puis il a disparu tout à fait. Les républicains en sont à espérer que leurs pertes ne seront pas trop importantes. Ils misent sur des facteurs négatifs, comme l'absence d'un réel programme démocrate, ou le moindre risque électoral. En effet, il y a en jeu cette fois davantage de sièges démocrates que de sièges républicains. Sur les 33 postes de sénateurs à renouveler, 20 sont démocrates. Moins de sièges, moins de risques.

Ce retournement est dû, bien sûr, à la récession. Une récession plus profonde et beaucoup plus longue qu'on ne le prévoyait l'an dernier. Elle aura dominé de bout en bout la campagne électorale. Si le scrutin de novembre 1980 ressemblait à un référendum sur la personne de M. Carter, celui de novembre 1982 a été comparé au référendum sur la politique économique de M. Reagan.

Le président est monté en ligne dès le début de la campagne. Il voulait dépasser, à la fois, sa politique, son image personnelle et la position qui lui permettait de faire adopter ses budgets successifs au Congrès. Beaucoup de ces voix s'étaient jouées à quelques voix. Il suffisait que le parti républicain perde une quinzaine de sièges pour être plus

De notre correspondant
ROBERT SOLÉ

capable de constituer une majorité avec les démocrates conservateurs.

Pour aider les candidats républicains, M. Reagan a utilisé au maximum le bureau ovale. Ces dernières semaines, plus d'une loi devait être signée en grande pompe, devant micro et caméras, parfois en présence de citoyens. Le « grand communicateur » faisait chaque samedi un discours à la radio pour séduire une catégorie sociale particulière, ou alors il s'adressait à dix auditoires républicains en même temps, disséminés dans le pays, grâce à un système de communication par satellite.

Coller au président
ou s'en démarquer ?

Cela ne l'a pas empêché, parallèlement, de jouer à l'outsider, l'anti-washingtonien, rôle qui lui avait si bien réussi en 1980. Paradoxe d'un président qui dénonce avec conviction le pouvoir fédéral qu'il incarne... On l'a vu sillonner l'Amérique comme autrefois, président des dîners mondains au Texas, manger avec des ouvriers dans l'Ohio, faire un tour de diligence dans le Montana, s'extasier sur des cochons dans l'Iowa, multiplier partout les formules-chocs et les bons mots.

M. Reagan était très sollicité par certains candidats. Figurez sur une tribune à côté du président, venez vous faire des compliments publics, ne manquez pas d'attraits. C'est un « nice guy », un homme charmant, qui draine les foules, les caméras et les dollars.

Mais tous les républicains ne souhaitent pas se compromettre ainsi avec lui. Au début d'octobre, dans l'Ohio, il a fallu pousser des candidats du parti sur la tribune officielle. Nombre de ceux qu'on appelait les « Reagan's robots » en 1980 ont pris leurs distances. Dans le Massachusetts, M^{me} Claudine Schneider rappelait aux électeurs combien de fois elle avait déboîté au

président dans ses votes au Congrès. On a même vu un candidat à la Chambre, M. Jim Dunn, omettre la mention « républicain » dans ses tracts électoraux. Il est vrai que sa ville de Pontiac (Michigan) compte 28 % de chômeurs.

Désirée ou non, la participation de M. Reagan à cette campagne a été déterminante. Aucun autre dirigeant républicain n'a su — ou osé — se servir des « mid-term elections » comme tremplin pour l'élection présidentielle de 1984. Tout le monde a fait hypocritement comme si la question ne se posait pas : puisque nous sommes sûrs et nous souhaitons que le président se représente dans deux ans... Le vice-président Bush a été le premier à jouer ce jeu-là, plaçant discrètement ses pions dans plus d'une centaine de meetings électoraux.

Pour se faire élire à la Chambre des représentants en 1974, il fallait disposer en moyenne de 50 000 dollars. Six ans plus tard, le coût d'une telle campagne avait triplé et, aujourd'hui, les spécialistes comptent carrément un demi-million, soit 355 millions de centimes pour un mandat qui durera à peine deux ans. C'est dire qu'un siège de sénateur (six années sans réélection) « coûte » une fortune.

Les biens personnels sont évidemment un solide atout. C'est un candidat démocrate au Sénat, M. Mark Dayton, qui a battu tous les records au cours de cette campagne en mettant de sa poche 5 millions de dollars. Mais la plupart des postulants comptaient d'abord sur la contribution de leur parti. Les républicains avaient amassé, entre le 1^{er} janvier 1981 et le 30 juin 1982, un trésor de guerre de 161 millions de dollars, soit six fois plus que les démocrates. Ce qui a permis au Grand Old Party de conduire des sondages locaux, de bien sélectionner ses candidats puis de leur fournir des outils de propagande, 15 millions de dollars ont été dépensés ainsi pour une campagne télévisée nationale, sur le thème « Stay the course » (tenir bon).

(Lire la suite page 5.)

La démocratisation du secteur nationalisé

Le projet de loi ne prévoit pas d'extension du droit à l'expression politique

Le conseil des ministres devait adopter, mercredi 27 octobre, le projet de loi, présenté par M. Jean Auroux, ministre du travail, sur la démocratisation du secteur nationalisé. Amendé et transformé en loi-cadre, ce texte confirme la nouvelle orientation rigoureuse du gouvernement, qui, contrairement à ce que souhaitent certains, s'est refusé à étendre le droit d'expression politique dans les entreprises.

On retrouve ce souci de rigueur dans la politique d'augmentation du SMIC, dont le pouvoir d'achat en 1982 n'augmentera pas de 4 % comme il était prévu.

Restrictions

En dépit des soubresauts politiques et sociaux, de la grogne croissante des salariés, le gouvernement maintient son nouveau cap : rigueur et restrictions en tous genres, qu'elles soient quantitatives avec la moindre progression du SMIC ou qualitatives avec la présentation du projet de loi Auroux sur la démocratisation du secteur nationalisé.

Premières restrictions amorcées dès l'été, celles qui portent sur le projet de loi sur la démocratisation du secteur public. Comme le Monde du 28 août l'annonçait, le projet Le Garrec avait déjà été « sensiblement remanié » par M. Auroux alors chargé de cette réforme. Avec le feu vert de l'Elysée et de Matignon, M. Auroux a décidé d'amender le projet initial afin de l'aligner sur les textes concernant le secteur privé. Principales modifications : le droit de réunion politique d'un moment envisagé ne sera pas élargi ; rien n'est prévu dans le texte, le secteur nationalisé devant s'aligner sur le droit commun ; le droit d'expression que, en 1981, le gouvernement reconnaissait en déclinant les conditions de fonctionnement des conseils d'atelier est bien entendu confirmé, mais les modalités d'application ont été sérieusement allégées afin de laisser aux partenaires sociaux « un large espace contractuel ». En revanche, la loi — et non plus un décret comme cela a été un moment envisagé — précise que les conseils d'atelier devront se réunir au moins quatre fois par an, au minimum six heures par an.

Quant aux conseils d'administration, les modifications sont minimes. Comme le prévoyait M. Le Garrec, les cadres auront un siège et les autres salariés éliront des administrateurs sur des listes libres, parrainées soit par des syndicats représentatifs déjà au moins 10 % des voix lors d'élections professionnelles dans l'entreprise, ou encore par 10 % des délégués élus, ce qui ouvre une brèche dans le système privilégiant jusqu'à présent les seuls syndicats représentatifs au niveau national : un syndicat autonome ayant suffisamment de voix ou d'élus comme délégués du personnel ou membres du comité d'entreprise pourra présenter des candidats. Seules nouveautés introduites par M. Auroux : l'ouverture des conseils aux collectivités locales, usagers et consommateurs, la personne désignée par décret ne pouvant être déchu que pour faute grave.

JEAN-PIERRE DUMONT.
(Lire la suite page 29.)

Un « ordre » de l'information audiovisuelle

La Haute Autorité de la communication audiovisuelle doit veiller « au respect du pluralisme et de l'équilibre dans les programmes ». Dans le double avis qu'elle a émis à la requête de M. Jacques Chirac, M^{me} Michèle Cotta, sa présidente, vient de donner une interprétation extensive et contestable de l'article 14 de la loi du 29 juillet 1982.

D'une part, elle se fait juge de l'opportunité, pour une émission donnée, de fournir ou non une information. Que devient dans ce cas la capacité à informer — donc à choisir — des professionnels de la radio et de la télévision ? D'autre part, elle mesure l'« objectivité » des informations à l'équilibre des temps réservés à l'expression des deux thèses en présence.

Qu'une telle conception de l'objectivité vienne d'une ancienne journaliste est confortant. Chacun sait dans ce métier qu'il n'existe pas d'aune à mesurer l'impartialité et que l'honnêteté de l'information repose principalement sur celle du professionnel et de ses supérieurs, sur la manière dont ils prennent leurs distances par rapport à un événement.

Les journalistes de l'audiovisuel savaient déjà qu'ils devaient être « la voix de la France ». Les voilà maintenant en liberté hautement surveillée par le truchement d'un organisme nommé par le pouvoir, qui semble assumer son rôle à celui d'un « ordre » qui dit la déontologie et juge la conscience professionnelle. « La presse, peut-on lire dans un texte adopté en 1945 par la Fédération nationale de la presse française, est libre quand elle ne dépend ni de la puissance gouvernementale ni des puissances d'argent, mais de la seule conscience des journalistes et des lecteurs. » Et la radio-télévision ?

(Lire page 18.)

UNE COMMUNICATION
DE M^{me} DUFOIX
AU CONSEIL DES MINISTRES

Le gouvernement veut assouplir les règles de l'adoption

(Lire page 24 l'article de
CHRISTIANE CHOMBEAU.)

le must de Cartier

Paris

SANTOS DE CARTIER

ETANCHES

QUARTZ

5011

سكنا من الاحول

Adieu à P.M.F.

Un hommage national est rendu ce 27 octobre à Pierre Mendès France. C'est l'occasion de publier sur lui quelques nouveaux témoignages, aussi bien, comme le note André Fontaine, il existe une sorte de hiatus entre ce qu'il était et la statue qu'on lui dresse aujourd'hui. Daniel Mayer s'étonne également qu'on n'ait pas davantage mis en lumière la vive sensibilité du disparu. Etienne Manac'h célèbre à propos de ses relations avec l'Asie sa droiture intellectuelle, tandis que Hubert Dubedout rappelle ce que fut la relation très particulière de P.M.F. avec la ville de Grenoble. Quand à Paul Sérant, il se demande si l'on n'en fait pas tout de même un peu trop aujourd'hui.

Un hommage démesuré

J'en voudrais d'introduire une note discordante dans le concert d'hommages à Mendès France. L'homme était évidemment d'une envergure peu commune dans le monde politique français. Quand il parvint à gagner Londres après le scandale de Vichy contre lui, il choisit de se battre, contrairement à d'autres qui préféraient intriguer. Son intelligence ne fut pas moins frappante que son caractère : le plan d'austérité qu'il proposa à de Gaulle à la libération eût mieux valu, pour notre pays, que la politique préférée à la sienne. Courageux et lucide, Mendès le fut aussi près de dix ans plus tard, quand il s'employa à mettre fin à la guerre d'Indochine. Il avait compris depuis longtemps que la décolonisation était une nécessité de notre temps. Il faut ajouter qu'il ne mena pas cette politique dans l'esprit de guerre civile, hélas ! trop fréquent dans la société française : il entendait restaurer la paix et non écraser les Français qui pensaient autrement. Cela étant, et qui n'est pas mince, il me semble quand même que l'hommage général qu'on rend à cet homme a quelque chose d'étonnamment disproportionné par rapport à ce qu'il a été et à ce qu'il a fait. Plus courageux dans la guerre, sans doute, que d'autres hommes politiques, il ne l'a pas été davantage que de nombreux Français qui, de diverses manières, luttèrent pour les

intérêts essentiels de leur pays. Plus lucide que ses contemporains à partir de 1945, on tient pour acquis qu'il le fut : il n'en reste pas moins qu'on ne peut être totalement affirmatif à cet égard puisqu'il n'eut pas les moyens d'appliquer la politique qu'il préconisait. L'armistice qu'il signa en 1954 avec le Vietnam était sans doute inéluctable. On peut toutefois regretter que Mendès ait annoncé publiquement qu'il se donnait quelques semaines pour obtenir la fin des combats. Se battre lorsqu'on sait que la lutte est désormais sans espoir, c'est, pour des combattants, une situation aussi atroce moralement que matériellement. Le maréchal Pétain avait, lui, annoncé aux Français qu'il allait demander l'armistice à l'adversaire alors que certaines unités résistaient encore. Cela lui a été reproché en des termes tout à fait excessifs. Mais il paraît difficile, inversement, de saluer les accords conclus avec le Vietnam comme une sorte de victoire. C'était la fin d'un drame, c'est vrai, mais ce drame allait bientôt renaître sous une autre forme, et plus cruellement encore, pour les peuples de la péninsule indochinoise. Mendès France, d'ailleurs, ne fut pas toujours aussi clairvoyant qu'on

(*) Journaliste et écrivain.

L'homme et la statue

par ANDRÉ FONTAINE

TOUT paraît avoir été dit sur Mendès, et pourtant, entre la statue qui lui est élevée et l'homme qu'il fut réellement, il y a une sorte de hiatus, peuplé de tout ce qui fait l'humanité d'un homme que trop d'hommages défigure, d'un homme qui, comme tous ses semblables, avait ses faiblesses, ses obstinations, ses préjugés, ses naïvetés, mais qui les faisait oublier par son intelligence, son autorité naturelle, son esprit de décision, sa droiture, son sens de l'Etat, son aptitude à s'entourer : beaucoup d'amitiés et au moins un mariage se sont noués dans son ombre, qui ont survécu, dans la plupart des cas, à l'épreuve du temps et aux clivages partisans.

Peu d'hommes politiques peuvent se vanter d'avoir inspiré à leurs proches une telle affection. Georges Boris, qui dirigeait son cabinet, le chérissait comme un nouveau son enfant préféré. Nous l'entendons encore, alors que P.M.F. venait de partir pour Tunis en compagnie du maréchal Juin, nous répondre, comme nous lui demandions qu'il avait imaginé ce coup de maître : « C'est un de ces traits de génie dont Pierre est familier ». « Pierre » ne sous-estimait certes pas ses capacités, mais l'orgueil qu'il en tirait ne se mêlait d'aucune espèce de vanité. Il connaissait trop son intimité vulnérabilité. Il n'oubliait pas qu'à la France, pour laquelle il avait couru tous les risques, à un peuple persécuté. N'avait-il pas fait physiquement face, dans sa jeunesse, au quartier Latin, à une extrême droite déchaînée contre les « métèques » et les « youpins » ? Comment aurait-il joué d'un tel charisme s'il n'avait laissé clairement apparaître, derrière sa détermination et la froide lo-

gique de son raisonnement, l'évidence d'une sensibilité à fleur de peau ?

En sept mois et dix-sept jours, il a liquidé l'essentiel des dossiers aux quels ses prédécesseurs n'avaient osé s'atteler ; il a arrêté aux meilleures conditions concevables, compte tenu du désastre de Dien-Bien-Phu et du refus d'Eisenhower d'intervenir, la première guerre d'Indochine. Son seul tort est d'avoir trop facilement ensuite laissé les Américains prendre pied à Saigon. Il a sorti du placard où les ministres M.R.P. l'avaient discrètement enfoncé le diabolique dossier de la Communauté européenne de défense. Il faut beaucoup d'ignorance et de mauvaise foi pour soutenir, comme on l'entend encore aujourd'hui, qu'il est responsable du naufrage de ce projet : à preuve que le compromis sur lequel il avait fait s'entendre la majorité de ses ministres a entraîné la démission de plusieurs adversaires mais d'aucun partisan du traité sur la C.E.D. C'est le refus des autres gouvernements européens, ouvertement manipulés par l'ambassadeur des Etats-Unis à Bruxelles, de comprendre qu'il n'y avait pas d'autre solution possible, vu l'état de l'opinion en France, qui devait, en fin de compte, provoquer l'échec.

Enfin, et c'est ce qui l'a perdu, il a osé ouvrir la porte à l'inévitable décolonisation du Maghreb. Mais, cette fois, il s'en prenait à des intérêts très précis : les sœurs d'Algérie nettoyées, les procureurs ne perdent pas une seconde pour déclarer anathème celui qui s'en était chargé. Suivit un long silence, coupé d'une brève association avec Guy

Mollet, dont tout le séparait. Il se trompa, jusque et y compris en 1968, sur de Gaulle, et qui pourtant l'aimait bien. - « Vous voyez toujours votre ami Mendès ? » - devait-il demander un jour à Robert Buron. - « Oui, mon général. » - « Drôle de type, ce Mendès. Sa place devrait être avec nous, mais il n'est pas facile à faire travailler en équipe. Enfin peut-être vaut-il mieux qu'il reste de son côté, pour ramasser les morceaux quand je ne serai plus là... » - « Vous permettez que je lui rapporte ces propos ? » - demanda Robert Buron au général. - « Pourquoi croyez-vous donc que je vous l'ai dit ? » -

Les deux hommes se murèrent dans leur divorce avant de mourir presque de la même manière. Un beau dessin de Tintin, dans l'Express, les réconcilie dans l'au-delà. Les voilà déjà associés dans la mémoire collective, puisque, entre autres points communs, ils ont désormais d'avoir suscité de leur vivant les procès les plus abjects, avant de recevoir, une fois morts, un tribut quasi unanime.

P.M.F. aurait-il apprécié celui que lui rend aujourd'hui la République, ces discours, cette lecture dans les écoles ? Son amour-propre et sa sensibilité avaient une revanche à prendre sur trop d'incompréhension et de haine. Mais, cette revanche, il l'avait déjà savourée, lorsque, à peine élu, François Mitterrand l'éleva à l'Elysée, saluant en lui le précurseur sans lequel le 10 mai n'aurait pas été possible. Disons que l'extrême simplicité des obsèques que Mme Mendès France et lui avaient voulues, en la seule présence de quelques intimes, lui ressemblait davantage.

Compléments à un portrait

par DANIEL MAYER

MALGRÉ l'abondance des témoignages, des événements importants auxquels Pierre Mendès France a étroitement participé, ou des traits caractéristiques de sa personne, ont été passés sous silence. ● L'événement : le refus de lui proposer la présidence du conseil au lendemain des élections de janvier 1956 placées sous le signe du Front républicain - et alors que tout le pays l'attendait - ne vint pas seulement de l'antisémitisme, d'ailleurs encore feutré, mais de la hargne du M.R.P. qui ne lui pardonnait pas d'avoir permis au Parlement de s'être enfin prononcé sur la C.E.D. L'entente entre les membres du M.R.P. et les dirigeants de la S.F.I.O. partisans de la C.E.D. a créé le barrage qui a conduit où nous savons. ● L'événement par la personne : la loyauté, la fidélité au contrat passé, par les élections, entre le peuple et le pouvoir, le refus du compromis, si souvent synonyme de compromission, éventuellement l'explication des difficultés rencontrées, cette réconciliation de la morale et de la politique, c'est à lui qu'on les doit. Cette réhabilitation de la politi-

que a été très précisément perçue par la nation comme elle l'avait été au temps de Léon Blum. Dès lors, la désaffection, née de la conscience antérieure qu'il y a une sorte de complicité entre des adversaires apparents, disparaît : on revient vers les institutions de la démocratie dont le fonctionnement n'est plus faussé ; la confiance renaît et, donc, la volonté de défense républicaine.

● La personne : sa rigueur, son intransigeance, ses refus successifs, la stricte conformité de son comportement à ses principes, ont donné de lui une image - et presque une légende - de sécheresse, voire de dureté. Il était, au contraire, d'une sensibilité, d'une humanité, d'une générosité très grande, possédant une incompréhensible compréhension à l'égard de l'autre. Qui n'a vu son émotion dans certaines circonstances ou en face de telle situation, de tel récit, même individuel, qui n'a vu les larmes parfois prêtes à jaillir de ses yeux, ne l'a pas connu. C'est pour tout cela que, lorsqu'on parle de « mendésisme », il ne peut s'agir d'une école, mais d'une qualité d'homme et, donc, simplement d'un exemple.

La composante grenobloise

par HUBERT DUBEDOUT (*)

Il y a donc eu, au deuxième tour des élections législatives de 1968, nous nous trouvons un petit nombre autour de P. M. F., à Grenoble, soudés dans la tristesse de la défaite alors que s'exprimait à l'extérieur la joie des partisans de M. J.-M. Jeanneney qui venait de gagner. Ce soir-là, la France n'était pas mendésiste.

Mais l'épreuve dans l'action forge la politique. Ce n'est pas le fait du hasard si tous les élus grenoblois se sont retrouvés au parti socialiste, qu'ils viennent de la S.F.I.O., du P.S.U. ou de ces fameuses « couches nouvelles » qui ont nourri la mythologie grenobloise.

D'aucuns m'ont classé parmi ces techniciens venus à la politique, parmi ces cadres de gauche influencés par le mendésisme, par opposition à ceux qui, au moment de 1968, ont été élus au parti socialiste du temps des clubs qui ont ensuite rallié la droite.

Les choses sont moins simples.

Mon parcours mendésiste date de l'accord de Genève signé alors que l'état en Indochine : trop peu d'officiers avaient pris, comme moi, conscience de l'immense gâchis de ces guerres de décolonisation. A partir de là, la séduction politique de cet homme de rigueur et d'ambition sociale devait opérer. Ensuite parce que le cheminement au contact des forces sociales qui allaient appuyer le combat municipal de 1965 m'a mis au contact d'hommes beaucoup plus formés po-

littiquement que je ne l'étais, tous influencés comme moi par le phénomène mendésiste.

Que Mendès France ait trouvé à Grenoble un maître et un ami, c'est un fait. Mais, comme Pierre Viennet-Ponté l'a écrit, est partiellement exact, mais en raison d'une situation politique nationale qui faisait à cette époque de François Mitterrand un combattant relativement solitaire lui aussi.

Mais ne jouons pas aux naïfs. Un Jean Verhaeghe par exemple avait parfaitement compris comment le mouvement politique pouvait s'amplifier à partir d'une conjoncture politique locale.

Les rencontres de Grenoble en 1968, l'appel à P. M. F. à la fin de cette année pour la bataille législative, ne doivent pas occulter le soutien à François Mitterrand que j'avais accueilli à Grenoble lors de son meeting de 1965 ; le relais de P. M. F. atteint par la maladie que les dirigeants socialistes me demandaient de prendre aux législatives de 1973, l'adhésion globale au parti socialiste de tout le conseil municipal en 1974, le score très élevé de François Mitterrand dès le premier tour de 1981 (plus de 30 %), chiffres atteints par seulement trois autres villes de plus de 100 000 habitants).

Avoir apporté à la gauche, au socialisme, la composante provinciale mendésiste, nous paraît important. Sans doute le champ d'expérimentation politique grenobloise a largement débordé le mendésisme. Mais il a permis à P. M. F. de multiplier ces (*) Député socialiste, maire de Grenoble.

La droiture intellectuelle

par ETIENNE MANAC'H (*)

PUIS-JE offrir une modeste contribution au portrait que le Monde a donné de Pierre Mendès France ? Elle porte sur un épisode de ses relations avec cette Asie dont il avait connu à Genève, au cours des négociations de paix de 1954, deux des plus hauts représentants, Zhou Enlai et Pham Van Dong.

C'est à la fin de 1971 que Mendès France fait sa seconde visite en Chine (il y était déjà en 1958). Il m'avait fait part de son souhait de revoir ce pays qui cherchait alors à échapper au désordre de la révolution culturelle, et s'ouvrait plus largement au monde extérieur. Ce fut facile : dès que l'ouvrage la bouche, le visage de Zhou Enlai s'éclaira : « Qu'il vienne, me dit-il, la porte lui est ouverte, il sera le bienvenu ». Le président souhaitait pousser son voyage jusqu'au Vietnam du Nord où, comme Zhou Enlai à Pékin, Pham Van Dong était toujours le premier ministre. Des démarches furent donc faites auprès des autorités de Hanoi : la réponse distailla et tardive qui vint équivalait à un simple refus. Mendès France me disait, dès son arrivée à Pékin, comment il interprétait cette étrange attitude : certains Français avaient assurément inspiré la réponse négative et gênée de Hanoi. L'homme, méprisant les mensonges, avait un sourire résigné, mais le fait se sentait.

Mendès, venant du Japon, est en Chine du 23 décembre 1971 au 11 janvier 1972, soit deux mois avant la mémorable visite de Nixon. Les troubles pakistano-chinois du Bengale viennent de faire leur reddition aux troupes indiennes. C'est un moment particulièrement grave pour la

Chine, dont l'allié est défilé par un voisin lié par traité à l'Union soviétique. Les rapports entre Pékin et l'Inde, déjà médiocres, se sont brutalement tendus.

Les Chinois savent que leur hôte va bientôt rencontrer le premier ministre indien, « Vous entendrez dire beaucoup de mal de la Chine », lui assure-t-on. Il répond qu'il s'inscrira en faux, parce qu'il convient de dépasser les méfiances entre les deux grands pays d'Asie. A Delhi, Indira Gandhi exprime son amertume vis-à-vis de la Chine. Il répond que la raison doit inciter les deux capitales à rechercher la voie de la concorde. Admirable droiture de l'homme qui, prenant acte d'une méfiance, ne fait la cour ni aux Chinois à Pékin, ni aux Indiens à Delhi, mais en appelle à la sagesse pour balayer les méfiances. Ce qui est vérité lui est vérité là, et l'on ne joue pas avec la vérité.

Droiture aussi devant le conflit indo-pakistano-chinois. A Indira Gandhi victorieuse, Mendès France rappelle que c'est au vainqueur à faire le geste généreux vers le vaincu. Ne pas attendre qu'il soit trop tard et que la situation devienne intenable. Ce fut le tort d'Iraqui, dit-il, de n'avoir pas fait un tel geste immédiatement après la victoire de la guerre de Six jours.

Que cet homme n'ait fait que passer par le pouvoir et que, une fois le rude besson accompli, on l'ait vite poussé dehors, ne peut que provoquer l'amertume. L'homme n'avait pas seulement été rapidement es mémoires, comme s'il se portait ombrage à sa médiocrité.

(*) Ambassadeur de France.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75001 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-D.O.M.-T.O.M.
273 F 442 F 611 F 780 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
533 F 962 F 1 391 F 1 820 F

ÉTRANGER
(par messagerie)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
313 F 522 F 731 F 940 F

2 - SUISSE, TUNISIE
386 F 667 F 949 F 1 230 F

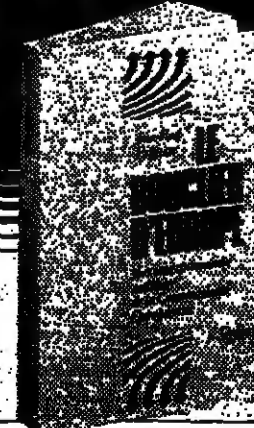
Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque
postal (trois virements) voudront bien
joindre ce chèque à leur demande.

Chaque demande d'adresse détaillée ou
provisoire (deux semaines ou plus) :
nos abonnés sont invités à formuler
leur demande une semaine au moins
avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à
toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de
rédiger tous les noms propres en
capitales d'imprimerie.



JEAN-PAUL PIGASSE

LE BOUCHIER D'EUROPE
Vers une autonomie militaire
de la Communauté Européenne.

La fin de la dissuasion nucléaire.
L'Europe doit-elle continuer à dépendre
militairement des Etats-Unis ?

Collection "Les visages de l'avenir"

Seghers

États-Unis : les élections à mi-parcours

(Suite de la première page.)

La bataille du 2 novembre a été influencée par les PAC (Political Action Committee). Ce sont des associations de citoyens qui, très légalement, participent aux campagnes électorales. Soit en soutenant un candidat, soit en l'attaquant, soit en faisant leur propre propagande électorale. Institué après le scandale du Watergate pour assainir « l'argent politique », les PAC se sont multipliés : on en a compté plus de trois mille au cours de cette campagne, avec un budget total de 250 millions de dollars. De quoi bouleverser toutes les règles du jeu.

Il existe toutes sortes de PAC. Ceux des syndicats (qui soutiennent les démocrates), ceux du patronat (qui avantagent plutôt les républicains) et tous les groupes d'intérêts qui ne faisaient, au cours de la campagne, ni du civisme ni de la philanthropie. Si l'Association nationale des vendeurs d'automobiles distribuait des enveloppes, c'était simplement pour empêcher le vote d'une loi qui aurait interdit de cacher, à

l'acheteur les défauts d'un véhicule usagé...

Selon Time, le sénateur républicain de l'Utah, M. Orrin Hatch, a réussi à séduire cinq cent trente et un PAC, qui lui ont versé 750 000 dollars pour sa campagne. Record absolu. Mais rien ne permet d'affirmer que les amis de M. Reagan se sont mieux vendus que les démocrates. On sait, en revanche, que les PAC « idéologiques » les ont énormément aidés.

A lui seul, le « National conservative PAC » disposait de 10 millions de dollars. Près de la moitié a été consacrée à la « propagande négative », c'est-à-dire à des attaques — souvent assez basses — contre des démocrates coupables de libéralisme. Dans le Tennessee, cette organisation s'en est prise au sénateur Jim Sasser, favorable à l'avortement, sur le thème : « Non aux assassins qui votent pour le meurtre des petits enfants ».

M. Reagan a lui-même essayé, pendant quelque temps, de braver le projet sur des thèmes sociaux, comme l'avortement ou la prière volontaire dans les écoles publiques. Il pensait faire ainsi d'une pierre deux coups : ces batailles détourneraient l'attention de l'économie et consolideraient la « nouvelle droite », qui se sent si négligée depuis deux ans. La Maison Blanche a donc favorisé quelques votes sur ces thèmes au Congrès. Echec total : aucun texte n'est passé, l'Amérique avait l'esprit ailleurs.

L'éléphant et la porcelaine

La politique étrangère ? Elle n'avait aucune raison de dominer la campagne. Ce sont toujours des thèmes économiques ou locaux qui comptent aux « mid-term elections ».

La diplomatie américaine ne se préoccupe d'ailleurs pas aux grandes polémiques en ce moment. Le nouveau secrétaire d'Etat, M. George Shultz, est un homme prudent, mesuré, largement respecté. Les Américains n'ont plus — comme l'an dernier pour le Salvador ou cet été pour le Liban — des raisons dramatiques de se diviser. Reste, bien sûr, une vaste opposition à l'arsenal nucléaire et au réarmement. Mais elle relève moins d'une analyse de la situation internationale que d'un mouvement instinctif et d'un fait de société. Si M. Reagan a pris le risque, le 15 octobre, de garantir des ventes supplémentaires de céréales à l'U.R.S.S., n'est-ce pas parce que la situation économique des agriculteurs paraît plus importante aux électeurs que les méfaits du Kremlin ?

Il fallait donc centrer tous les efforts sur le débat économique. Oubliant leurs propres divisions, M. Reagan et ses amis se sont ingéniés à défendre deux années de gestion républicaine. Ils pouvaient insister à juste titre sur le freinage de la hausse des prix (moins de 6 % cette année) et sur les allègements fiscaux (une réduction de 25 % des impôts sur le revenu). Il n'était pas bon, en revanche, de trop souligner la diminution des dépenses fédérales, car elle a affecté surtout les programmes sociaux et n'a pas empêché un déficit budgétaire colossal.

Restait à affronter le plus dur : le volet négatif des « reaganomics ». Comment répondre à la saisissante publicité télévisée des démocrates montrant un éléphant (symbole du parti républicain) se frayer un passage dans un magasin de porcelaine chinoise ? Car si la Bourse et les taux d'intérêt ont choisi septembre pour s'améliorer, c'est aussi en septembre que le chômage a crevé le plafond des 10 % pour la première fois depuis 1940.

Avec les « reaganomics », constatait l'économiste démocrate Walter Heller, on a changé une inflation à deux chiffres contre un chômage à deux chiffres. Et parfois deux gros chiffres. Non seulement dans le nord industriel, mais dans des régions traditionnellement républicaines et conservatrices.

M. Reagan et ses amis ont tout fait pour attribuer la responsabilité de la crise aux administrations précédentes et aux démocrates. Les démocrates, « ces grands dépensiers au Congrès » qui n'ont rien de nouveau à proposer. « Ils sont toujours en train de se battre contre le prési-

dent Hoover », affirmait ironiquement M. Richard Richards, président du Grand Old Party.

Ayant fusillé le passé et attribué aux démocrates les maux de la nation, le parti républicain n'avait plus qu'à promettre les lendemains qui chantent. Une révolution est en cours, affirment ses messages publicitaires. Ne soyons pas trop pressés. Il faut « tenir bon ». Et désignant familièrement du doigt ce président si sympathique : « Let's give the guy

a chance » (« Donnons sa chance à cet homme »). Ou, plutôt, une autre chance, car peu de présidents américains auront eu les mains aussi libres. M. Reagan au début de leur mandat.

ROBERT SOLÉ.

Prochain article :

LES ESPOIRS
DES DÉMOCRATES

PROPRIÉTAIRES...

Une loi nouvelle, complexe,
LA LOI QUILLIOT
bouleverse les relations entre
les locataires et les bailleurs.

Pour vous conseiller :

**LA CHAMBRE SYNDICALE
PARISIENNE DES PROPRIÉTAIRES**
274, Bd Saint-Germain - 75007 Paris

Affiliée à l'U.N.P.I.

- Consultations orales sur place de 9h. à 12h. et de 14h. à 17h.
- Consultations écrites
- Imprimés
- Documentation sur demande

EN CALIFORNIE

Une Arlésienne nommée Reagan

De notre envoyée spéciale

Los Angeles. — Viendra, viendra pas ? M. Ronald Reagan va-t-il venir soutenir MM. Pete Wilson et George Deukmejian, respectivement candidats au Sénat et au poste de gouverneur de Californie ? La président en a sans doute bien envie, mais ses amis paraissent l'en avoir dissuadé.

M. Reagan est certes encore personnellement populaire dans l'Etat dont il a été huit ans gouverneur. Sa politique économique l'est beaucoup moins : avec un peu de retard, la crise a fini par atteindre la Californie : 1 300 000 chômeurs, soit 10,1 % de la population active ; l'automobile, la construction et l'acier en chute libre ; les prix agricoles en baisse ; les emplois publics en régression accélérée depuis la réduction des taxes d'habitation (proposition 13). Bref, pour la première fois depuis deux décennies, les Californiens — un Américain sur dix — n'ont pas le moral.

M. Jerry Brown, l'homme sans doute le plus honni des républicains, est un adversaire démocrate redoutable pour M. Pete Wilson, parce que, après tout, il a été un bon gouverneur pendant huit ans, comme M. Reagan, auquel il a succédé.

Parmi les supporters de M. Brown, figure M. Tom Hayden, célèbre jeune homme en collier des années 65-70, aujourd'hui marié à la comédienne Jane Fonda. Celle-ci verse à la campagne démocrate une partie non négligeable des sommes considérables que lui rapporte son dernier livre sur les exercices physiques, en tête des best-sellers depuis des semaines.

M. Hayden, qui porte aujourd'hui le cheveu grisonnant et court, sentille encore les républicains, incite les démocrates modérés et ramène au port de nombreux jeunes gens que M. Carter avait découragés. Les derniers sondages donnent une légère avance à M. Wilson sur M. Brown. Ce qui permet aux amis de M. Wilson de clamer que leur candidat n'a pas besoin de l'appui du président, si occupé par ailleurs.

En fait, les républicains craignent les sorts de l'argent de M. Reagan, dont la campagne électorale paraît ces derniers temps stimuler ce que certains éditorialistes appellent son « tempérament irlandais ».

La venue de M. Reagan ne paraît donc pas très souhaitée dans l'entourage de M. Deukmejian, l'attorney général (ministre de la Justice) de l'Etat, candidat au poste de gouverneur, qui mène une bataille particulièrement délicate contre son adversaire, M. Tom Bradley, maire de Los Angeles depuis 1973.

M. Bradley, âgé de soixante-quatre ans, Noir, petit-fils d'esclave, est un ancien policier. Intègre, prudent, discret, doué d'une formidable présence physique, M. Bradley a réussi en neuf ans à faire oublier à ses administrés qu'il était Noir et la question raciale a été gommée de la campagne électorale d'un commun accord avec M. Deukmejian, qui est lui-même Arménien, ce qui, dans certaines communautés ethniques de la région, n'est pas forcément beaucoup mieux vu que la « négritude » de M. Bradley. Parmi les soutiens de M. Bradley, figurent les excellentes relations qu'il entretient à la fois avec les milieux d'affaires, les syndicats et l'importante colonie asiatique de Los Angeles. Les uns et les autres ont d'ailleurs largement contribué financièrement à sa campagne.

M. Deukmejian s'est fait l'avocat de la « reaganomie » la plus orthodoxe et déclare qu'il importe avant tout de rétablir « un climat de confiance pour les entreprises ». M. Bradley, lui, compte sur les victimes de la « reaganomie » : les chômeurs, les retraités, les femmes seules chargées de famille et les minorités ethniques.

Les sondages donnent une certaine avance à M. Bradley sur son adversaire et, comme le dit M. Richard Sagerblom, chef de la campagne démocrate à Los Angeles : « Si Tom Bradley l'emporte, ce sera une victoire démocrate ; mais si Jerry Brown gagne, ce sera un échec pour M. Reagan ».

NICOLE BERNHEIM.

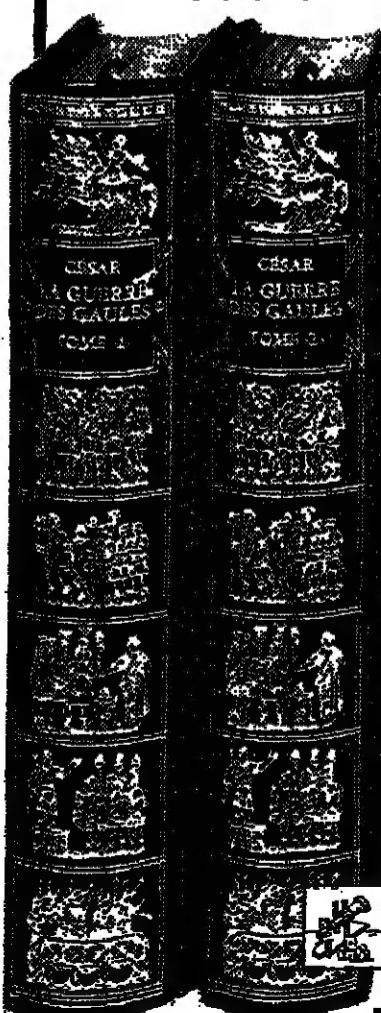


Quand César vint au monde, rejeton débile d'une famille patricienne déchue, Rome était désolée par les discordes, les rivalités politiques et les soulèvements militaires.

César pleure d'envie devant la statue d'Alexandre le Grand

Jeune homme de santé médiocre, souffrant de crise d'épilepsie, prodigue et efféminé, César paraissait avoir comme seuls penchants l'élégance et les plaisirs. Rares furent les esprits qui surent déceler dans ce mauvais sujet le futur maître de Rome et le fondateur de l'Empire.

« Mais gardez-vous que nos lecteurs ne jugent pas, à tort, que ce livre est une œuvre de propagande ».



En deux volumes d'art Jean de Bonnot publie la "Guerre des Gaules" de Jules César

C'est le premier livre de l'histoire
de notre Patrie.



César s'était juré en regardant combattre ces légionnaires : « Je chercherai ma chance jusqu'au fond de l'eau ».

Seul Sylla, le tyran, ne s'y trompa pas et voulut le faire mettre à mort. Il prophétisa : « dans César se cachent plusieurs Marius ». En effet, sous ses apparences mondaines et débauchées, il était habité par une ambition brillante et sans limites. En Espagne, nous relate Suétone, on l'avait vu pleurer d'envie devant la statue d'Alexandre le Grand « car à son âge, celui-ci avait déjà conquis le monde ». Plus tard, il s'était juré : « Je chercherai ma chance jusqu'au fond de l'eau ».

Enfin la fortune frappa à la porte de César : le Sénat romain le chargea du gouvernement des Gaules, plus pour l'éloigner de Rome que pour le récompenser.

Cette Gaule "héroïque et rebelle"

En huit ans, César soumit 300 nations, prit d'assaut 800 villes. Un million de valeureux guerriers gaulois périrent, autant que de Français à la guerre de 14-18 pour une population sept fois inférieure !

Avec une précision remarquable et un style de grand écrivain, César informait régulièrement le Sénat de ses mouvements et de ses victoires. Plus tard, il réunira ses rapports dans un seul ouvrage auquel il donna le titre de « de Bello Gallico » : la Guerre des Gaules. Même Cicéron, ennemi de César, reconnaît dans son livre « Brutus » que cette œuvre « a été rédigée dans un style si parfait et naturel qu'il a enlevé aux historiens sensés l'idée d'écrire sur le même sujet ».

Avec Napoléon l'Histoire a aimé se répéter

Deux mille ans plus tard environ, dans une petite ville de la Corse, nous le retrouvons, le jeune Napoléon, noble rejeton de famille noble déchue. Petit, frêle, d'une paleur mortelle, il sera un jeune officier sans commandement et sans avenir jusqu'au moment où, pour l'éloigner de Paris, le Directoire lui donnera le commandement d'une armée affaiblie et en guenilles, l'Armée d'Italie. Bonaparte en fera l'outil pour la conquête du pouvoir.

Combien de fois Napoléon a-t-il médité sur l'œuvre de César. Combien de nuits entières passées à étudier ses manœuvres d'attaque et de défense, ses actes politiques, ses ruses et ses projets ambitieux. Quand Waterloo eut abattu les

aigles impériales, le prisonnier de Sainte-Hélène dicta à son fidèle Marchand ses « Réflexions sur la Guerre des Gaules de César ». Parues en 1836, introuvables aujourd'hui, nous publions, réunies dans leur intégralité, les écrits de ces deux hommes si semblables dans leur destin de conquérants et de fondateurs d'empires.

Description de l'ouvrage

2 volumes en octavo (14 x 21 cm), 956 pages au total, 87 illustrations, 10 cartes géographiques. Deux autres documents y sont reproduits : la vie de César par Plutarque et un remarquable ouvrage d'identification des noms des villes et des sites gaulois.

Papier chiffon filigrané aux canons. Reliures plein cuir vert antique coupées d'une seule pièce. Motifs à froid et à l'or sur le dos et les plats. Tranches supérieures dorées aussi à l'or fin titre 22 carats. Nos décors sont gravés à la main, 78 cm² de feuille d'or pur ont été utilisés pour chaque volume.

Garantie à vie

Il vaut mieux avoir peu de livres mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails qui prennent de la valeur chaque année car l'or véritable et le cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

Jean de Bonnot

CADEAU

Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront une estampe originale. Cette gravure de 14 x 21 cm est numérotée et signée par l'artiste. Elle leur restera acquise quelle que soit leur décision.

Jean de Bonnot

Prêtez-moi ce livre S.V.P.

à envoyer à JEAN DE BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Oui, envoyez-moi, pour un prêt gratuit de dix jours, le premier volume de « La Guerre des Gaules » de Jules César, auquel vous joindrez mon cadeau.

Si ce premier volume ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai de toute façon la gravure que vous m'offrez.

Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant de 156 F (+ 12,10 F de frais de port). Dans ce cas, vous m'enverrez le deuxième et dernier volume au même prix, le mois suivant.

Nom Prénoms

Adresse complète

Code postal Ville

Signature 1

Je déclare sur l'honneur que tant mon adresse que ma signature sont conformes.

CINQ SIÈCLES
D'HORLOGERIE
DU XVI^{ÈME} siècle
A SANTOS
de Cartier

CARTIER ET LE MUSÉE INTERNATIONAL
D'HORLOGERIE DE LA CHAUX-DE-FONDS (SUISSE)

EXPOSITION
DU 21 OCTOBRE AU 31 OCTOBRE INCLUS
DE 13 H À 19 H DU LUNDI AU VENDREDI
FERMÉ LE MARDI
DE 11 H À 18 H SAMEDI ET DIMANCHE
MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS
107, RUE DE RIVOLI-PARIS

سكزا من الامم

سكزا من الاجل

AMÉRIQUES

El Salvador

Le leader de la droite rejette les offres de négociations de l'opposition

M. Guillermo Ungo, président du Front démocratique révolutionnaire (F.D.R.), qui regroupe les principales formations de l'opposition salvadorienne et qui est le « bras politique » de la guérilla, a donné des précisions, le mardi 26 octobre, à Mexico, sur les propositions que le Front a faites la semaine dernière au gouvernement de M. Álvaro Magaña, pour engager des négociations en vue de mettre fin à la guerre civile.

Ces propositions comprennent les cinq points suivants :

- Dialogue « direct » et « sans conditions préalables » entre, d'une part, le F.D.R. et le Front Farabundo-Marti de libération nationale et, d'autre part, le pouvoir exécutif, l'Assemblée nationale constituante et les forces armées ;

- Désignation par les deux parties de délégués plénipotentiaires ;

- Constitution d'une commission de bons offices pour faire la liaison entre les deux parties ;

- Participation au dialogue de représentants de partis politiques, d'organisations ouvrières et paysannes, d'hommes d'affaires, de professeurs ;

- Assistance aux négociations de représentants de pays étrangers.

M. Ungo a précisé qu'un éventuel cessez-le-feu devrait être le résultat des négociations et non une condition préalable.

Mais à San-Salvador, le président de l'Assemblée nationale, M. Roberto D'Aubuisson, également leader de la principale formation composant la coalition gouvernementale, l'Arca (extrême-droite), a déclaré mardi

qu'il ne « permettrait pas un quelconque dialogue ou négociation avec les groupes criminels du F.D.R. et du F.M.L.N. » : « Nous continuerons à nous battre et nous allons triompher », a-t-il ajouté.

D'autre part, le service de presse des forces armées a confirmé, mardi, que huit dirigeants de l'opposition avaient été arrêtés ces derniers jours et qu'ils seraient traduits pour « activités terroristes » devant un tribunal militaire. Parmi ces huit personnes figurent trois des cinq responsables du F.D.R., dont on avait signalé l'enlèvement dans la capitale par des hommes en civil. Il s'agit de MM. Carlos Molina, Luis Antonio Mendizábal et Mauricio Domenech. L'armée indienne en outre détient MM. Julio Cesar Saravia Martinez, Victor Jovel, Jorge Alberto Martinez et Jorge Valencia. — (A.F.P., U.P.I.)

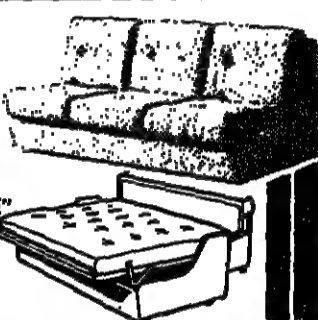
ARMANDO VALLADARES CHOISIT M. WALESA COMME « TÉMOIN SPIRITUEL » DE SON MARIAGE

Le poète cubain Armando Valladares souhaite que M. Lech Waleza et son épouse soient ses témoins à son mariage religieux, qui aura lieu, dit-il, « dès que les autorités cubaines auront respecté leur promesse de laisser sortir ses proches ».

« Si M. Lech Waleza et son épouse ne peuvent venir, je leur demande d'être mes témoins spirituels », a-t-il déclaré, le mardi 26 octobre, au cours d'une réception organisée en son honneur par les éditions Grasset.

SEUL le canapé-lit «TED» s'achète les yeux fermés...

La «TED» du canapé-lit avec son sommier «anti-matras» et son matelas à ressorts de 14 cm. C'est le meilleur convertible actuellement sur le marché.



37, av. de la République - 75011 PARIS - Tél. 357.46.35 - Métro Parmentier

CAPELOU

Paris Tokyo, vous n'avez plus que 12 h 45 pour apprécier notre sens du détail.



Désormais, nous vous laissons de moins

en moins de temps pour tester la multitude de détails qui nous rend si différents des autres compagnies.

Ainsi sur Paris Tokyo via Moscou, en 747 le vendredi, le temps de vol a pu être réduit à 12 h 45.

- 12 h 45 pour apprécier le confort de nos 747, notre ponctualité bien connue, l'efficacité de notre service à bord.

- 12 h 45 pour goûter tous les avantages qui sont le privilège des passagers de JAL. Et en 1^{re} classe JAL, vous trouverez les fameux fauteuils inclinables à 60° et même un vrai lit pour dormir une vraie nuit.

Tout le monde sait que le caractère japonais recherche toujours la perfection.

C'est là dessus que reposent la réussite et le succès mondial de notre compagnie.

JAPAN AIR LINES

Les petites attentions font les grands vols.



ASIE

Chine

La lutte idéologique contre les gauchistes s'accompagne d'une reprise en main de l'appareil

De notre correspondant.

Pékin. — La direction politique issue du douzième congrès du P.C.C. paraît décidée à agir sans faiblesse contre les tendances gauchistes dans le parti. L'affaire Wei Guoqing a montré la détermination de M. Deng Xiaoping de sanctionner ceux, fussent-ils au niveau le plus élevé, qui tenteraient de remettre en cause la ligne adoptée. Réélu au bureau politique, M. Wei avait été privé, quelques jours plus tard, de son poste de directeur du département politique de l'armée pour avoir tenté de publier, dans le journal de celle-ci, un article déviant des orientations idéologiques actuelles (le Monde du 2 octobre).

Cette affaire a retenu l'attention par son côté spectaculaire. Mais elle n'est sans doute qu'un élément dans un ensemble plus vaste. Tout indique en effet, d'une part, que, nonobstant les conclusions du douzième congrès, le débat de tendances continue au sein du parti et de l'armée et, d'autre part, que l'axe dominant de la direction, animée par MM. Deng et Hu Yaobang, est plus que jamais résolu à supprimer toute contestation ouverte et à consolider ses assises. L'action du pouvoir, ces dernières semaines, s'est déroulée sur deux plans : celui de la propagande et celui de la discipline.

A en juger par la presse, les principaux problèmes sur le plan idéologique paraissent provenir de la difficulté à expliquer, dans certains milieux, en particulier l'armée, l'absence de la thèse consistant à « prendre la lutte des classes comme axe », ainsi que le rejet du slogan demandant de « mettre la politique aux commandes ». Ces positions ne sont pas nouvelles, mais le fait qu'elles aient été entérinées par le congrès leur donne désormais valeur exécutoire. Ainsi, récemment, le Quotidien du peuple reproduisait un article du journal de l'armée appelant à se débarrasser d'un point de vue gauchiste dans la question de la lutte des classes. Pas plus tard que le 26 octobre, l'organe du parti assimilait aux trotskistes ceux qui continuent à propager le mot d'ordre « erroné » sur la nécessité de « placer la politique aux commandes ». Or ces deux thèses avaient été défendues publiquement, il y a peu encore, par M. Wei.

Parallèlement à cette controverse idéologique, qui a parfois tendance

à dégénérer en une dispute scholastique assez confuse, une remise en ordre s'effectue dans l'appareil sur le plan de l'organisation et de la discipline. Celle-ci prend des formes diverses, allant de l'autocritique classique des responsables à l'expulsion des éléments rebelles. Le tout se déroulant sur un arrière-plan de procès organisés contre d'anciens membres de comités révolutionnaires accusés d'être des partisans des « cliques de Lin Biao et de Jiang Qing ». Des procès de ce genre ont été signalés ces derniers temps dans plusieurs provinces (Henan, Liaoning, Hunan, Yunnan, Sichuan et à Shanghai) et dans l'armée.

L'autocritique la plus remarquée a été celle de M. Mao Zhiyong, premier secrétaire du Hunan, province natale de Mao Zedong, dans laquelle M. Hu Guofeng a fait pratiquement toute sa carrière. A l'issue du douzième congrès, M. Mao a reconnu que le comité du parti qu'il dirige avait été « influencé par le culte de la personnalité », qu'il avait soutenu la théorie des « deux soutiens inconditionnels » (tout ce que Mao Zedong a fait ou dit est correct) et qu'il n'avait pas organisé

« sérieusement » la discussion sur « la pratique, seul critère de la vérité ». Il est connu que M. Mao, le successeur de Mao, aujourd'hui écarté du pouvoir, ne soutient pas cette thèse, à laquelle il se serait encore opposé devant le comité central réuni à la veille du congrès. La reprise en main semble être particulièrement énergique dans la province du Hebei, qui entoure Pékin, et d'où se succèdent les nouvelles de limogements et d'expulsions du parti. Un nouveau premier secrétaire vient d'être nommé dans cette région, érigée en fief gauchiste pendant la révolution culturelle. Des luttes, assez épiques, semblent en cours à Pékin et Shanghai, où la situation n'est pas encore décaillée. On comprend, dans ces conditions, que M. Hu ait formulé le besoin, récemment, de réaffirmer la stabilité de la situation politique dans le pays. Recevant des journalistes français qui accompagnaient M. Marchais, le secrétaire général du P.C.C. avait assuré passer en « contrat » garantissant que « cette stabilité durera au moins dix ans ».

C'est aussi une impression d'ordre et de planification à long terme que suggère le discours prononcé

Cambodge

APRÈS LE VOTE DES NATIONS UNIES

Le gouvernement de coalition va devoir faire la preuve de sa crédibilité

De notre correspondant en Asie du Sud-Est.

Bangkok. — L'ONU s'est permise une ingérence grossière, brutale et inadmissible dans les affaires intérieures du Cambodge, a affirmé le ministre des affaires étrangères du régime pro-vietnamien de Phnom-Penh, dans une déclaration rendue publique mardi 26 octobre, au lendemain du vote de l'Assemblée générale des Nations unies qui a autorisé le gouvernement de coalition, au sein duquel les Khmers rouges cohabitent avec les partisans du prince Sihanouk et de M. Son Sann, à occuper le siège du Cambodge à l'ONU.

« Ce soi-disant gouvernement (...), ajoute le ministre, n'est qu'un rassemblement forcé de quelques traîtres groupés autour de criminels de génocide, afin de les déguiser en apôtres du patriotisme ».

En revanche, les membres de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) (1) se sont félicités de ce « triomphe » qui, selon M. Ghazali Shafie, ministre malaisien des affaires étrangères, « élimine tous les doutes sur la légitimité du gouvernement de coalition ». Quant à l'attention de la France, on l'explicite à Bangkok par « les illusions que celle-ci se fait encore sur le poids de son influence dans ses anciennes colonies d'Indochine ».

En s'employant activement à favoriser la formation d'un gouvernement de coalition et en plaçant à sa tête le prince Sihanouk, seul homme politique encore populaire à l'intérieur comme à l'extérieur du Cambodge, l'ASEAN a atteint son but : obtenir des Nations unies, sur la question cambodgienne, un vote plus franc et plus massif que les

trois années précédentes (le Monde du 27 octobre). Il reste à savoir si cette incontestable victoire donnera à réfléchir aux dirigeants vietnamiens et les incitera à composer avec leurs adversaires.

L'opposition cambodgienne et ceux qui la soutiennent savent parfaitement qu'ils ne gagneront pas la partie à la pointe des baïonnettes. Le prince Sihanouk l'a répété à New-York : « Il n'y aura, sur le champ de bataille, ni vainqueur, ni vaincu ». Le peuple cambodgien est trop épuisé psychologiquement et physiquement, pour se lever en masse à son appel, même si le régime en place à Phnom-Penh est loin de le satisfaire. Mais l'adage « Si tu veux la paix, prépare la guerre » reste d'actualité. Selon des experts militaires occidentaux, les Khmers rouges disposeraient de 22 000 à 25 000 hommes. Les Forces nationales, qui viennent de recevoir, via Singapour, plusieurs milliers de fusils, en aligneraient de 13 000 à 15 000, face à 180 000 soldats vietnamiens.

Chaque faction continue de mener son combat singulier, d'entretenir les mêmes rivalités avec les factions adverses, si tant est qu'elle n'ait pas à surmonter ses propres dissensions : entre « seigneurs de la guerre », comme ce fut le cas tout récemment, dans les rangs du Front national de libération du peuple khmer (F.N.L.P.K.), avec la démission forcée du général Dien Del, chef d'état-major, compromise

par M. Hu lors de la première session de nouveau comité central, le 13 septembre, et que la presse vient de publier. Rempent avec les habitudes de mystère soigneusement entretenues autour des activités du parti et de l'Etat, le dirigeant chinois annonce qu'aucune réunion du comité central ne sera convoquée d'ici le printemps prochain. Une nouvelle Assemblée nationale populaire sera formée en mai ou juin 1983, des élections devant se tenir dans les trois mois précédents.

La réorganisation des structures administratives (réduction du nombre des cadres et rajustement) devra être accomplie au niveau provincial d'ici au printemps 1984.

La prochaine échéance, cependant, à laquelle se préparent les dirigeants chinois est celle de la 6^e session de l'actuelle Assemblée, prévue pour le mois prochain et au cours de laquelle doit être approuvée la nouvelle Constitution. On n'exclut pas que le vieux maréchal Ye Jianying annonce, à cette occasion, son intention de se retirer, laissant ainsi la place libre pour le choix du futur président de la République, poste pour lequel le nom de M. Li Xiannan, membre permanent du bureau politique, est de plus en plus avancé.

MANUEL LUCBERT.

(1) Philippines, Indonésie, Singapour, Malaisie, Thaïlande.

de/vers PARIS Only-ouest

La Savoie, c'est TAT.

6 vols par jour sur CHAMBERY/Annecy*

Renseignements ou réservations : 687.35.53 ou auprès de votre agent de voyages habituel.

* Liaison par Aérobus

TAT. L'autre compagnie des lignes intérieures.



M. Fabius plaide pour un « redéploiement » de la dépense publique

lité de celle sur les préjugements sociaux, la facilité classique et ce qu'on appelle désormais la non-facilité. Le système fiscal français est en effet impopulaire, mais ses défauts sont dérisoires comparés aux préjugés et à ces sociaux. D'autre part, nous devons nous efforcer de gagner sur la tolérance des producteurs, obligés dans notre société, car nous ne pouvons atteindre un seul à la fois.

Répondant enfin aux accusations de l'opposition concernant une « manipulation » dans la présentation du budget, M. Fabius indique : « Le rapporteur général en a bien donné la banquette ! Si on veut transformer un débat technique en débat politique, c'est sans doute que le budget, et ses aspects et dynamique, embarrasse l'opposition, prise dans les contradictions, obligée de dénoncer excès de dépenses en général et leur insuffisance en particulier, et réduite à tenir un double discours ».

À l'occasion de la discussion, M. Flanchoff (P.S., Paris) observe que les critiques de l'opposition « se portent pas sur le budget ». « C'est pourquoi », dit-il, « les critiques se situent ailleurs. C'est un peu, pour parodier une phrase célèbre, comme si la publicité était le seul moyen de vendre le bon budget, il ale goût d'un bon budget, mais ce n'est pas un bon budget ! ».

Des inégalités

Réformées

M. Jans (P.C., Hauts-de-Seine) estime que « la rigueur, mise au service de l'emploi, sera acceptée si elle est accompagnée de mesures de redistribution de la richesse ».

le montage

revient pas ; une expérience, vraie ou bien imitée, des services spéciaux ; l'ensemble nappé d'une légère sauce métaphysique : tout cela donne du fumet à un rôti.

JEAN CLEMENTIN
"LE CANARD ENCHAÎNÉ"

"L'humour, l'horreur, la bouffonnerie, la fatalité, une énormité fascinante, s'emparent de

"Ce qui frappera sans doute le plus le lecteur, c'est cet art de déconcerter, de fasciner,

“Le Montage ne laissera personne indiffé-

Retrouvant la grande veine mysticopolitique du *Retournement*, Vladimir Volkoff nous donne à lire un roman passionnant et terrifiant.

HENRY BONNIER
"LE MERIDIONAL"

JULLIARD / L'ÂGE D'HOMME

M. Jans (P.C., Hauts-de-Seine) estime que « la rigueur, mise au service de l'emploi, sera acceptée si elle s'attaque aux inégalités et aux gros péchés du capitalisme ». « C'est pourquoi », indique-t-il, « les communistes fera des propositions radicales, moins pour pousser à la dépense que pour accroître les recettes », indiquant ainsi que la rigueur, qui a fait faillite actuellement, continuera de renforcer les inégalités de revenus et de patrimoine, inégalités qui sont source de dépenses supplémentaires. « L'augmentation de l'exportation et la rigueur de l'importation », dit-il, « ne permettront pas d'absorber ces charges parasitaires et de réinjecter dans le circuit les fonds nécessaires à la production des fraya généraux » a montré qu'il était possible d'aller dans cette voie (...). » Nous devons constater que les mesures fiscales nouvelles, qui ont été prises par le Gouvernement, ont des conséquences, voire de certaines conséquences. Certes, il y a pour 1963-1964, 1964-1965, 1965-1966, 1966-1967, 1967-1968, 1968-1969, 1969-1970, 1970-1971, 1971-1972, 1972-1973, 1973-1974, 1974-1975, 1975-1976, 1976-1977, 1977-1978, 1978-1979, 1979-1980, 1980-1981, 1981-1982, 1982-1983, 1983-1984, 1984-1985, 1985-1986, 1986-1987, 1987-1988, 1988-1989, 1989-1990, 1990-1991, 1991-1992, 1992-1993, 1993-1994, 1994-1995, 1995-1996, 1996-1997, 1997-1998, 1998-1999, 1999-2000, 2000-2001, 2001-2002, 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024, 2024-2025, 2025-2026, 2026-2027, 2027-2028, 2028-2029, 2029-2030, 2030-2031, 2031-2032, 2032-2033, 2033-2034, 2034-2035, 2035-2036, 2036-2037, 2037-2038, 2038-2039, 2039-2040, 2040-2041, 2041-2042, 2042-2043, 2043-2044, 2044-2045, 2045-2046, 2046-2047, 2047-2048, 2048-2049, 2049-2050, 2050-2051, 2051-2052, 2052-2053, 2053-2054, 2054-2055, 2055-2056, 2056-2057, 2057-2058, 2058-2059, 2059-2060, 2060-2061, 2061-2062, 2062-2063, 2063-2064, 2064-2065, 2065-2066, 2066-2067, 2067-2068, 2068-2069, 2069-2070, 2070-2071, 2071-2072, 2072-2073, 2073-2074, 2074-2075, 2075-2076, 2076-2077, 2077-2078, 2078-2079, 2079-2080, 2080-2081, 2081-2082, 2082-2083, 2083-2084, 2084-2085, 2085-2086, 2086-2087, 2087-2088, 2088-2089, 2089-2090, 2090-2091, 2091-2092, 2092-2093, 2093-2094, 2094-2095, 2095-2096, 2096-2097, 2097-2098, 2098-2099, 2099-2100, 2100-2101, 2101-2102, 2102-2103, 2103-2104, 2104-2105, 2105-2106, 2106-2107, 2107-2108, 2108-2109, 2109-2110, 2110-2111, 2111-2112, 2112-2113, 2113-2114, 2114-2115, 2115-2116, 2116-2117, 2117-2118, 2118-2119, 2119-2120, 2120-2121, 2121-2122, 2122-2123, 2123-2124, 2124-2125, 2125-2126, 2126-2127, 2127-2128, 2128-2129, 2129-2130, 2130-2131, 2131-2132, 2132-2133, 2133-2134, 2134-2135, 2135-2136, 2136-2137, 2137-2138, 2138-2139, 2139-2140, 2140-2141, 2141-2142, 2142-2143, 2143-2144, 2144-2145, 2145-2146, 2146-2147, 2147-2148, 2148-2149, 2149-2150, 2150-2151, 2151-2152, 2152-2153, 2153-2154, 2154-2155, 2155-2156, 2156-2157, 2157-2158, 2158-2159, 2159-2160, 2160-2161, 2161-2162, 2162-2163, 2163-2164, 2164-2165, 2165-2166, 2166-2167, 2167-2168, 2168-2169, 2169-2170, 2170-2171, 2171-2172, 2172-2173, 2173-2174, 2174-2175, 2175-2176, 2176-2177, 2177-2178, 2178-2179, 2179-2180, 2180-2181, 2181-2182, 2182-2183, 2183-2184, 2184-2185, 2185-2186, 2186-2187, 2187-2188, 2188-2189, 2189-2190, 2190-2191, 2191-2192, 2192-2193, 2193-2194, 2194-2195, 2195-2196, 2196-2197, 2197-2198, 2198-2199, 2199-2200, 2200-2201, 2201-2202, 2202-2203, 2203-2204, 2204-2205, 2205-2206, 2206-2207, 2207-2208, 2208-2209, 2209-2210, 2210-2211, 2211-2212, 2212-2213, 2213-2214, 2214-2215, 2215-2216, 2216-2217, 2217-2218, 2218-2219, 2219-2220, 2220-2221, 2221-2222, 2222-2223, 2223-2224, 2224-2225, 2225-2226, 2226-2227, 2227-2228, 2228-2229, 2229-2230, 2230-2231, 2231-2232, 2232-2233, 2233-2234, 2234-2235, 2235-2236, 2236-2237, 2237-2238, 2238-2239, 2239-2240, 2240-2241, 2241-2242, 2242-2243, 2243-2244, 2244-2245, 2245-2246, 2246-2247, 2247-2248, 2248-2249, 2249-2250, 2250-2251, 2251-2252, 2252-2253, 2253-2254, 2254-2255, 2255-2256, 2256-2257, 2257-2258, 2258-2259, 2259-2260, 2260-2261, 2261-2262, 2262-2263, 2263-2264, 2264-2265, 2265-2266, 2266-2267, 2267-2268, 2268-2269, 2269-2270, 2270-2271, 2271-2272, 2272-2273, 2273-2274, 2274-2275, 2275-2276, 2276-2277, 2277-2278, 2278-2279, 2279-2280, 2280-2281, 2281-2282, 2282-2283, 2283-2284, 2284-2285, 2285-2286, 2286-2287, 2287-2288, 2288-2289, 2289-2290, 2290-2291, 2291-2292, 2292-2293, 2293-2294, 2294-2295, 2295-2296, 2296-2297, 2297-2298, 2298-2299, 2299-2300, 2300-2301, 2301-2302, 2302-2303, 2303-2304, 2304-2305, 2305-2306, 2306-2307, 2307-2308, 2308-2309, 2309-2310, 2310-2311, 2311-2312, 2312-2313, 2313-2314, 2314-

Le groupe R.P.R. déposera après le fin du débat budgétaire, soit vers le 20 décembre, une motion de censure contre la politique de défense du gouvernement. Cette motion, dans laquelle sera associée l'U.D.F., — est prise en raison de l'arrêt du ministre de la défense d'environ 16,5 milliards de francs, ce qui va au titre du budget de la défense pour 1982.

M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. a déclaré, mardi 26 novembre, au sujet de l'arrêt : « Une affaire constitutionnelle est en train. Il y va de l'indépendance de la France et de sa place dans le monde. Le gouvernement est en train de rompre avec une attitude en matière de défense. Au dernier, le budget présenté par M. Charles Bernu, ministre de la défense, nous avait semblé présenter une certaine continuité avec le budget de 1981. Mais, manifeste sa volonté d'installer une défense socialiste. L'armée française et ses missions n'auront à devenir un peu celles des troupes alliées en exemple par leur équipement, comme la France ou l'Australie ».

● *M. Gaston Defferre*, ministre de l'Intérieur, a assisté à une cérémonie religieuse organisée à la mémoire d'Alain de Rothschild, président du conseil d'administration des institutions juives de France, décédé le 17 octobre 1956 à New-York. Le ministre s'est rendu, mardi 28 octobre, à 17 h. 30, à la grande synagogue de la rue de la Victoire à Paris.

Le président de l'Etat, M. Vincent Auriol, a adressé au «CHEF», à cette occasion, un message dans lequel il exprime sa douleur et ses condoléances.

De son côté, M. François Mitterrand, président de la République, a souligné, dans un message, la haute personnalité et le remarquable rayonnement et la rigueur morale d'Alain de Rothschild.

Parmi les personnalités présentes à la cérémonie se trouvaient notamment MM. Michel Debré et Maurice Couve de Murville.

l'autre
des lignes
noires.

هكذا من الامم

LE DIFFÉREND SUR LES « SÉQUELLES » DE LA GUERRE D'ALGÉRIE

La préparation des élections municipales

LA CANDIDATURE DE M. DELORS
SUSCITE DES REMOUS A CLICHY

La candidature de M. Jacques Deiors suscite des remous à Clichy-La Garenne (Hauts-de-Seine). Le candidat socialiste, déjà investi par la section de la ville, maintient sa candidature et invite le ministre à choisir une autre section.

M. Desros avertit amoné de terminer à l'occlusion. Le député de Saint-Jovite dit que le monde n'est qu'il serait candidat aux prochaines élections municipales précisant, quant à l'endroit où il souhaitait concourir, qu'il ne s'agit pas d'une action concertée, mais qu'une action concertée devrait se prononcer et indiquer qu'il traiterait « jusqu'au bout ».

Les responsables de la Fédération socialiste ont répondu que l'union est importante, car il s'agit de conserver aux socialistes une unité qu'ils détestent depuis longtemps. Ils ont dit qu'ils ne veulent pas se diviser en plusieurs socialistes, et les mien placé pour cela, d'autant que le P.C.F. réclame une liste d'union autour du conseiller général Guy Desros, qui est aujourd'hui dirigeant fédéral.

Mais M. Gilles Catoire, conseiller technique au cabinet de M. Bessandou, a fait valoir qu'il « s'agit d'un démocratiquement dirigé » le 20 septembre dernier par la section locale du P.S. I. L. a affirmé son intention de maintenir la situation actuelle. Il a déclaré « persuadé que de nombreuses sections sont prêtes à accueillir un ministre pour battre des noires sortants de droite ».

Le conseil directeur du P.S. I. qui doit se réunir les 20 et 21 novembre prochain, devra arbitrer ce litige entre la fédération et la section.

Savoir oublier

par ROLAND DUMAS (*)

par ROLAND DUMAS (*)

du crime commis par des «généralistes» contre la République qui, devant le geste d'oubli à accomplir. La gauche sait être généreuse quand elle veut réussir une grande réconciliation nationale.

Sans doute faut-il mettre sur le compte de ses hésitations les trois votes successifs émis par les députés socialistes, dont seul le dernier — détestable au gouvernement — semble avoir donné satisfaction à quelques-uns. La procédure suivie ne fut pas des plus heureuses ; elle laissa à chacun un goût amer, une

Mais ces scrupules, n'est-ce pas lors des campagnes présidentielle et législatives qu'il aurait fallu les

par le général BINOCHE (*)

Le ministre de l'époque avouait son impuissance... l'armée étant ce qu'elle était...

Le général levait les bras vers le ciel, sachant mieux que tout autre qu'il n'avait jamais été un héros. Il avait été un officier. Les plus courageux peut-être, c'est ce qu'il avait voulu dire. Mais pour quitter une armée qui le rejetait, ces jeunes officiers s'en étaient allés. Ils avaient moins de huit ans de service, devaient rembourser à l'Etat les frais d'études (5 000 francs à l'époque)...

Et tous ces officiers plus âgés, ayant souvent appartenu à la Résistance et en ayant gardé l'idéal, brimés dans leur avancement et privés à leur départ de l'armée d'un grade dans la Légion d'honneur, furent

dans la Légion d'honneur auquel
 plus que d'autres, ils avaient droit.
 Que dire de leur amertume.
 Ah ! que de noms j'ai au bout
 de la plume ! Je crois qu'il est
 au moins aussi important de rendre
 justice à tous ces hommes que
 de faire grâce à ceux auxquels, au
 nom de l'honneur de l'armée fran-
 çaise et du devoir de tout officier

C'est dans ce sens qu'il faut

(*) Compagnon de la Libération,
commandant la zone nord algéroise,
du 23 au 26 avril 1961.

ANTES NOIR-GRAND
SUR XFRGX
2080
LARGEUR 42 CM LONGUEUR 114 CM
CONTRECALQUES AFFICHES D'ARTISTES
220 227 21 32 Tx 220064 F

Le temps va faire son œuvre, car les faits amènent M. Jospin à envoyer une lettre aux élus socialistes qui ont voté contre l'amendement du groupe, afin que ceux-ci envoient à leur tour une lettre au ministre de l'Intérieur, sous le *Journal officiel* (1). Et, d'ailleurs, devant les députés socialistes, M. Jospin a indiqué que c'est à la suite de la lettre de M. J. de la mission — que son zèle figure — le premier — sur l'amendement du groupe. Le premier secrétaire du groupe des socialistes a déclaré qu'il n'aurait pas d'amendement. Ce qui ne veut pas dire, évidemment, qu'il ne l'approuvait pas.

LAURENT ZECCHINI

(1) Voici le texte de la lettre que M. Joze a envoyée aux Intermédiaires «Olivier démocrate». Lors de l'examen par l'Assemblée nationale du projet de loi relatif au règlement de certaines conséquences des événements d'Afrique du Nord, les députés contre les mouvements armés par la

les amendements présentés par le groupe aux articles 20 et 21, qui entraînent les officiers généraux à bénéficier de la réversion de carrière et de la réaffectation dans le cadre de réserve (art. 20 et 21) (journal public n° 322 et 323). La décision de déposer ou de voter ces amendements a été prise par le groupe lors de la réunion du jeudi 25 octobre 1982, à 18 heures, conformément à la position du bureau consulté du parti en date du 20 octobre 1982. Et votent :

dans du 20 octobre 1962. En vertu
 CONTRA, tu es contraire à l'ar-
 cle 3 des statuts du parti et l'ar-
 cle 4 du règlement intérieur du parti
 concernant (...) les statuts et les
 décisions du parti - et 6. Article 7
 de notre règlement intérieur qui
 stipule qu'en séance publique et
 dans les commissions, la règle de
 l'unité de vote est absolue. Aussi
 je te demande de me faire parvenir
 au plus vite par écrit, une demande
 de rectification de vote président

que tu souhaites voter POUR ces amendements, qui sera publiée au J.O. des débats de l'Assemblée. Bien amicalement, >

**VOIR
ET
EXPRESSION**
PARLER AVEC ALACRISIE
SE FAIRE ECOUTER.
MAITRISE L'EMOTIVITE
CONVAINCRE, DECIDER
Tous renseignements :
11, rue de Valenciennes, 75019 Paris

CEBDEL
M. r. Henri-Bardoux - 75002
Tél. : 325-12-10 - 326-15-42

M. ALAIN JUPPÉ (R.P.R.)
CANDIDAT A PARIS

M. Alain Juppé, secrétaire général du Chbr-89, conseiller de M. Chirac pour les questions économiques, a annoncé dans un communiqué qu'il serait candidat aux élections municipales dans le dix-huitième arrondissement de Paris. M. Juppé estime que « cet arrondissement peut et doit être gagné » par l'actuelle majorité municipale pour peu que la page soit tournée sur les divisions du passé ».

M. Roger Chmrand, ancien député U.D.F. de cet arrondissement, président de la Fédération U.D.F. de Paris, a annoncé il y a une semaine son intention « d'animer et de conduire personnellement cette bataille », et qu'il était prêt à accueillir M. Juppé à ses côtés.

En 1977, dans le dix-huitième arrondissement de Paris, la liste de gauche avait emporté les neuf sièges (cinq communistes et quatre socialistes, dont MM. Jospin, Estier et Delanoë, députés P.S.).

L'élection des conseillers municipaux

L'OPPOSITION SAISIT LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Plus de soixante députés de l'opposition ont déposé, samedi 23 octobre, un recours devant le Conseil constitutionnel contre une des dispositions du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux adopté par l'Assemblée nationale jeudi 21 octo-

Ce recours vise l'article 4 du texte qui détermine les conditions d'attribution des sièges et prévoit une règle différente suivant qu'il y a plus ou moins de quatre sièges à pourvoir. Les députés de l'opposition estiment que cette disposition « introduit une discrimination entre les communes et secteurs selon qu'on y élit plus ou moins de quatre conseillers » et est donc contraire au « principe de l'égalité devant le droit de suffrage ».

● LORIENT. — M. Guy Guerneur, ancien député R.P.R. du Finistère, conduira la liste de l'opposition à Lorient (Morbihan). Une déclaration du secrétaire, général du R.F.R. « en effet », précisée, mardi 26 octobre, que M. Bernard Pons s'a demandé

à Guy Guermeur de prendre la tête d'une liste d'union dans cette ville contre la coalition socialo-communiste en place depuis dix-huit ans. Le secrétaire général du R.P.R. a ajouté que « le comité de la circonscription de Vannes (Morbihan) est d'avis et que l'élection de nouveaux représentants sera immédiatement

M. Pons a ainsi tranché le problème qui s'était posé parmi les responsables locaux du R.P.R. après l'annonce de la candidature de M. Guerneur à Vannes, où le maire sortant est U.D.F.

● SURESNES (Hauts-de-Seine). — La section du parti socialiste a, à l'unanimité, désigné comme tête de liste M. Robert Pontillon, maire de la ville, sénateur.

 VOIX
ET
EXPRESSION

PARLER AVEC ASSURANCE
SE FAIRE ECOUTER
MAINTENIR L'INTERET
CONVAINCRE - DECIDER

Touta renseignements :
G.E.D.E.L.

M. F. Henri-Perdoux - 73000
Tél. : 325-15-10 - 325-15-42

POLITIQUE

LE CONGRES ANNUEL DES MAIRES DE FRANCE

« Alors, monsieur le maire, vous allez pouvoir tout faire, maintenant ! »

« L'heure n'est pas à la politique. » Tel est le sentiment de M. Alain Poirer, président de l'Association des maires de France, réuni en congrès, depuis mardi 26 octobre, à l'Hôtel de Ville de Paris. Il est apparu, dès le début de ces soirées, que tel est aussi le sentiment de MM. Jacques Chirac et Gaston Defferre. Le maire de Paris et le maire de Marseille ont, en effet, échangé des propos dépourvus de toute agressivité. Enfin, presque... Seulement, chez le président du R.P.R., quelques allusions à la

« bataille » du statut de la capitale ou au fait que chez les socialistes « malheureusement, et trop souvent, les actes divergent des intentions ou les contredisent ». Et chez le ministre de l'Intérieur, quelques répliques teintées d'ironie. Tout le monde est d'accord pour estimer que l'essentiel, pour les pouvoirs publics autant que pour les élus locaux, est maintenant de mener à bien les réformes décentralisatrices, quelles que soient leurs insuffisances. Des réformes qui la-

quissent les maires dont la plupart sont, en vérité, peu préparés à assumer de nouvelles responsabilités importantes.

A la fin de cette première journée de travaux, le congrès a adopté la réforme des statuts de l'Association des maires proposée par ses représentants (le Monde du 27 octobre). Le renouvellement des instances dirigeantes de l'association n'aura donc lieu qu'après les élections municipales.

Dans son discours, M. Chirac a insisté sur les conséquences qu'aura pour les maires l'application de la loi de décentralisation du 2 mars 1982. Il a souligné, notamment, que les possibilités offertes aux élus d'intervenir dans le domaine économique, pour essayer d'aider les entreprises en difficulté, risquent de se traduire par une aggravation des problèmes locaux car les communes ne disposent pas toujours de moyens suffisants pour que leur action soit efficace. « Il y a là un transfert de responsabilité qui est sans rapport avec les possibilités offertes en contrepartie aux élus locaux pour conduire à bien une action dans ce domaine », a-t-il déclaré. La décentralisation n'a un sens que si elle aboutit à renforcer réellement les pouvoirs dévolus aux collectivités locales.

Or, ces pouvoirs n'existent pas. Ils ont été créés sans que les conditions soient réunies : un domaine de compétence clairement défini ; un statut garantissant aux élus de réelles possibilités d'actions ; un personnel communal adapté aux tâches à accomplir, enfin des moyens financiers correspondant aux responsabilités assumées.

Quatre conditions, qui, pour M. Chirac, sont loin d'être remplies, et d'autant moins que le nouveau projet de loi, relatif à la nouvelle répartition des compétences et ressources de l'Etat et des collectivités territoriales, ne lui paraît pas de nature à améliorer les choses. Le président du R.P.R. estime que ce texte « introduit des complications supplémentaires » et « favorise le développement des situations

conflictuelles ». M. Chirac regrette, au demeurant, que le gouvernement ait retiré de la discussion engagée au Sénat les dispositions concernant les transports, l'éducation, l'action sociale et la santé, l'environnement et l'action culturelle et les transferts de charges à l'Etat en matière de justice et de police. Il a ajouté que « dans le projet gouvernemental, la commune fait un peu figure de parent pauvre ».

Le maire de Paris a également critiqué le projet de budget pour 1983, relevant notamment que la dotation globale de fonctionnement (D.G.F.) « ne progressera que de 8,8 % ». « On assiste donc à une régression que je n'hésite pas à qualifier de dramatique, car la dotation globale de fonctionnement représente 30 % et plus de l'ensemble des recettes de nos communes », a-t-il noté.

Préoccupations

M. Poirer a lui aussi insisté sur les « préoccupations » des maires, surtout celles des élus des petites communes, au moment où entrent en vigueur les premières réformes gouvernementales : « Les maires sont décidés à exercer pleinement les droits et libertés que le Parlement leur a reconnus et dans tous les domaines de compétences qui leur seront attribués. Mais ils craignent d'être dorénavant trop systématiquement rendus responsables de tout ce qui peut arriver sur le plan communal, d'abord de la part de leurs administrés, chez lesquels un certain discours décentralisateur, prononcé d'ailleurs de bonne

foi, a laissé accréditer l'idée que les élus auront désormais tous les pouvoirs ou presque. Qui d'entre vous n'a pas eu droit à cette interpellation : « Alors, monsieur le maire, vous allez pouvoir tout faire maintenant ! »

Le président du Sénat a aussi attiré l'attention du ministre de l'Intérieur et de la décentralisation « sur les effets pervers de l'extension de nos pouvoirs qui risque de dissuader bien des bonnes volontés à la veille des élections municipales. Si l'on y prenait pas garde, un certain nombre de nos concitoyens notamment dans les communes rurales, pourraient hésiter à présenter leur candidature, a-t-il indiqué. Il est urgent de réfléchir sur les moyens de contenir la responsabilité des élus et des communes dans des limites raisonnables, c'est-à-dire compatibles avec les moyens réels dont ils disposent ou disposeront ».

M. Poirer estime, toutefois, que le gouvernement a raison de « procéder progressivement, par étapes (...) afin d'éviter que la machine de la décentralisation ne devienne finalement incontrôlable ». Il propose, pour assurer que les transferts de compétences et de ressources ne suscitent pas trop de problèmes, la mise en place « de mécanismes propres à mesurer et à compenser, d'une manière régulière, les conséquences financières des décisions prises par l'Etat dans des domaines relevant désormais des compétences des collectivités locales et, tout spécialement, dans le secteur de l'aide sociale et de la santé ».

M. Defferre a répondu aux préoccupations du président de l'Association des maires de France en indiquant que le gouvernement procèdera à des « simulations sur le terrain » avant une totale application de la nouvelle réforme. Il a précisé que le projet de loi visant à améliorer le statut des élus locaux sera déposé au Parlement « avant les élections municipales » afin que chacun sache à quoi s'en tenir sur les intentions du pouvoir exécutif.

« Félicitez-nous ! »

A. M. Chirac, le ministre de l'Intérieur a répliqué que « la commune n'est en aucune façon », dans les projets gouvernementaux, « sacrifiée au département ou à la région ». Il a estimé que la protestation du maire de Paris sur le montant de la D.G.F. est injustifiée : « Vous savez parfaitement qu'elle dépend de l'évolution de la T.V.A. Autrefois, elle était basée sur la taxe sur les salaires. Vous avez changé ce système. L'inflation diminue. Félicitez-nous ! »

Il a été très applaudi quand il a réaffirmé la volonté du gouvernement de recuser formellement « toutes les solutions imposées en matière de coopération intercommunale » et annoncé la prochaine abrogation du plan de fusion de communes de 1971. « Le gouvernement préfère favoriser un apprentissage progressif, pragmatique et librement décidé de l'action en commun », a dit M. Defferre.

En conclusion, le maire de Marseille a assuré que le gouvernement veut poursuivre son travail décentralisateur « sans sectarisme », dans un esprit « ouvert à la discussion ».

Le Sénat refuse la décentralisation pour les départements d'outre-mer

Le Sénat a adopté, mercredi 27 octobre à 1 h 15 du matin, au terme d'un débat commencé dans la matinée de mardi, l'ensemble du projet visant à adapter aux départements d'outre-mer la loi de décentralisation applicable en métropole. Le texte, voté par 193 voix contre 107 (P.C., P.S., M.R.G.), est si différent de celui proposé par le gouvernement qu'il a été repoussé par la gauche en des termes très vifs. « Craignez la fureur des jeunes Antillais et Réunionnais, ne créez pas des situations à l'algérienne, à l'indochinoise », s'est écrié M. Gargier (app. P.C., Guadeloupe), tandis que M. Dagoria (P.S., Guadeloupe) répliquait à un interrupteur R.P.R. qui jouait le texte « amélioré » : « Amélioré ? Quand on en sera à la parole aux fusils, vous penserez à Dagoria. »

1946 et repris dans la Constitution de 1958. »

Le rapporteur de la commission des lois dénonce des aspects, selon lui, « bien étranges » du projet : deux collectivités territoriales, distinctes, le département et la région, seraient gérées par une assemblée unique élue pour dix ans à la proportionnelle, dont le président constituerait à la fois l'exécutif départemental et régional. M. Virapoulle juge avec encore plus de sévérité les conditions de dissolution des assemblées départementales en place ; conditions qui méconnaissent, estime-t-il, les dispositions constitutionnelles.

« Votre projet, affirme M. Virapoulle, a pour seul but de satisfaire quelques groupuscules. (...) Nos populations se méfient de vous ; elles savent ce que sont les visées communistes sur nos DOM. »

Dans la discussion générale, M. René Monory (Un. centr., Vienne) condamne l'élection à la proportionnelle. « La meilleure façon de représenter les populations, c'est le scrutin », déclare l'ancien ministre. Un scrutin régional à la proportionnelle laisserait des zones entières du département sans représentation. « Parmi les nombreux orateurs qui se succèdent à la tribune, M. Riquet est l'un des plus combattifs : « Le projet socialiste n'écarter pas l'hypothèse de l'indépendance (...). Qu'est-ce que la perspective d'un avenir librement débattu ? (...) Votre politique est rejetée à la Réunion. L'imposer, est-ce la démocratie socialiste ? »

Les amendements adoptés maintiennent dans les départements d'outre-mer l'institution départementale dans sa forme actuelle. Ils prévoient que le droit commun s'appliquera aux conseils régionaux des DOM, et refusent la disposition qui attribuerait le mandat des conseillers généraux élus les 14 et 21 mars dernier.

Prendant la parole avant le scrutin final, M. Jozeau-Marigné (R.I., Manche), président de la commission des lois, se déclare « peiné » par le climat du débat. « Dans cette affaire, souligne-t-il, il y a visiblement un mur. » Etant aussi président de l'Assemblée des présidents de conseils généraux, il se déclare néanmoins « satisfait » de constater que pour le Sénat « il n'y a en France que des départements à part entière ». — A. G.

Sortie d'usine!



Linköping, Suède, le 27 octobre 1982: Un avion de conception nouvelle pour le transport de passagers sort d'usine.

Ce sont la firme suédoise Saab-Scania et la firme américaine Fairchild Industries, qui l'ont conçu et construit.

Le Saab-Fairchild 340 a une capacité de 34 sièges. Il a été créé par une co-entreprise unique en son genre qui couvre à la fois le développement, la production et la commercialisation de cet appareil. C'est le premier projet de cette envergure réalisé en coopération par des constructeurs aéronautiques européens et américains.

Spécialement conçu pour les courtes distances, le Saab-Fairchild 340 est un avion qui réunit bien des qualités : confort, silence et sobriété.

Les principes d'avant-garde qui caractérisent la Saab Turbo et les poids lourds Scania se retrouvent dans le Saab-Fairchild 340. Saab-Scania se spécialise dans les produits nés d'une technologie de pointe.

Ses produits sont concentrés dans les secteurs qui connaissent la plus forte expansion : avions pour service régional, voitures particulières à hautes performances et poids lourds gros tonnage.

Avant même que le Saab-Fairchild 340 ne soit sorti de l'usine, plus de cent commandes ont été enregistrées. Ainsi un projet parfaitement conçu est devenu une réalité qui est un véritable « décollage » dans le monde de l'aviation.

SAAB-SCANIA
Leaders dans la technologie des transports spécialisés.

SAAB-FAIRCHILD HB	SAAB-FAIRCHILD SNC
S-581 88 Linköping	17, Avenue Mahignon
SUEDE	F-75 008 Paris FRANCE
Tel. 013-18 00 00	Tel. 01-29 61 632
Telex 50153 sfbhq S	Telex 643137 saafap F

هكذا من الاجل

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MAISON

Au Salon du bricolage

Du 20 octobre au 12 novembre, le Salon du bricolage aura lieu, comme chaque année à pareille époque, au palais du C.N.I.T. à La Défense.

Cette manifestation attire de nombreux visiteurs (ils ont été trois cent dix-sept mille l'an dernier), tous à la recherche de matériel ou de produits destinés à des travaux en cours ou en projet. Pour répondre également à leurs besoins de conseils pratiques et d'apprentissage de tour de main, des animations sont organisées autour de thèmes.

Le bois sera, cette année encore, la vedette du Salon. Dans l'« atelier dans la forêt » seront réunis les moyens de travailler le bois (outillage à main et électrique, combinés et machines à bois) et le savoir-faire. En corollaire, le « bois dans la maison » démontrera — par des travaux exécutés sur des maquettes grandeur nature — les multiples utilisations de ce matériau : charpente, planchers, cloisons, aménagement des combles, revêtements des sols et des murs. Autre secteur démonstratif, « le travail des métaux » où seront donnés des conseils pour tourner, souder, braser et fraiser.

Au fil des années, le bricolage s'est étendu de l'aménagement de la maison à celui du jardin (terrasse, barbecue), puis du garage et des véhicules. Les différentes sections du Salon reflètent cette évolution des activités manuelles. Ainsi le « centre auto » occupe désormais une place importante avec des accessoires et des outillages pour entretenir et réparer soi-même sa voiture ou sa moto.

Extension, cette année, vers le tourisme avec la présentation de camping-cars à aménager avec des kits « prêts à installer » (rehausse de toit, pose de baies, isolation) et d'un bateau-maison, sorti bric de chantier et à agencer avec des matériaux de bricolage.

Une enquête menée auprès des visiteurs du Salon, l'an dernier, a permis de constater la progression d'un bricolage dit « lourd ». Pour ses pratiquants, une partie

du niveau 1 du C.N.I.T. sera transformée en véritable chantier sur lequel douze types de travaux seront effectués, de la toiture à l'installation d'une salle d'eau ou d'un chauffage. Autre nouveau point d'animation, au niveau 2, avec l'« électricité dans la maison », où seront donnés des conseils d'installation, de régulation et de montage de systèmes d'alarme.

Pour bricoler sans danger, dans n'importe quelle discipline, il faut connaître les normes à respecter. L'Afnor (Association française de normalisation) sera présente pour la première fois au Salon. Sur son stand, des conseillers et des brochures gratuites aideront à choisir et à utiliser l'outillage électrique, les colles et autres produits soumis aux normes. Le nouveau guide Afnor « Maison-Bricolage » (sorti en kiosque le 20 octobre, au prix de 30 F) sera également diffusé sur ce stand.

Plusieurs nouveautés sont annoncées par les exposants. Pour poser des matériaux isolants, des lambris ou de la tenture murale, un marteau électrique permet de clouer et d'agrafer à des cadences ultra-rapides (« Martelle » Wagner, sur le stand du B.H.V.). Pour réaliser une isolation par l'extérieur, un système de bardage, vendu en kit, comprend des plaques de P.V.C. crépies à chaud en usine, à clouer sur un réseau de tasseaux recouvrant des plaques de polystyrène (Synthesia).

Un nouveau panneau de particules, de moyenne densité, se travaille comme du bois massif (moulure, sculpture) pour faire des étagères ou des meubles (« Isorel médium » Isorel). Un papier peint inédit est imprimé, sur ses deux faces, de dessins différents dans des coloris coordonnés (« Two-Side » Borgas).

JANY AUJAME.

● Du 30 octobre au 12 novembre, au C.N.I.T. à La Défense. Tous les jours de 10 h à 19 h; les 5 et 9 novembre jusqu'à 22 h. Entrée, 16 F.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 27 octobre :

DES DÉCRETS

● Portant publication de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'île Maurice tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune signée à Port-Louis le 11 décembre 1980.

● Modifiant les limites de compétences pour les demandes ressortissant à la juridiction gracieuse en matière fiscale.

DES ARRÊTÉS

● Fixant les programmes des épreuves des concours d'entrée à l'École nationale d'administration.

● Relatif aux conditions générales de vente régissant les rapports entre les agences de voyages et leur clientèle.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beauve-Méry (1944-1959)

Jacques Faivre (1959-1982)

Imprimerie du Monde, 5, rue de Valenciennes, PARIS-IX

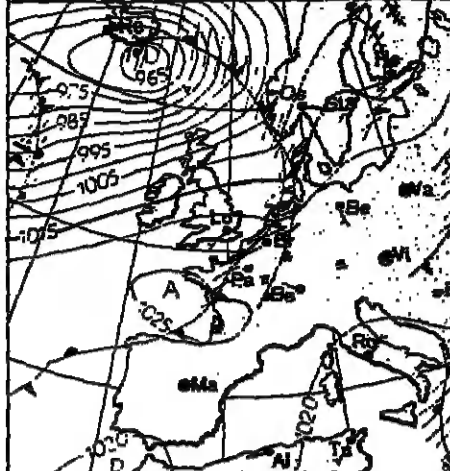
Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 27.10.82 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 27 octobre à 0 heure et le jeudi 28 octobre à minuit :

Le champ de pression se renforce sur la France, et la partie active d'une perturbation circulant sur l'Atlantique, sera dirigée vers les îles Britanniques. De l'air stable, et humide dans les basses couches, stagnera sur le pays.

Jed, si l'on excepte les régions proches de la Méditerranée et l'extrême Sud-Ouest, brumes et brouillards prédomineront le matin sur toutes les régions. Au cours de la journée, la dissipation des brumes et nuages bas sera lente, et ils pourront même persister du Massif Central à la Bourgogne et au Nord-Est. Ailleurs, des éclaircies, parfois belles, apparaîtront et favoriseront la hausse diurne des températures qui avoisineront 15 à 18°C du Nord-Ouest au Sud-Est ; ces températures resteront inférieures à 12°C à l'ouest des brouillards persistants. Les vents seront généralement faibles et souffleront modérément de sud près de l'Atlantique.

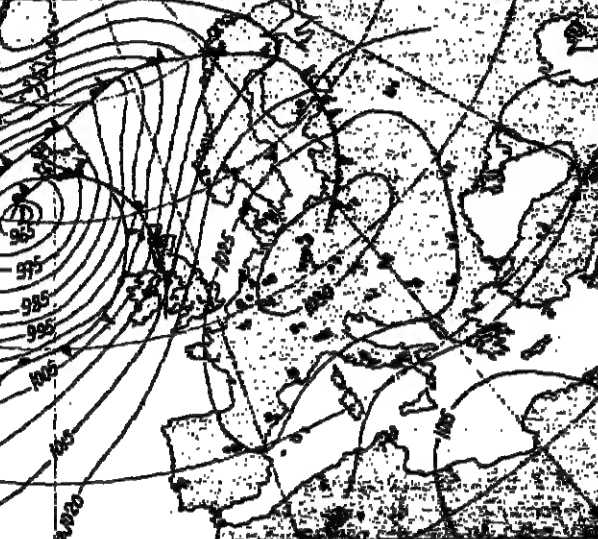
La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 27 octobre, à 7 heures, de 1 026,2 millibars, soit 769,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 27 octobre ; le second le minimum de la nuit du 26 au 27 octobre) : Ajaccio, 19 et 8 degrés ; Biarritz, 20 et 13 ; Bordeaux, 18 et 10 ; Bourges, 17 et 12 ; Brest, 15 et 5 ; Caen, 18 et 9 ; Cherbourg, 16 et 5 ; Clermont-Ferrand, 17 et 7 ; Dijon, 14 et 11 ; Grenoble, 16 et 3 ; Lille, 15 et 10 ; Lyon, 17 et 10 ;

PRÉVISIONS POUR LE 28.10 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 28 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



Marseille-Marinum, 19 et 8 ; Nancy, 13 et 10 ; Nantes, 17 et 9 ; Nice-Côte d'Azur, 19 et 12 ; Paris-Le Bourget, 17 et 12 ; Pau, 22 et 11 ; Perpignan, 22 et 17 ; Rennes, 18 et 8 ; Strasbourg, 14 et 9 ; Tours, 15 et 11 ; Toulouse, 19 et 14 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 25.

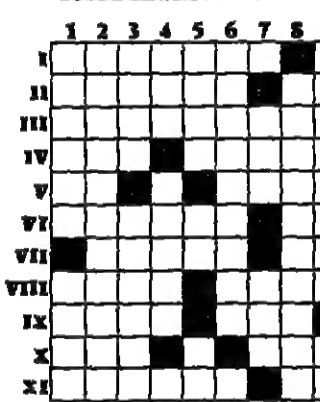
Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 11 degrés ; Amsterdam, 14 et 10 ; Athènes, 23 et 17 ; Berlin, 13 et 5 ; Bonn, 14 et 9 ; Bruxelles, 15 et 12 ;

Le Caire, 29 et 17 ; Les Canaries, 23 et 19 ; Coppenhague, 12 et 10 ; Dakar, 28 et 24 ; Djibouti, 21 et 19 ; Genève, 12 et 4 ; Jérusalem, 21 et 14 ; Lisbonne, 21 et 10 ; Londres, 16 et 8 ; Luxembourg, 10 et 9 ; Madrid, 20 et 8 ; Moscou, 10 et 2 ; Nîmes, 26 et 18 ; Palma-de-Majorque, 22 et 12 ; Rome, 20 et 14 ; Stockholm, 9 et 1 ; Téhéran, 25 et 17 ; Ténis, 25 et 12.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3307



HORIZONTALEMENT

I. Genre souvent décrié par l'homme, mais dont il ne peut se passer. — II. Accélérateur à la pression duquel les chevaux répondent immédiatement. Titre abrégé pour un homme de sciences ou de la Faculté. — III. Ce qu'on entend faire le préchiche. — IV. Une poule y prend du poids ou y perd ses plumes. Petit noyau générateur de gros pépins. — V. Indique une expédition limitée dans l'espace. Élément de type microscopique. — VI. Ce que fera le chef d'une manière rationnelle et abusivement l'antéropiste. Processus en robe à queue. — VII. Ploie pourvu

de raquettes. Argument familier du raisonneur. — VIII. Agent conservateur. L'Œuvre des Bohémiens. — IX. Exploit de Paris à Sparte. D'intérêt double pour un bobereau méditerranéen. — X. Forme de rive ou terme de plaisanterie. Arrivé, dans les deux sens du terme. — XI. Dans sa sphère, on peut se payer un voyage en ballon. Copulative.

VERTICALEMENT

I. Ainsi que les hommes, certaines peuvent rester ou tondre. Vague ou divagua. — 2. Arme de dissuasion contre certaines attaques africaines. — 3. La belle n'est pas forcément jolie. Grossiers ou instruments grossissants. — 4. Voyager. Fait triste mine. — 5. Marcelus y brilla et Auguste s'y éteignit. Son ardeur émuait celle du fella. Ainsi s'est affirmé Montaigne. — 6. Capitales des U.S.A. — 7. Auteur des nourrices horribles. Chef des temples dans le littérarisme juive. — 8. Dame faisant la chaussée ou fille faisant le trottoir. — 9. Agent bien placé pour faire respecter le stop. Note.

Solution du problème n° 3306

Horizontalement

I. Cassation. — II. Amour. Spa. — III. Soirée. IP. — IV. Sue. Sténo. — V. Erre. Orat. — VI. Pé. Trise. — VII. Amrole. — VIII. Tse-tse. On. — IX. Te. Al. Or. — X. Es. Genes. — XI. Cerises.

Verticalement

1. Casse-pattes. — 2. Amourenses. — 3. Soies. Ré. — 4. Sir (sur). Ertage. — 5. Arde. Rosier. — 6. Etiole. NL. — 7. Is. Erre. Or. — 8. Opinas. Orée. — 9. Napoléon. SS.

GUY BROUTY.

Le Monde

DIMANCHE

Dans son numéro du 31 octobre

Les scribes du pouvoir

Pour les vedettes de la politique, ils sont des compagnons, des conseillers, autant que des auteurs de discours.

Enquête de Liliane Delwasse.

HARMONISEZ VOTRE CHAUFFAGE AVEC LA METEO-CHAUFFAGE

Pour maîtriser les consommations d'énergie des maisons, des immeubles, des bureaux, des magasins, suivez chaque jour les conseils de la météo-chauffage qui vous indiquent région par région quand et comment il convient de chauffer en fonction des prévisions météorologiques.

AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE

FRANCE ENTIÈRE (1) 566.07.66 ILE-DE-FRANCE (1) 566.05.45

Sté Paris Rénov

FABRICANT - INSTALLATEUR

PRIX DIRECT D'USINE

Contre le froid et le bruit

changez vos vieilles fenêtres (bâti compris)

MENUISERIE EN P.V.C. (polichlorure de vinyle)

- Les fenêtres Rénov S 1 se posent en une journée
- Sont faites sur mesures
- S'adaptent à tous les styles
- Sont déductibles des impôts.

10 ANS DE GARANTIE

Offre exceptionnelle (limitée jusqu'au 1/11/82)

Ex. de prix : Pour changer une fenêtre de 1 m 85 de haut x 1 m de large équipée en double vitrage BIVER ST-GOBAIN 4/6/4 ou en glace de 8 mm, comptez 2.950 F T.T.C. posée

DEVIS GRATUIT - POSE PARIS GRANDE BANLIEUE

Sté PARIS-RÉNOV - 22, RUE FONTAINE 75009 PARIS - Tél. : 526.60.00

CRÉDIT GRATUIT 3 MOIS

BREF

FORMATION PERMANENTE

CENTRES DE VACANCES FAMILIAUX.

— La Fédération des centres de vacances familiaux organise les stages suivants au centre La Camusière, en Eure-et-Loir : — Perfectionnement pour animateurs, spécialisation initiation artistique, du 8 au 13 novembre ; formation animateurs, du 15 au 23 novembre ; spécialisation animateurs audiovisuel, du 15 au 20 novembre ; perfectionnement animateurs, en trois week-ends, les 27-28 novembre, les 4-5 décembre et les 11-12 décembre ; spécialisation animateurs découverte de l'environnement naturel et humain, du 22 au 27 novembre ; formation directeurs du 2 au 12 décembre ; perfectionnement directeurs, du 13 au 18 décembre.

* F.C.V.F., 3, rue des Deux-Boules, 75001 Paris, 168 pièces : 233-05-17.

LA GESTION EN VIDÉO. — La Société Vidéo Gestion propose une série de douze vidéocassettes consacrées à l'enseignement de la gestion. Programme sur deux ans. Prix unitaire : 690 F ; prix pour douze cassettes : 7 520 F.

* 36, rue Notre-Dame-des-Vierge, 75002 Paris. Tél. : 260-08-52 et 260-98-53.

JEUNESSE

LE 35^e SALON DE L'ENFANCE, DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DES LOISIRS.

— Le Palais du C.N.T. de Paris-La Défense ouvrira ses portes au Salon de l'enfance, de la jeunesse, des sports et des loisirs du mercredi 27 octobre au jeudi 11 novembre inclus. A l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la signature du traité de Rome, ce Salon est placé sous le signe de l'Europe. Chaque pays de la Communauté européenne présente des réalisations. D'autre part, à l'occasion du Salon de l'enfance et de la jeunesse, « un concours L'épine des jeunes » sera organisé. Ce concours est ouvert aux filles et garçons de huit à dix-huit ans. Il a pour but d'encourager les facultés imaginatives et créatrices des jeunes.

— LE 35^e Salon de l'enfance, de la jeunesse, des sports et des loisirs sera ouvert chaque jour sans interruption, de 9 h 30 à 18 h 30. Le prix d'entrée est de 15 F pour les adultes et de 5 F pour les familles nombreuses. L'entrée est gratuite pour les enfants de moins de six ans et les adultes possédant la carte Vertail. Des prix spéciaux sont accordés pour les groupes.

PARIS EN VISITES - VENDREDI 29 OCTOBRE

— Exposition Oudry, 12 h 30, Grand Palais, Mlle Garnier-Aulberg. — L'Opéra présenté aux jeunes, 13 h 15, vestibule, Mlle Hulet. — La Camusière, 14 h 30, 1, quai de l'Horloge, Mme Bouquet des Chaux. — Forum des Halles, 15 heures, métro Louvre, Mlle Oswald. — Cimetière de Passy, 15 h, cortège, avenue Paul-Doumer, Mme Penne. — La Renaissance, 15 heures, musée de Louvre, porte Daumesnil, Mme Saint-Girons (Cinéma national des monuments historiques). — Peintres témoins de leur temps, 15 heures, 19, rue de Valenciennes (Approche de l'art). — Palais de justice, 15 heures, métro Cité (M. Charoy). — La Franco-congrégation, 15 heures, 16, rue Cadet (P.-Y. Jassot). — Le Pont-Neuf, 14 h 30, angle place Saint-Michel, quai des Grands-Augustins (Paris autrichien). — Quartier Saint-André-des-Arts, 14 h 30, face Fontaine Saint-Michel (Paris pittoresque et insolite). — Quand Paris s'apaisait, Lucien, 15 heures, place Paul-Painlevé (Paris et son histoire). — Le Marais, 14 h 30, métro Saint-Paul (Régénération du passé). — Crypte de Notre-Dame, 15 heures, parvis (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES

— 18 heures : 12, rue Vivienne, M. M. Lecoq : « Les grandes catastrophes biologiques » (Ergon). — 20 h 15 : 11 bis, rue Kappler : « Que se passe-t-il au moment de la mort ? » (Nouvelle Acropole). — 20 h 30 : 19, rue Frédéric-Lemaître, M. A. Gauthier-Walter : « La grande mutation de notre fin de siècle » (Centre G.R.A.C.E.).

50.000 LOCATIONS

le catalogue

ALLO VACANCES ENAİM

avec des photos et des prix.

Le n° 4, 18 francs

Brochure, marchandise de journaux Remboursable à votre 1^{re} location

central de renseignements à votre service au

16/1/225.75.75

61 rue La Boétie, 75008 Paris

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

LA TUNISIE AU PETIT PALAIS

La muse céleste de l'Afrique

LORSQU'ON vient pour la première fois à Tunis, la médina parcourue, la promenade paraît un peu brève si, à quelques minutes du centre, le musée du Bardo n'offrait un incomparable ensemble de mosaïques romaines de l'époque impériale et, après l'antiquité vertueuse et redondante des versions latines, d'est toute une antiquité familière, gourmande et fleurie, qui est un véritable enchantement poétique.

Quelques-unes de ces mosaïques parmi les plus belles, sont présentées à l'exposition « De Carthage à Kairouan » qui vient d'être inaugurée au Petit Palais. Mais le propos n'est pas de tout l'héritage de la Tunisie, et le parcours nous conduit de ses lointaines origines (certains objets remontent au VIII^e siècle) à l'Afrique chrétienne de Saint Augustin et aux chefs-d'œuvre de la conquête arabe.

Donc, au point de départ, il y eut Carthage, fondée en 814, par une

princesse phénicienne de légende, Elissa (la Didon de Virgile), et détruite en 146 sur l'ordre du Sénat par Scipion Emilien, qui pleura, dit Polybe, en voyant disparaître tant de trésors. L'archéologie punique est, par la même, un problème si complexe qu'on ne peut l'aborder ici. D'autant que Carthage, plaque tournante du commerce méditerranéen, accueillit toutes les influences artistiques et, pas plus que Rome, ne recouvrit jamais entièrement le vieux fonds barbare.

Dès les premières salles, on sent l'apport de l'Égypte (ainsi dans le sarcophage dit « de la Prêtresse »), de Syracuse, de la Grèce classique ou du monde hellénique. La fameuse *Hercule de Massicault*, malgré toutes ses références égyptiennes, plonge la romanité tardive dans une sorte d'exotisme fondier, et si la dédicace d'un très beau bas-relief du III^e siècle après J.-C. est rédigée en latin, elle s'adresse de toute évidence à d'immémoriales divinités indigènes.

Rome tout entière

Dès l'antiquité, Carthage avait absorbé l'Afrique. Bas-Hammam deviendra Settimus, le grand dieu africain à l'époque romaine, et la terrifiante statue à tête de lion du Génie terre-africain renvoie à tant d'influences qu'on peut y voir l'expression de ce syncrétisme qui a marqué toute la production artistique du territoire de l'actuelle Tunisie depuis l'arrivée des Phéniciens jusqu'à celle des Arabes.

La singularité poétique, on la trouve surtout dans certains bijoux, certains masques, certaines têtes de déesse-mère, dans la céramique d'usage courant (la céramique de base étant importée de Grèce et d'Étrurie) ou dans une étonnante série d'amulettes en pâte de verre figurant des visages masculins crispés de boucles et aux yeux dilatés. Ou encore dans les stèles du tophet de Carthage, les tophets étant ces lieux où l'on sacrifiait des humains que Flaubert s'est délecté à évoquer dans le chapitre XIII (« Mochlos ») de *Salammbo*. Sur l'une de ces stèles, un prêtre marche en tenant dans ses bras l'enfant, le temple-boy, qu'il va immoler.

Si l'œil se rassure à contempler la proue du navire de l'au-delà, un palmier entouré d'un joli rinceau de frise de ces époques, aujourd'hui encore, sont à la décoration et mouvant du lac de Tunisie », comme il est dit dans l'excellent catalogue.

Les échassiers demeurent, les méchants prêtres disparaissent. Voici Rome et un ensemble particulièrement riche de statues et de stèles. Le caractère un peu provincial de la sculpture de l'Afrique romaine est compensé par sa remarquable expressivité, ainsi dans la stèle au cavalier du musée de Chemtou. Et cette expressivité se retrouve

aussi bien dans les productions postérieures d'époque tardive, dans les archaïsmes, la persistance de la tradition punico-numide, que dans les plus récentes (la stèle « Boglio »), où l'artiste a su parfaitement distribuer un programme complexe en l'illustrant de détails minutieusement de la plus convaincante façon.

La même dualité culturelle est manifeste dans le rapprochement, que nous suggère l'exposition, entre deux Hermès à tête de nègre de l'époque impériale et des sculptures du néo-attique le plus raffiné qui datent à peu près de la même période. Mais c'est Rome tout entière qui apparaît dans les petites bronzes du musée du Bardo (sont-ils de fabrication locale ?), dans la statuaire romaine et dans les deux figures féminines en stuc qui entourent la mosaïque où l'on voit Virgile entouré de Melpomène et du Cas et l'Énéide sur ses genoux.

Si la plus séduisante, la plus foisonnante des mosaïques tunisiennes, la mosaïque du seigneur Julius, n'a pu être transportée en raison de sa taille, on peut gager que le public ne boudera pas son plaisir à contempler les mosaïques de l'exposition. On y voit d'abord une série de natures mortes de la fin du I^{er} siècle, où l'âge d'or de la mosaïque tunisienne, et représentant une bouteille dans sa housse de paille tressée, un chapelet de grives, d'où s'échappent en geyser superbement composé tous les poissons du golfe, des crevettes, des anguilles, une triomphale lan-

terne la conquête arabe, commence une tout autre histoire, où rien ne subsistait de Didon, de Carthage, du seigneur Julius, de Carthage, de l'école vénétrable de notre province, la muse céleste de l'Afrique. Occupée par les Vandales, reprise par les troupes de Bélisaire, l'Afrique s'ouvre, à la fin du VI^e siècle, au musulman qui laissera dans la grande mosquée de Kairouan un témoignage majeur de son génie architectural.

La mosquée de Kairouan est évoquée par une maquette très soignée qu'entourent des bois sculptés, des plats de céramique, des stèles funéraires où court le coufique avec la langue arabe aux VIII^e et IX^e siècles. Dès le IX^e siècle, Kairouan est le centre d'une intense activité religieuse et artistique. En témoignent les admirables mosaïques coraniques réunies dans la dernière salle de l'exposition. On avait déjà vu certaines d'entre elles en 1974 au British Museum, lors du Festival de l'Islam. On les revêt avec le même émerveillement : celui qui naît de l'écriture lorsque la splendeur architecturale joint les délices de la décoration. Ainsi naît, par un indépendamment du texte, le sentiment du sacré.

ANDRÉ FERRIER.

De Carthage à Kairouan. Musée d'Art et d'Histoire de Tunisie. Petit Palais, jusqu'au 27 février 1983.



Poissons s'échappant d'un coiffeur, fin du I^{er} siècle, début du II^e siècle.

MUSÉES, EXPOSITIONS, CONCOURS...

Paris, Babel architecturale

PARIS, Babel de l'architecture, s'ouvre. L'année des grands chantiers (le parc de La Villette, le Centre Georges Pompidou, la Bastille, la Cité de la Musique, l'Exposition universelle), l'organisation de concours internationaux où certains étrangers sont invités à juger les autres à l'œuvre, vient d'ajouter un intérêt pour la France, terre d'aventure, qui avait commencé de se manifester, après un long silence, depuis quelques années.

Piquées de curiosité par quelques réalisations récentes (en tête, les audaces de l'Étranger, lui aussi, avaient résonné hors les frontières), rendues plus disponibles par la crise qui sévit partout, les horribles signatures italiennes, américaines, japonaises, anglaises, jettent un regard vers Paris.

Le mouvement du design architectural, jusqu'à l'extrême, s'est installé sur les rives de la Chantilly post-moderniste, la recherche de l'édifice (dans un abandon désordonné) et des expositions (encore récentes, les « pop-laires », etc.), tout grâce à une série de négociations d'initiative publique (avant et après le 10 mai), qui ont fait de l'architecture un monde entier.

Les esprits chagrins remarqueront que cette réévaluation n'est que temporaire, que la loi de la construction, c'est vrai, mais, on construit moins

dans les années folles, c'est encore beaucoup trop souvent la médiocrité.

Malgré des passerelles fragiles jetées depuis quinze ans entre la recherche de qualité et le venant, ces actions restent marginales (même au sein du plan-construction essentiellement consacré à l'industrialisation). Il reste à établir le dialogue entre la production et les pilotes, entre l'institut français d'architecture et le Salon de l'architecture individuelle, par exemple. Mais ce dialogue, par le biais de la presse, les médias s'ouvrent, le public haut et sec demande s'il se doit pas s'intéresser à l'architecture.

Les nationaux mégalomanes

Les étrangers sont présents aussi qu'à Malakoff, où Chemtsov a rassemblé ceux qui lui semblaient dignes d'achever le monument moderne. On poursuit une quête impossible vers la parité, ou on s'élève sur des chevaux, ou on se jette dans l'architecture, on redonne un art, pour le meilleur et pour le pire. Revendiquant le statut d'artiste, les architectes se vendent très bien à New-York ou ailleurs. Les écoles se font et se défont, se croisent ou s'opposent. Le choix est enfin plus large, et si on laisse construire les mégalomanes (ces Italiens qui jettent des murailles

de Chine et les étrangers ne nous méprisent plus.

Ouvertes sur l'extérieur, les expositions présentées par les étrangers plus d'étrangers que de Français : les blagues américaines (maisons « école », luxe « Arizona, gratte-ciel unijambistes en Floride »), exercices de style morbide « Italiens, les audaces intraduisibles », certains Japonais, l'insolence de quelques Australiens, montrées, en grand et en couleur, à la Biennale. La présentation de l'exposition illustre implicitement le travail architectural par la transformation très étonnante du « palais des études » intenable, le froid sous un verrière habituelle, en verne de Disneyworld.

M. Belmont va prêcher ces jours-ci à New-York et à Tokyo le message d'Orsay, Vittorio Gregotti conseille à l'Unesco pour l'Exposition universelle (le 3-4 octobre), mille tous deux, les entrepreneurs. Ranzo Piano (pour l'Expo) et Richard Rogers (au jury de la Défense) reçoivent le succès à Beaubourg.

Des Italiens sont déjà à la place : l'Autel, la loi au conseil d'Orsay, Vittorio Gregotti conseille à l'Unesco pour l'Exposition universelle (le 3-4 octobre), mille tous deux, les entrepreneurs. Ranzo Piano (pour l'Expo) et Richard Rogers (au jury de la Défense) reçoivent le succès à Beaubourg. Stirling (aux finances), Arata Isozaki (La Villette), Kisho Kurokawa, Richard Meier ou Oriol Bohigas (la Défense) devront batailler pour la dignité des concours. Un seul jury sera souverain : celui de La Villette, qui est le maître d'œuvre du parc. Pour le ministère des finances et la défense, le chef d'Etat, quelles que soient les précautions, le langage de forme, le dernier mot, parmi une sélection restreinte.

Il n'en reste que les grands rêves (les architectes habitués à l'histoire de leur art, à nourrir volontiers de belles utopies que n'entache la sordide réalité), l'effervescence créative, le début des années 80 n'aura oublié Paris.

MICHÈLE CHAMPENOIS.

A la mosquée de Kairouan

Après la vie silencieuse, la vie animale, le Tigre attaquant deux onagres et les Lions dévorant un sanglier du musée d'El-Djem, frénétiques au point de paraître suspendus dans les airs. Une scène de chasse encore, avec des léopards aussi élégants que ceux d'Oudry, et voici les dieux, le beau Neptune atlantique du musée de Scuse, une procession dionysiaque délicieuse de rythme et de décoration.

quittent sans regarder les terres cuites rouges, si délicates de matière et de décor, qui furent exportées dans tout l'Empire au III^e siècle. Et dans les mosaïques chrétiennes où nous attendent des bas-reliefs de Bon Pasteur, des bijoux, une série de ces carreaux curieusement primitifs dont étaient décorées les églises du VI^e siècle. La mosaïque continue et, si le dessin est moins sûr, l'impression d'oppression, la vitalité décorative est forte, le vitrail décoloré ne faiblit pas sur la superbe mosaïque de Carthage sur laquelle s'achève le parcours digne des grands moments de l'art byzantin.

502 من الامم

L'ATELIER RÉGIONAL DE BRETAGNE

Le talent obstiné

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

FESTIVAL DES FILMS SUR L'ART

Invitation au voyage

En compléation, le France était représentée par un *Balthus* discutable mais intéressant, de Pierre Zuccato, et un *Pierre Soulages* minuscule, de 1972, qui n'est pas un *Portrait* mais un *TF* et qui figure au premier des catégories des films de télévision. Un *Portrait* parallèle, un *Portrait* est né, à Frédéric Rosset, en sa présence, avec son *Roi en Serre* (1981), et un *Portrait* connu avant de tourner *Lucy* en 1972, *Pablo Picasso*, peintre (1981), inédit. Ont été également présentés les *Charmes de l'existence* (1980), de Grémillon, classique de l'humour, né de l'humour, *Hans Haring* (1981), de Alain Renaud, débutant, *Hans Balthus*, de Catherine Bini, un film qui dépasse sa vocation pédagogique pour rencontrer les fantaisies de la classe face à l'œuvre de l'artiste élu.

LOUIS MARCOCELLI.

**UNE VRAIE LIBRAIRIE
D'ART CONTEMPORAIN**
7000 titres français et
étrangers disponibles.
Catalogues sur demande

au L de 10 h 30 à 19 h 30

La mort

un film zoulou. Les films espagnols
le film allemand. Les films ne le
toute, comme dans un roman, une
erreur judiciaire pimentée de tor-
ture, qui se répétait, à l'enve-
nir du gosier d'un criant de foire, un
drame rustique qui dévalait les
pentes de la révolte féminine.

Les films tunisiens, marocains
égyptiens ou plus beaux, ceux qui
se sont succédés sans axes codes
occidentaux, ceux qui ne louchaient
pas maladroitement sur Paris ou
New-York, ceux qui voguaient li-
brement, ne racontaient pas d'his-
toire, ou racontaient peu. Leur his-
toire décollait d'un geste, des
gestes du travail et des fêtes, des
gestes d'une autre façon de res-
sembler, d'une autre façon d'être
d'une histoire à découvrir la durée
d'une histoire. Ils étaient les he-
ros, les splendeurs, leurs secrets.
Ils étaient au lieu de raconter.
On a vu une vache voler, de la pâte
à pain malaxée, se fait tirer du pis
à la chèvre, la dramma d'un
enfant, des mains de femmes déma-

du cactus

HERVÉ GUIBERT.

L'ennemi intérieur

Savin-Maryla Krasnic
Du 29 [REDACTED]
au 14 novembre 1982
à la mairie annexe
du IV^e arrondissement
2, place Baudoyer-Paris.

هكذا من الامم

Mardi 2 novembre

Deux films

LE SUCRE

Film français de Jacques Rouffio (1978), avec G. Depardieu, J. Carrel, M. Piccoli, N. Borgeaud, R. Hénin.

A 2, 20 h 35.

* Comédie satirique, inspirée par des faits réels, où Jean Carrel est un parfait gogo, plumé par des gogos qui le font spéculer sur les cours du sucre. Faisant équipe, pour le scénario, avec Georges Comchon, Jacques Rouffio a montré clairement le mécanisme des opérations boursières, donné un ton de farce à l'histoire et a aussi magistralement mené par Depardieu, personnage imprévisible autant que savoureux, et Piccoli, négociant machiavélique à tête de bagnard.

TIREZ SUR LE PIANISTE

Film français de François Truffaut (1960), avec C. Aznavour, M. Dubois, A. Rémy, J. Assolant, R. Knaflitz, N. Berger, M. Mercier, B. Lapointe. FR 3, 20 h 35.

* La fragilité et la malchance d'un petit pianiste bastringue qui fut, autrefois, un grand virtuose. Un roman de David Goodis transposé dans le décor social français d'un quartier populaire où se rencontrent les perdants de la vie et de l'amour. Ce film insolite, dont la mise en scène est faite de digressions, de ruptures de ton, de scènes humoristiques tournant au drame, est plus ou moins méconnu, malgré la tendresse, l'émotion, les sentiments profonds apportés par Truffaut et ses interprètes. — J. B.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 15 Vision plus.
12 h 10 Météorologie.
12 h 10 Juge Box.
12 h 30 Aboul cœur.
13 h Journal.
13 h 45 Les après-midi TF 1 : Fimlin présent.
Jeudis : 17 h 45, 18 h 45, 19 h 45, 20 h 45, 21 h 45, 22 h 45, 23 h 45, 24 h 45, 25 h 45, 26 h 45, 27 h 45, 28 h 45, 29 h 45, 30 h 45, 31 h 45, 32 h 45, 33 h 45, 34 h 45, 35 h 45, 36 h 45, 37 h 45, 38 h 45, 39 h 45, 40 h 45, 41 h 45, 42 h 45, 43 h 45, 44 h 45, 45 h 45, 46 h 45, 47 h 45, 48 h 45, 49 h 45, 50 h 45, 51 h 45, 52 h 45, 53 h 45, 54 h 45, 55 h 45, 56 h 45, 57 h 45, 58 h 45, 59 h 45, 60 h 45, 61 h 45, 62 h 45, 63 h 45, 64 h 45, 65 h 45, 66 h 45, 67 h 45, 68 h 45, 69 h 45, 70 h 45, 71 h 45, 72 h 45, 73 h 45, 74 h 45, 75 h 45, 76 h 45, 77 h 45, 78 h 45, 79 h 45, 80 h 45, 81 h 45, 82 h 45, 83 h 45, 84 h 45, 85 h 45, 86 h 45, 87 h 45, 88 h 45, 89 h 45, 90 h 45, 91 h 45, 92 h 45, 93 h 45, 94 h 45, 95 h 45, 96 h 45, 97 h 45, 98 h 45, 99 h 45, 100 h 45, 101 h 45, 102 h 45, 103 h 45, 104 h 45, 105 h 45, 106 h 45, 107 h 45, 108 h 45, 109 h 45, 110 h 45, 111 h 45, 112 h 45, 113 h 45, 114 h 45, 115 h 45, 116 h 45, 117 h 45, 118 h 45, 119 h 45, 120 h 45, 121 h 45, 122 h 45, 123 h 45, 124 h 45, 125 h 45, 126 h 45, 127 h 45, 128 h 45, 129 h 45, 130 h 45, 131 h 45, 132 h 45, 133 h 45, 134 h 45, 135 h 45, 136 h 45, 137 h 45, 138 h 45, 139 h 45, 140 h 45, 141 h 45, 142 h 45, 143 h 45, 144 h 45, 145 h 45, 146 h 45, 147 h 45, 148 h 45, 149 h 45, 150 h 45, 151 h 45, 152 h 45, 153 h 45, 154 h 45, 155 h 45, 156 h 45, 157 h 45, 158 h 45, 159 h 45, 160 h 45, 161 h 45, 162 h 45, 163 h 45, 164 h 45, 165 h 45, 166 h 45, 167 h 45, 168 h 45, 169 h 45, 170 h 45, 171 h 45, 172 h 45, 173 h 45, 174 h 45, 175 h 45, 176 h 45, 177 h 45, 178 h 45, 179 h 45, 180 h 45, 181 h 45, 182 h 45, 183 h 45, 184 h 45, 185 h 45, 186 h 45, 187 h 45, 188 h 45, 189 h 45, 190 h 45, 191 h 45, 192 h 45, 193 h 45, 194 h 45, 195 h 45, 196 h 45, 197 h 45, 198 h 45, 199 h 45, 200 h 45, 201 h 45, 202 h 45, 203 h 45, 204 h 45, 205 h 45, 206 h 45, 207 h 45, 208 h 45, 209 h 45, 210 h 45, 211 h 45, 212 h 45, 213 h 45, 214 h 45, 215 h 45, 216 h 45, 217 h 45, 218 h 45, 219 h 45, 220 h 45, 221 h 45, 222 h 45, 223 h 45, 224 h 45, 225 h 45, 226 h 45, 227 h 45, 228 h 45, 229 h 45, 230 h 45, 231 h 45, 232 h 45, 233 h 45, 234 h 45, 235 h 45, 236 h 45, 237 h 45, 238 h 45, 239 h 45, 240 h 45, 241 h 45, 242 h 45, 243 h 45, 244 h 45, 245 h 45, 246 h 45, 247 h 45, 248 h 45, 249 h 45, 250 h 45, 251 h 45, 252 h 45, 253 h 45, 254 h 45, 255 h 45, 256 h 45, 257 h 45, 258 h 45, 259 h 45, 260 h 45, 261 h 45, 262 h 45, 263 h 45, 264 h 45, 265 h 45, 266 h 45, 267 h 45, 268 h 45, 269 h 45, 270 h 45, 271 h 45, 272 h 45, 273 h 45, 274 h 45, 275 h 45, 276 h 45, 277 h 45, 278 h 45, 279 h 45, 280 h 45, 281 h 45, 282 h 45, 283 h 45, 284 h 45, 285 h 45, 286 h 45, 287 h 45, 288 h 45, 289 h 45, 290 h 45, 291 h 45, 292 h 45, 293 h 45, 294 h 45, 295 h 45, 296 h 45, 297 h 45, 298 h 45, 299 h 45, 300 h 45, 301 h 45, 302 h 45, 303 h 45, 304 h 45, 305 h 45, 306 h 45, 307 h 45, 308 h 45, 309 h 45, 310 h 45, 311 h 45, 312 h 45, 313 h 45, 314 h 45, 315 h 45, 316 h 45, 317 h 45, 318 h 45, 319 h 45, 320 h 45, 321 h 45, 322 h 45, 323 h 45, 324 h 45, 325 h 45, 326 h 45, 327 h 45, 328 h 45, 329 h 45, 330 h 45, 331 h 45, 332 h 45, 333 h 45, 334 h 45, 335 h 45, 336 h 45, 337 h 45, 338 h 45, 339 h 45, 340 h 45, 341 h 45, 342 h 45, 343 h 45, 344 h 45, 345 h 45, 346 h 45, 347 h 45, 348 h 45, 349 h 45, 350 h 45, 351 h 45, 352 h 45, 353 h 45, 354 h 45, 355 h 45, 356 h 45, 357 h 45, 358 h 45, 359 h 45, 360 h 45, 361 h 45, 362 h 45, 363 h 45, 364 h 45, 365 h 45, 366 h 45, 367 h 45, 368 h 45, 369 h 45, 370 h 45, 371 h 45, 372 h 45, 373 h 45, 374 h 45, 375 h 45, 376 h 45, 377 h 45, 378 h 45, 379 h 45, 380 h 45, 381 h 45, 382 h 45, 383 h 45, 384 h 45, 385 h 45, 386 h 45, 387 h 45, 388 h 45, 389 h 45, 390 h 45, 391 h 45, 392 h 45, 393 h 45, 394 h 45, 395 h 45, 396 h 45, 397 h 45, 398 h 45, 399 h 45, 400 h 45, 401 h 45, 402 h 45, 403 h 45, 404 h 45, 405 h 45, 406 h 45, 407 h 45, 408 h 45, 409 h 45, 410 h 45, 411 h 45, 412 h 45, 413 h 45, 414 h 45, 415 h 45, 416 h 45, 417 h 45, 418 h 45, 419 h 45, 420 h 45, 421 h 45, 422 h 45, 423 h 45, 424 h 45, 425 h 45, 426 h 45, 427 h 45, 428 h 45, 429 h 45, 430 h 45, 431 h 45, 432 h 45, 433 h 45, 434 h 45, 435 h 45, 436 h 45, 437 h 45, 438 h 45, 439 h 45, 440 h 45, 441 h 45, 442 h 45, 443 h 45, 444 h 45, 445 h 45, 446 h 45, 447 h 45, 448 h 45, 449 h 45, 450 h 45, 451 h 45, 452 h 45, 453 h 45, 454 h 45, 455 h 45, 456 h 45, 457 h 45, 458 h 45, 459 h 45, 460 h 45, 461 h 45, 462 h 45, 463 h 45, 464 h 45, 465 h 45, 466 h 45, 467 h 45, 468 h 45, 469 h 45, 470 h 45, 471 h 45, 472 h 45, 473 h 45, 474 h 45, 475 h 45, 476 h 45, 477 h 45, 478 h 45, 479 h 45, 480 h 45, 481 h 45, 482 h 45, 483 h 45, 484 h 45, 485 h 45, 486 h 45, 487 h 45, 488 h 45, 489 h 45, 490 h 45, 491 h 45, 492 h 45, 493 h 45, 494 h 45, 495 h 45, 496 h 45, 497 h 45, 498 h 45, 499 h 45, 500 h 45, 501 h 45, 502 h 45, 503 h 45, 504 h 45, 505 h 45, 506 h 45, 507 h 45, 508 h 45, 509 h 45, 510 h 45, 511 h 45, 512 h 45, 513 h 45, 514 h 45, 515 h 45, 516 h 45, 517 h 45, 518 h 45, 519 h 45, 520 h 45, 521 h 45, 522 h 45, 523 h 45, 524 h 45, 525 h 45, 526 h 45, 527 h 45, 528 h 45, 529 h 45, 530 h 45, 531 h 45, 532 h 45, 533 h 45, 534 h 45, 535 h 45, 536 h 45, 537 h 45, 538 h 45, 539 h 45, 540 h 45, 541 h 45, 542 h 45, 543 h 45, 544 h 45, 545 h 45, 546 h 45, 547 h 45, 548 h 45, 549 h 45, 550 h 45, 551 h 45, 552 h 45, 553 h 45, 554 h 45, 555 h 45, 556 h 45, 557 h 45, 558 h 45, 559 h 45, 560 h 45, 561 h 45, 562 h 45, 563 h 45, 564 h 45, 565 h 45, 566 h 45, 567 h 45, 568 h 45, 569 h 45, 570 h 45, 571 h 45, 572 h 45, 573 h 45, 574 h 45, 575 h 45, 576 h 45, 577 h 45, 578 h 45, 579 h 45, 580 h 45, 581 h 45, 582 h 45, 583 h 45, 584 h 45, 585 h 45, 586 h 45, 587 h 45, 588 h 45, 589 h 45, 590 h 45, 591 h 45, 592 h 45, 593 h 45, 594 h 45, 595 h 45, 596 h 45, 597 h 45, 598 h 45, 599 h 45, 600 h 45, 601 h 45, 602 h 45, 603 h 45, 604 h 45, 605 h 45, 606 h 45, 607 h 45, 608 h 45, 609 h 45, 610 h 45, 611 h 45, 612 h 45, 613 h 45, 614 h 45, 615 h 45, 616 h 45, 617 h 45, 618 h 45, 619 h 45, 620 h 45, 621 h 45, 622 h 45, 623 h 45, 624 h 45, 625 h 45, 626 h 45, 627 h 45, 628 h 45, 629 h 45, 630 h 45, 631 h 45, 632 h 45, 633 h 45, 634 h 45, 635 h 45, 636 h 45, 637 h 45, 638 h 45, 639 h 45, 640 h 45, 641 h 45, 642 h 45, 643 h 45, 644 h 45, 645 h 45, 646 h 45, 647 h 45, 648 h 45, 649 h 45, 650 h 45, 651 h 45, 652 h 45, 653 h 45, 654 h 45, 655 h 45, 656 h 45, 657 h 45, 658 h 45, 659 h 45, 660 h 45, 661 h 45, 662 h 45, 663 h 45, 664 h 45, 665 h 45, 666 h 45, 667 h 45, 668 h 45, 669 h 45, 670 h 45, 671 h 45, 672 h 45, 673 h 45, 674 h 45, 675 h 45, 676 h 45, 677 h 45, 678 h 45, 679 h 45, 680 h 45, 681 h 45, 682 h 45, 683 h 45, 684 h 45, 685 h 45, 686 h 45, 687 h 45, 688 h 45, 689 h 45, 690 h 45, 691 h 45, 692 h 45, 693 h 45, 694 h 45, 695 h 45, 696 h 45, 697 h 45, 698 h 45, 699 h 45, 700 h 45, 701 h 45, 702 h 45, 703 h 45, 704 h 45, 705 h 45, 706 h 45, 707 h 45, 708 h 45, 709 h 45, 710 h 45, 711 h 45, 712 h 45, 713 h 45, 714 h 45, 715 h 45, 716 h 45, 717 h 45, 718 h 45, 719 h 45, 720 h 45, 721 h 45, 722 h 45, 723 h 45, 724 h 45, 725 h 45, 726 h 45, 727 h 45, 728 h 45, 729 h 45, 730 h 45, 731 h 45, 732 h 45, 733 h 45, 734 h 45, 735 h 45, 736 h 45, 737 h 45, 738 h 45, 739 h 45, 740 h 45, 741 h 45, 742 h 45, 743 h 45, 744 h 45, 745 h 45, 746 h 45, 747 h 45, 748 h 45, 749 h 45, 750 h 45, 751 h 45, 752 h 45, 753 h 45, 754 h 45, 755 h 45, 756 h 45, 757 h 45, 758 h 45, 759 h 45, 760 h 45, 761 h 45, 762 h 45, 763 h 45, 764 h 45, 765 h 45, 766 h 45, 767 h 45, 768 h 45, 769 h 45, 770 h 45, 771 h 45, 772 h 45, 773 h 45, 774 h 45, 775 h 45, 776 h 45, 777 h 45, 778 h 45, 779 h 45, 780 h 45, 781 h 45, 782 h 45, 783 h 45, 784 h 45, 785 h 45, 786 h 45, 787 h 45, 788 h 45, 789 h 45, 790 h 45, 791 h 45, 792 h 45, 793 h 45, 794 h 45, 795 h 45, 796 h 45, 797 h 45, 798 h 45, 799 h 45, 800 h 45, 801 h 45, 802 h 45, 803 h 45, 804 h 45, 805 h 45, 806 h 45, 807 h 45, 808 h 45, 809 h 45, 810 h 45, 811 h 45, 812 h 45, 813 h 45, 814 h 45, 815 h 45, 816 h 45, 817 h 45, 818 h 45, 819 h 45, 820 h 45, 821 h 45, 822 h 45, 823 h 45, 824 h 45, 825 h 45, 826 h 45, 827 h 45, 828 h 45, 829 h 45, 830 h 45, 831 h 45, 832 h 45, 833 h 45, 834 h 45, 835 h 45, 836 h 45, 837 h 45, 838 h 45, 839 h 45, 840 h 45, 841 h 45, 842 h 45, 843 h 45, 844 h 45, 845 h 45, 846 h 45, 847 h 45, 848 h 45, 849 h 45, 850 h 45, 851 h 45, 852 h 45, 853 h 45, 854 h 45, 855 h 45, 856 h 45, 857 h 45, 858 h 45, 859 h 45, 860 h 45, 861 h 45, 862 h 45, 863 h 45, 864 h 45, 865 h 45, 866 h 45, 867 h 45, 868 h 45, 869 h 45, 870 h 45, 871 h 45, 872 h 45, 873 h 45, 874 h 45, 875 h 45, 876 h 45, 877 h 45, 878 h 45, 879 h 45, 880 h 45, 881 h 45, 882 h 45, 883 h 45, 884 h 45, 885 h 45, 886 h 45, 887 h 45, 888 h 45, 889 h 45, 890 h 45, 891 h 45, 892 h 45, 893 h 45, 894 h 45, 895 h 45, 896 h 45, 897 h 45, 898 h 45, 899 h 45, 900 h 45, 901 h 45, 902 h 45, 903 h 45, 904 h 45, 905 h 45, 906 h 45, 907 h 45, 908 h 45, 909 h 45, 910 h 45, 911 h 45, 912 h 45, 913 h 45, 914 h 45, 915 h 45, 916 h 45, 917 h 45, 918 h 45, 919 h 45, 920 h 45, 921 h 45, 922 h 45, 923 h 45, 924 h 45, 925 h 45, 926 h 45, 927 h 45, 928 h 45, 929 h 45, 930 h 45, 931 h 45, 932 h 45, 933 h 45, 934 h 45, 935 h 45, 936 h 45, 937 h 45, 938 h 45, 939 h 45, 940 h 45, 941 h 45, 942 h 45, 943 h 45, 944 h 45, 945 h 45, 946 h 45, 947 h 45, 948 h 45, 949 h 45, 950 h 45, 951 h 45, 952 h 45, 953 h 45, 954 h 45, 955 h 45, 956 h 45, 957 h 45, 958 h 45, 959 h 45, 960 h 45, 961 h 45, 962 h 45, 963 h 45, 964 h 45, 965 h 45, 966 h 45, 967 h 45, 968 h 45, 969 h 45, 970 h 45, 971 h 45, 972 h 45, 973 h 45, 974 h 45, 975 h 45, 976 h 45, 977 h 45, 978 h 45, 979 h 45, 980 h 45, 981 h 45, 982 h 45, 983 h 45, 984 h 45, 985 h 45, 986 h 45, 987 h 45, 988 h 45, 989 h 45, 990 h 45, 991 h 45, 992 h 45, 993 h 45, 994 h 45, 995 h 45, 996 h 45, 997 h 45, 998 h 45, 999 h 45, 1000 h 45, 1001 h 45, 1002 h 45, 1003 h 45, 1004 h 45, 1005 h 45, 1006 h 45, 1007 h 45, 1008 h 45, 1009 h 45, 1010 h 45, 1011 h 45, 1012 h 45, 1013 h 45, 1014 h 45, 1015 h 45, 1016 h 45, 1017 h 45, 1018 h 45, 1019 h 45, 1020 h 45, 1021 h 45, 1022 h 45, 1023 h 45, 1024 h 45, 1025 h 45, 1026 h 45, 1027 h 45, 1028 h 45, 1029 h 45, 1030 h 45, 1031 h 45, 1032 h 45, 1033 h 45, 1034 h 45, 1035 h 45, 1036 h 45, 1037 h 45, 1038 h 45, 1039 h 45, 1040 h 45, 1041 h 45, 1042 h 45, 1043 h 45, 1044 h 45, 1045 h 45, 1046 h 45, 1047 h 45, 1048 h 45, 1049 h 45, 1050 h 45, 1051 h 45, 1052 h 45, 1053 h 45, 1054 h 45, 1055 h 45, 1056 h 45, 1057 h 45, 1058 h 45, 1059 h 45, 1060 h 45, 1061 h 45, 1062 h 45, 1063 h 45, 1064 h 45, 1065 h 45, 1066 h 45, 1067 h 45, 1068 h 45, 1069 h 45, 1070 h 45, 1071 h 45, 1072 h 45, 1073 h 45, 1074 h 45, 1075 h 45, 1076 h 45, 1077 h 45, 1078 h 45, 1079 h 45, 1080 h 45, 1081 h 45, 1082 h 45, 1083 h 45, 1084 h 45, 1085 h 45, 1086 h 45, 1087 h 45, 1088 h 45, 1089 h 45, 1090 h 45, 1091 h 45, 1092 h 45, 1093 h 45, 1094 h 45, 1095 h 45, 1096 h 45, 1097 h 45, 1098 h 45, 1099 h 45, 1100 h 45, 1101 h 45, 1102 h 45, 1103 h 45, 1104 h 45, 1105 h 45, 1106 h 45, 1107 h 45, 1108 h 45, 1109 h 45, 1110 h 45, 1111 h 45, 1112 h 45, 1113 h 45, 1114 h 45, 1115 h 45, 1116 h 45, 1117 h 45, 1118 h 45, 1119 h 45, 1120 h 45, 1121 h 45, 1122 h 45, 1123 h 45, 1124 h 45, 1125 h 45, 1126 h 45, 1127 h 45, 1128 h 45, 1129 h 45, 1130 h 45, 1131 h 45, 1132 h 45, 1133 h 45, 1134 h 45, 1135 h 45, 1136 h 45, 1137 h 45, 1138 h 45, 1139 h 45, 1140 h 45, 1141 h 45, 1142 h 45, 1143 h 45, 1144 h 45, 1145 h 45, 1146 h 45, 1147 h 45, 1148 h 45, 1149 h 45, 1150 h 45, 1151 h 45, 1152 h 45, 1153 h 45, 1154 h 45, 1155 h 45, 1156 h 45, 1157 h 45, 1158 h 45, 1159 h 45, 1160 h 45, 1161 h 45, 1162 h 45, 1163 h 45, 1164 h 45, 1165 h 45, 1166 h 45, 1167 h 45, 1168 h 45, 1169 h 45, 1170 h 45, 1171 h 45, 1172 h 45, 1173 h 45, 1174 h 45, 1175 h 45, 1176 h 45, 1177 h 45, 1178 h 45, 1179 h 45, 1180 h 45, 1181 h 45, 1182 h 45, 1183 h 45, 1184 h 45, 1185 h 45, 1186 h 45, 1187 h 45, 1188 h 45, 1189 h 45, 1190 h 45, 1191 h 45, 1192 h 45, 1193 h 45, 1194 h 45, 1195 h 45, 1196 h 45, 1197 h 45, 1198 h 45, 1199 h 45, 1200 h 45, 1201 h 45, 1202 h 45, 1203 h 45, 1204 h 45, 1205 h 45, 1206 h 45, 1207 h 45, 1208 h 45, 1209 h 45, 1210 h 45, 1211 h 45, 1212 h 45, 1213 h 45, 1214 h 45, 1215 h 45, 1216 h 45, 1217 h 45, 1218 h 45, 1219 h 45, 1220 h 45, 1221 h 45, 1222 h 45, 1223 h 45, 1224 h 45, 1225 h 45, 1226 h 45, 1227 h 45, 1228 h 45, 1229 h 45, 1230 h 45, 1231 h 45, 1232 h 45, 1233 h 45, 1234 h 45, 1235 h 45, 1236 h 45, 1237 h 45, 1238 h 45, 1239 h 45, 1240 h 45, 1241 h 45, 1242 h 45, 1243 h 45, 1244 h 45, 1245 h 45, 1246 h 45, 1247 h 45, 1248 h 45, 1249 h 45, 1250 h 45, 1251 h 45, 1252 h 45, 1253 h 45, 1254 h 45, 1255 h 45, 1256 h 45, 1257 h 45, 1258 h 45, 1259 h 45, 1260 h 45, 1261 h 45, 1262 h 45, 1263 h 45, 1264 h 45, 1265 h 45, 1266 h 45, 1267 h 45, 1268 h 45, 1269 h 45, 1270 h

صكنا من الامل

THEATRE

(Les jours de répétition sont indiqués entre parenthèses.)

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LE THEATRE DES HEROS. - Tristan-Bernard (522-08-40). 20 h 30 (27).
LORENZACCIO. - T.M. 13 (588-16-30). 20 h 30 (27).
SUR UNE ILE FLOTTANTE. - Beaubourg (527-08-51). 19 h 30 (27).
PLATONOV. - A. 742 (67-27). 21 h (28).
LE MARIAGE DE FIGARO. - Espace Mazarin (271-10-19). 20 h 30 (28).
REGARDE LES FEMMES PASSEES. - T.M. 13 (588-16-30). 20 h 30 (28).
CORRESPONDANCE. - L'Agne- rium Cartoucherie (394-99-61). 20 h (29).
LE TESSUTE-MAINS DES PIEDS. - Petit TEF (797-96-06). 20 h 30 (2).
LE XENIL. - H. 387 (387-23-23). 21 h (2).
VAUDEVILLE. - Cergy-Pontoise. CAC (030-33-33). 21 h (2).
HORS PARIS
VILLENEUVE-SUR-LOT. - Châ- les sur les idoles, par les Baladins en Agneis (53) 01-04-88. 20 h 30. Georges-Leygues. 28. puis tour- née.
LE MANS. - Don Juan, par le Thé- tre municipal les 2 et 8 novem- bre.
ARLES. - Yvonne, par la Carrière (90) 94-84-71. 20 h 30. puis tour- née.

Les salles subventionnées et municipales

COMEDIE-FRANCAISE (296-10-20) : les 27 et 31 à 14 h 30 : L'Education d'un prince ; le 27 à 20 h 30 : Les Corbeaux ; les 28, 29, 30 à 20 h 30 : La vie est un songe ; le 31 à 20 h 30 et le 1^{er} nov. à 14 h 30 : Don Juan ; les 1^{er} et 2 nov. à 20 h 30 : Marie Tudor.
CHAILLOT (727-81-15) : Grand Foyer (dim. 14 h) : les 27, 28, 29, 30 à 18 h 30 et le 2 nov. à 20 h 30 : Les Petites Filles modèles ; les 27, 28, 29, 30 à 20 h 30 : Entretien avec M. Said Hamoudi, o-uvrier algérien ; Théâtre Génier (dim. 14 h) : les 27, 28, 29, 30 à 20 h 30 et le 31 à 15 h : Instructions aux domestiques.
ODÉON (325-70-32) : voir Festival d'au- tomne.
LE PETIT THEATRE (325-70-32) (dim. 14 h) : les 27, 28, 29, 30 à 18 h 30 et le 2 nov. à 20 h 30 : Le Chantier ; le 28 à 20 h 30 : Brecht, concert ; Nicole et Oswald d'André ; le 30 à 14 h 30 et le 31 à 20 h 30 : Fête des Lilas ; London.
BEAUBOURG (277-12-33) (Mar.) : Ci- néma : les 27, 28, 29, 30, 31, 1^{er} nov. à 13 h, 16 h, 19 h : Nouveaux films R.P.I. ; les 27, 28, 29, 30 à 15 h : Arroyo : res- vail cinématographique ; le 29 à 19 h : Joseph Cornelli ; le 27 à 16 h et le 1^{er} nov. à 18 h : Cunningham et Charles Atlas ; le 30 à 18 h 30 et le 1^{er} nov. à 21 h : Éléments de Mécanisme ; le 27 à 18 h 30 : Groupes 180 (Hongrie) ; le 27 à 18 h 30 : (R.F.A.) ; le 28 à 18 h 30 : (France) ; le 29 à 18 h 30 : (M. Nyman, M. Falava ; le 29 à 18 h 30 : Solos performances de Hans-Karsten Rautke et C. Santos ; le 31 à 18 h 30 : Théâtre de la Ville (274-22-77) (en Théâtre de Paris) (L.) : Petite salle : les 27, 28, 29, 30 et le 2 nov. à 20 h 30 : le 31 à 14 h 30 : La Fête en Chine ; la salle : les 27, 28, 29, 30 et le 2 nov. à 20 h 30 : Une journée particulière : Jazz ; le 31 à 18 h 30, Paul Riley ; le 20 h 30 : le 2 nov. à 18 h 30 : Le groupe Pan Brual de N. Ayes ; le 29 à 18 h 30 : Michel Portal Unit and Friends.
CARRÉ SAINT MONFORT (531-22-11) (L.) : les 27, 28, 29, 30 et le 2 nov. à 21 h ; le 31 à 16 h : Carré magique.

Les autres salles

A DEJAZET (887-97-34) (D. soir. L.). 20 h 30, mat. dim. 15 h 30 : Variété, par les clowns Maclois ; 22 h 30 : **ANTOINE (208-77-71)** (D. soir. L.). 20 h 30, mat. dim. 15 h 30 : Comp de soleil.
ALLIANCE FRANÇAISE (544-72-30) : le 2 à 20 h 30 : Nômage.
ASTELLE (238-35-53) (Mer. Jeu. ven. sam.). 20 h 30 : le 16 h : Malentendu ; mer. 16 h 30, 16 h : Les Bonnes.
ATY (606-49-24) (D. soir. L.). 21 h, mat. dim. à 15 h : le Nonbril.
ATHENEE (742-67-27) (D. L.). mer. jeu. mar. à 18 h 30, ven. sam. à 20 h 30 : Mademoiselle Elodie (dernière le 30).
BOUFFES DU NORD (239-34-50) (D.). 20 h 30, mat. dim. 15 h : la Tragédie de Nuits de l'été.
BOUFFES PARISIENS (296-97-03) (D. soir. L.). 20 h 30, mat. dim. 15 h et 18 h 30 : En sourdine les sardines.

CAPIVARI (343-99-01) (D. soir. L.). 20 h 45, mat. dim. 15 h : Deux sous gain.
CITE INTERNATIONALE : Grand Thé- tre (589-35-69) (Jeu. Ven. Sam.). 20 h 30 : Don Quichotte ; (D. soir. L.). 20 h 30 : Océan Vanis ; (D. L.). 20 h 30 : Trois cases blan- ches.
COMEDIE CAUMARTIN (742-43-41) (Mer. D. soir.). 21 h, mat. dim. à 15 h 30 : Reviers dormir à l'Élysée.
COMEDIE CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-21) (D. soir.). 14 h 45, dim. à 15 h 30 : Ça ira comme ça.
COMEDIE ITALIENNE (321-32-23) (D. L.). 20 h 30 : Mamma Maria.
COMEDIE DE PARIS (281-00-11) (D.). 18 h 30 : Ici et là ; 20 h 30 : Elle lui dirait dans l'oeil.
CONSTANCE (258-07-52) (L.). 20 h 30, mat. dim. à 17 h : Le bonhomme qui avait un lion.
DAUNOU (261-69-14) (Mer. D. soir.). 21 h, mat. dim. à 15 h 30 : La vie est trop courte.
ECOLE DES BEAUX-ARTS (372-67-20) (D.). 20 h 30 : Don Juan (dernière le 30).
EDOUARD-VII (742-57-49) (D. soir. L.). 21 h, mat. dim. à 15 h : la Dernière Nuit de l'été.
ESCALIER D'OR (523-15-10) (Jeu. ven. sam.). 21 h : Diablotins amoureux.

ESPACE-GAITE (327-95-94) (D.). 18 h 30 : le Fantastique unijambiste ; 22 h : Kadoh.
ESPACE-MARAI (271-10-19) (D. soir. L.). 22 h 30, mat. dim. 18 h : Une œuvre sur un usage ; 22 h : cortège nocturne Dostoyevski.
FONDATEUR DEUTSCHE DE LA MEURTHE (505-03-23) (D. L.). 20 h 30 : Tambours dans la nuit.
FONTAINE (874-74-40) (D. soir. L.). 20 h 45, mat. dim. 15 h : Lait Lamour.
GATE-MONTMARTRE (322-16-18) (D. soir. L.). 18 h 30, mat. dim. à 14 h 30 : l'île de Tolpérou ; (D. soir. L.). 20 h 15, mat. dim. 18 h 30 : Vire au féminin ; 22 h, mat. dim. à 18 h 30 : M- chel Laguerre.
GALERIE 55 (326-65-51) (D. L.). 20 h 30 : M. View From a Bridge.
GRAND HALL MONTROUGE (296-04-06) (D. L.). 20 h 30 : Arzard et la peste.
HUCHETTE (326-38-99) (D.). 20 h 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h 30 : la Le- çon ; 22 h 30 : le Cirque.
LA BRUYERE (274-26-99) (D. soir. L.). 21 h, mat. dim. et dim. à 15 h : Au bois sacré.
LUCERNAIRE (544-57-34) (D. L.). 18 h 30 : l'Humaine l'âge ; 20 h 30 : l'Es- pèce américaine ; 22 h 15 : le 15^e Fé- vrier ; 23 h : C'est dans la chaudière ; le 18 h 30 : Noces ; le 20 h 30 : le 30^e ; le 22 h 15 : l'École ; le 23 h 30 : l'École ; le 24 h 30 : l'École ; le 25 h 30 : l'École ; le 26 h 30 : l'École ; le 27 h 30 : l'École ; le 28 h 30 : l'École ; le 29 h 30 : l'École ; le 30 h 30 : l'École ; le 31 h 30 : l'École ; le 1^{er} nov. à 18 h 30 : l'École ; le 2^e nov. à 18 h 30 : l'École ; le 3^e nov. à 18 h 30 : l'École ; le 4^e nov. à 18 h 30 : l'École ; le 5^e nov. à 18 h 30 : l'École ; le 6^e nov. à 18 h 30 : l'École ; le 7^e nov. à 18 h 30 : l'École ; le 8^e nov. à 18 h 30 : l'École ; le 9^e nov. à 18 h 30 : l'École ; le 10^e nov. à 18 h 30 : l'École ; le 11^e nov. à 18 h 30 : l'École ; le 12^e nov. à 18 h 30 : l'École ; le 13^e nov. à 18 h 30 : l'École ; le 14^e nov. à 18 h 30 : l'École ; le 15^e nov. à 18 h 30 : l'École ; le 16^e nov. à 18 h 30 : l'École ; le 17^e nov. à 18 h 30 : l'École ; le 18^e nov. à 18 h 30 : l'École ; le 19^e nov. à 18 h 30 : l'École ; le 20^e nov. à 18 h 30 : l'École ; le 21^e nov. à 18 h 30 : l'École ; le 22^e nov. à 18 h 30 : l'École ; le 23^e nov. à 18 h 30 : l'École ; le 24^e nov. à 18 h 30 : l'École ; le 25^e nov. à 18 h 30 : l'École ; le 26^e nov. à 18 h 30 : l'École ; le 27^e nov. à 18 h 30 : l'École ; le 28^e nov. à 18 h 30 : l'École ; le 29^e nov. à 18 h 30 : l'École ; le 30^e nov. à 18 h 30 : l'École ; le 1^{er} déc. à 18 h 30 : l'École ; le 2^e déc. à 18 h 30 : l'École ; le 3^e déc. à 18 h 30 : l'École ; le 4^e déc. à 18 h 30 : l'École ; le 5^e déc. à 18 h 30 : l'École ; le 6^e déc. à 18 h 30 : l'École ; le 7^e déc. à 18 h 30 : l'École ; le 8^e déc. à 18 h 30 : l'École ; le 9^e déc. à 18 h 30 : l'École ; le 10^e déc. à 18 h 30 : l'École ; le 11^e déc. à 18 h 30 : l'École ; le 12^e déc. à 18 h 30 : l'École ; le 13^e déc. à 18 h 30 : l'École ; le 14^e déc. à 18 h 30 : l'École ; le 15^e déc. à 18 h 30 : l'École ; le 16^e déc. à 18 h 30 : l'École ; le 17^e déc. à 18 h 30 : l'École ; le 18^e déc. à 18 h 30 : l'École ; le 19^e déc. à 18 h 30 : l'École ; le 20^e déc. à 18 h 30 : l'École ; le 21^e déc. à 18 h 30 : l'École ; le 22^e déc. à 18 h 30 : l'École ; le 23^e déc. à 18 h 30 : l'École ; le 24^e déc. à 18 h 30 : l'École ; le 25^e déc. à 18 h 30 : l'École ; le 26^e déc. à 18 h 30 : l'École ; le 27^e déc. à 18 h 30 : l'École ; le 28^e déc. à 18 h 30 : l'École ; le 29^e déc. à 18 h 30 : l'École ; le 30^e déc. à 18 h 30 : l'École ; le 31^e déc. à 18 h 30 : l'École ; le 1^{er} jan. à 18 h 30 : l'École ; le 2^e jan. à 18 h 30 : l'École ; le 3^e jan. à 18 h 30 : l'École ; le 4^e jan. à 18 h 30 : l'École ; le 5^e jan. à 18 h 30 : l'École ; le 6^e jan. à 18 h 30 : l'École ; le 7^e jan. à 18 h 30 : l'École ; le 8^e jan. à 18 h 30 : l'École ; le 9^e jan. à 18 h 30 : l'École ; le 10^e jan. à 18 h 30 : l'École ; le 11^e jan. à 18 h 30 : l'École ; le 12^e jan. à 18 h 30 : l'École ; le 13^e jan. à 18 h 30 : l'École ; le 14^e jan. à 18 h 30 : l'École ; le 15^e jan. à 18 h 30 : l'École ; le 16^e jan. à 18 h 30 : l'École ; le 17^e jan. à 18 h 30 : l'École ; le 18^e jan. à 18 h 30 : l'École ; le 19^e jan. à 18 h 30 : l'École ; le 20^e jan. à 18 h 30 : l'École ; le 21^e jan. à 18 h 30 : l'École ; le 22^e jan. à 18 h 30 : l'École ; le 23^e jan. à 18 h 30 : l'École ; le 24^e jan. à 18 h 30 : l'École ; le 25^e jan. à 18 h 30 : l'École ; le 26^e jan. à 18 h 30 : l'École ; le 27^e jan. à 18 h 30 : l'École ; le 28^e jan. à 18 h 30 : l'École ; le 29^e jan. à 18 h 30 : l'École ; le 30^e jan. à 18 h 30 : l'École ; le 31^e jan. à 18 h 30 : l'École ; le 1^{er} fév. à 18 h 30 : l'École ; le 2^e fév. à 18 h 30 : l'École ; le 3^e fév. à 18 h 30 : l'École ; le 4^e fév. à 18 h 30 : l'École ; le 5^e fév. à 18 h 30 : l'École ; le 6^e fév. à 18 h 30 : l'École ; le 7^e fév. à 18 h 30 : l'École ; le 8^e fév. à 18 h 30 : l'École ; le 9^e fév. à 18 h 30 : l'École ; le 10^e fév. à 18 h 30 : l'École ; le 11^e fév. à 18 h 30 : l'École ; le 12^e fév. à 18 h 30 : l'École ; le 13^e fév. à 18 h 30 : l'École ; le 14^e fév. à 18 h 30 : l'École ; le 15^e fév. à 18 h 30 : l'École ; le 16^e fév. à 18 h 30 : l'École ; le 17^e fév. à 18 h 30 : l'École ; le 18^e fév. à 18 h 30 : l'École ; le 19^e fév. à 18 h 30 : l'École ; le 20^e fév. à 18 h 30 : l'École ; le 21^e fév. à 18 h 30 : l'École ; le 22^e fév. à 18 h 30 : l'École ; le 23^e fév. à 18 h 30 : l'École ; le 24^e fév. à 18 h 30 : l'École ; le 25^e fév. à 18 h 30 : l'École ; le 26^e fév. à 18 h 30 : l'École ; le 27^e fév. à 18 h 30 : l'École ; le 28^e fév. à 18 h 30 : l'École ; le 29^e fév. à 18 h 30 : l'École ; le 30^e fév. à 18 h 30 : l'École ; le 1^{er} mars à 18 h 30 : l'École ; le 2^e mars à 18 h 30 : l'École ; le 3^e mars à 18 h 30 : l'École ; le 4^e mars à 18 h 30 : l'École ; le 5^e mars à 18 h 30 : l'École ; le 6^e mars à 18 h 30 : l'École ; le 7^e mars à 18 h 30 : l'École ; le 8^e mars à 18 h 30 : l'École ; le 9^e mars à 18 h 30 : l'École ; le 10^e mars à 18 h 30 : l'École ; le 11^e mars à 18 h 30 : l'École ; le 12^e mars à 18 h 30 : l'École ; le 13^e mars à 18 h 30 : l'École ; le 14^e mars à 18 h 30 : l'École ; le 15^e mars à 18 h 30 : l'École ; le 16^e mars à 18 h 30 : l'École ; le 17^e mars à 18 h 30 : l'École ; le 18^e mars à 18 h 30 : l'École ; le 19^e mars à 18 h 30 : l'École ; le 20^e mars à 18 h 30 : l'École ; le 21^e mars à 18 h 30 : l'École ; le 22^e mars à 18 h 30 : l'École ; le 23^e mars à 18 h 30 : l'École ; le 24^e mars à 18 h 30 : l'École ; le 25^e mars à 18 h 30 : l'École ; le 26^e mars à 18 h 30 : l'École ; le 27^e mars à 18 h 30 : l'École ; le 28^e mars à 18 h 30 : l'École ; le 29^e mars à 18 h 30 : l'École ; le 30^e mars à 18 h 30 : l'École ; le 1^{er} avril à 18 h 30 : l'École ; le 2^e avril à 18 h 30 : l'École ; le 3^e avril à 18 h 30 : l'École ; le 4^e avril à 18 h 30 : l'École ; le 5^e avril à 18 h 30 : l'École ; le 6^e avril à 18 h 30 : l'École ; le 7^e avril à 18 h 30 : l'École ; le 8^e avril à 18 h 30 : l'École ; le 9^e avril à 18 h 30 : l'École ; le 10^e avril à 18 h 30 : l'École ; le 11^e avril à 18 h 30 : l'École ; le 12^e avril à 18 h 30 : l'École ; le 13^e avril à 18 h 30 : l'École ; le 14^e avril à 18 h 30 : l'École ; le 15^e avril à 18 h 30 : l'École ; le 16^e avril à 18 h 30 : l'École ; le 17^e avril à 18 h 30 : l'École ; le 18^e avril à 18 h 30 : l'École ; le 19^e avril à 18 h 30 : l'École ; le 20^e avril à 18 h 30 : l'École ; le 21^e avril à 18 h 30 : l'École ; le 22^e avril à 18 h 30 : l'École ; le 23^e avril à 18 h 30 : l'École ; le 24^e avril à 18 h 30 : l'École ; le 25^e avril à 18 h 30 : l'École ; le 26^e avril à 18 h 30 : l'École ; le 27^e avril à 18 h 30 : l'École ; le 28^e avril à 18 h 30 : l'École ; le 29^e avril à 18 h 30 : l'École ; le 30^e avril à 18 h 30 : l'École ; le 1^{er} mai à 18 h 30 : l'École ; le 2^e mai à 18 h 30 : l'École ; le 3^e mai à 18 h 30 : l'École ; le 4^e mai à 18 h 30 : l'École ; le 5^e mai à 18 h 30 : l'École ; le 6^e mai à 18 h 30 : l'École ; le 7^e mai à 18 h 30 : l'École ; le 8^e mai à 18 h 30 : l'École ; le 9^e mai à 18 h 30 : l'École ; le 10^e mai à 18 h 30 : l'École ; le 11^e mai à 18 h 30 : l'École ; le 12^e mai à 18 h 30 : l'École ; le 13^e mai à 18 h 30 : l'École ; le 14^e mai à 18 h 30 : l'École ; le 15^e mai à 18 h 30 : l'École ; le 16^e mai à 18 h 30 : l'École ; le 17^e mai à 18 h 30 : l'École ; le 18^e mai à 18 h 30 : l'École ; le 19^e mai à 18 h 30 : l'École ; le 20^e mai à 18 h 30 : l'École ; le 21^e mai à 18 h 30 : l'École ; le 22^e mai à 18 h 30 : l'École ; le 23^e mai à 18 h 30 : l'École ; le 24^e mai à 18 h 30 : l'École ; le 25^e mai à 18 h 30 : l'École ; le 26^e mai à 18 h 30 : l'École ; le 27^e mai à 18 h 30 : l'École ; le 28^e mai à 18 h 30 : l'École ; le 29^e mai à 18 h 30 : l'École ; le 30^e mai à 18 h 30 : l'École ; le 1^{er} juin à 18 h 30 : l'École ; le 2^e juin à 18 h 30 : l'École ; le 3^e juin à 18 h 30 : l'École ; le 4^e juin à 18 h 30 : l'École ; le 5^e juin à 18 h 30 : l'École ; le 6^e juin à 18 h 30 : l'École ; le 7^e juin à 18 h 30 : l'École ; le 8^e juin à 18 h 30 : l'École ; le 9^e juin à 18 h 30 : l'École ; le 10^e juin à 18 h 30 : l'École ; le 11^e juin à 18 h 30 : l'École ; le 12^e juin à 18 h 30 : l'École ; le 13^e juin à 18 h 30 : l'École ; le 14^e juin à 18 h 30 : l'École ; le 15^e juin à 18 h 30 : l'École ; le 16^e juin à 18 h 30 : l'École ; le 17^e juin à 18 h 30 : l'École ; le 18^e juin à 18 h 30 : l'École ; le 19^e juin à 18 h 30 : l'École ; le 20^e juin à 18 h 30 : l'École ; le 21^e juin à 18 h 30 : l'École ; le 22^e juin à 18 h 30 : l'École ; le 23^e juin à 18 h 30 : l'École ; le 24^e juin à 18 h 30 : l'École ; le 25^e juin à 18 h 30 : l'École ; le 26^e juin à 18 h 30 : l'École ; le 27^e juin à 18 h 30 : l'École ; le 28^e juin à 18 h 30 : l'École ; le 29^e juin à 18 h 30 : l'École ; le 30^e juin à 18 h 30 : l'École ; le 1^{er} juillet à 18 h 30 : l'École ; le 2^e juillet à 18 h 30 : l'École ; le 3^e juillet à 18 h 30 : l'École ; le 4^e juillet à 18 h 30 : l'École ; le 5^e juillet à 18 h 30 : l'École ; le 6^e juillet à 18 h 30 : l'École ; le 7^e juillet à 18 h 30 : l'École ; le 8^e juillet à 18 h 30 : l'École ; le 9^e juillet à 18 h 30 : l'École ; le 10^e juillet à 18 h 30 : l'École ; le 11^e juillet à 18 h 30 : l'École ; le 12^e juillet à 18 h 30 : l'École ; le 13^e juillet à 18 h 30 : l'École ; le 14^e juillet à 18 h 30 : l'École ; le 15^e juillet à 18 h 30 : l'École ; le 16^e juillet à 18 h 30 : l'École ; le 17^e juillet à 18 h 30 : l'École ; le 18^e juillet à 18 h 30 : l'École ; le 19^e juillet à 18 h 30 : l'École ; le 20^e juillet à 18 h 30 : l'École ; le 21^e juillet à 18 h 30 : l'École ; le 22^e juillet à 18 h 30 : l'École ; le 23^e juillet à 18 h 30 : l'École ; le 24^e juillet à 18 h 30 : l'École ; le 25^e juillet à 18 h 30 : l'École ; le 26^e juillet à 18 h 30 : l'École ; le 27^e juillet à 18 h 30 : l'École ; le 28^e juillet à 18 h 30 : l'École ; le 29^e juillet à 18 h 30 : l'École ; le 30^e juillet à 18 h 30 : l'École ; le 1^{er} août à 18 h 30 : l'École ; le 2^e août à 18 h 30 : l'École ; le 3^e août à 18 h 30 : l'École ; le 4^e août à 18 h 30 : l'École ; le 5^e août à 18 h 30 : l'École ; le 6^e août à 18 h 30 : l'École ; le 7^e août à 18 h 30 : l'École ; le 8^e août à 18 h 30 : l'École ; le 9^e août à 18 h 30 : l'École ; le 10^e août à 18 h 30 : l'École ; le 11^e août à 18 h 30 : l'École ; le 12^e août à 18 h 30 : l'École ; le 13^e août à 18 h 30 : l'École ; le 14^e août à 18 h 30 : l'École ; le 15^e août à 18 h 30 : l'École ; le 16^e août à 18 h 30 : l'École ; le 17^e août à 18 h 30 : l'École ; le 18^e août à 18 h 30 : l'École ; le 19^e août à 18 h 30 : l'École ; le 20^e août à 18 h 30 : l'École ; le 21^e août à 18 h 30 : l'École ; le 22^e août à 18 h 30 : l'École ; le 23^e août à 18 h 30 : l'École ; le 24^e août à 18 h 30 : l'École ; le 25^e août à 18 h 30 : l'École ; le 26^e août à 18 h 30 : l'École ; le 27^e août à 18 h 30 : l'École ; le 28^e août à 18 h 30 : l'École ; le 29^e août à 18 h 30 : l'École ; le 30^e août à 18 h 30 : l'École ; le 1^{er} septembre à 18 h 30 : l'École ; le 2^e septembre à 18 h 30 : l'École ; le 3^e septembre à 18 h 30 : l'École ; le 4^e septembre à 18 h 30 : l'École ; le 5^e septembre à 18 h 30 : l'École ; le 6^e septembre à 18 h 30 : l'École ; le 7^e septembre à 18 h 30 : l'École ; le 8^e septembre à 18 h 30 : l'École ; le 9^e septembre à 18 h 30 : l'École ; le 10^e septembre à 18 h 30 : l'École ; le 11^e septembre à 18 h 30 : l'École ; le 12^e septembre à 18 h 30 : l'École ; le 13^e septembre à 18 h 30 : l'École ; le 14^e septembre à 18 h 30 : l'École ; le 15^e septembre à 18 h 30 : l'École ; le 16^e septembre à 18 h 30 : l'École ; le 17^e septembre à 18 h 30 : l'École ; le 18^e septembre à 18 h 30 : l'École ; le 19^e septembre à 18 h 30 : l'École ; le 20^e septembre à 18 h 30 : l'École ; le 21^e septembre à 18 h 30 : l'École ; le 22^e septembre à 18 h 30 : l'École ; le 23^e septembre à 18 h 30 : l'École ; le 24^e septembre à 18 h 30 : l'École ; le 25^e septembre à 18 h 30 : l'École ; le 26^e septembre à 18 h 30 : l'École ; le 27^e septembre à 18 h 30 : l'École ; le 28^e septembre à 18 h 30 : l'École ; le 29^e septembre à 18 h 30 : l'École ; le 30^e septembre à 18 h 30 : l'École ; le 1^{er} octobre à 18 h 30 : l'École ; le 2^e octobre à 18 h 30 : l'École ; le 3^e octobre à 18 h 30 : l'École ; le 4^e octobre à 18 h 30 : l'École ; le 5^e octobre à 18 h 30 : l'École ; le 6^e octobre à 18 h 30 : l'École ; le 7^e octobre à 18 h 30 : l'École ; le 8^e octobre à 18 h 30 : l'École ; le 9^e octobre à 18 h 30 : l'École ; le 10^e octobre à 18 h 30 : l'École ; le 11^e octobre à 18 h 30 : l'École ; le 12^e octobre à 18 h 30 : l'École ; le 13^e octobre à 18 h 30 : l'École ; le 14^e octobre à 18 h 30 : l'École ; le 15^e octobre à 18 h 30 : l'École ; le 16^e octobre à 18 h 30 : l'École

MUSIQUE

BIENNALE DE PARIS

Peik Aulund, 18 h : le 27 : C. Labou-
cade ; le 28 : R. Kauter ; le 29 : R. Pape.
Grand Auditorium, 20 h : le 27 : E. Kut-
ler ; le 28 : A. Nozani/Ch. Roudot ; le
29 : R. Sticking, L. Mink, E. Neubau-
sen ; le 31 : T. Doris.

Le music-hall

BOBINO (322-74-84) (D. soir, L.) :
20 h 30, mat. dim. 16 h : H. Tachan (der-
rière le 31) ; à partir du 2 : G. Moustaki.
CITÉ INTERNATIONALE Grand Thé-
âtre (589-58-69) : le 27 à 20 h 30 :
K. Wecker.
CRYPTÉE SAINT-AGNÈS (296-88-32),
les 28, 29 à 20 h 30 : B. Sandoval.
ELDORADO (208-45-22) (D. soir, L.) :
20 h 30, mat. dim. 15 h : Fantasia de
Brasil.
GYMNASSE (246-79-79) (D. soir, L.) :
21 h, mat. dim. 15 h : le Grand Orche-
stre de la Splendid.

U.G.C. MARBEUF - LUMIÈRE - STUDIO LOGOS
FORUM CINÉMA - OLYMPIC ENTREPOT

AFFAIRE ASH

« ALLEZ-VOUS ME LAISSER MOURIR ? »

■ ■ ■ première ■ ■ ■ séquestration, le financier ASH
écrit à sa femme.

Ma chère épouse,
Je me suis déjà écrit et je vous
sais encore, vous n'avez pas pu ré-
pondre, ça ne m'a rien. Je sais que
vous faites tout ce que vous
pouvez.

Mais êtes inquiète, rassurez-vous
je me porte bien : je fais de la
culture physique et l'on me nourrit
adéquatement ; même qu'à l'occa-
sion je me prépare mon plat préféré.

Malgré toutes ces perturbations
que peuvent entraîner des sé-
questrations, je me sens bien intel-
lectuellement. Mais je me soucie des
enfants.

Je me soucie des enfants sur qui
malheureuse séquestration peut
avoir des effets irréversibles. Je
sais que vous faites tout le néces-
saire, mais vous avez besoin de moi.

Un père ne peut être autre part
qu'à l'intérieur de sa famille. Et
dans ce sens je vous supplie d'inter-
céder auprès de mes collègues et a-
près des pouvoirs publics, auprès de
tous mes amis avec lesquels vous
avez toujours entretenu de si aim-
ables rapports pour qu'on m'ac-

LUCERNAIRE (544-57-34) (D. L.)
21 h : Hussain et Mari.

MONTFARNASSE (320-89-90) (D. soir,
L.) 21 h, mat. dim. 15 h : R. Devos.

PALAIS DES CONGRÈS (758-27-78),
20 h 45 : Ch. Goya (à partir du 29).

OLYMPIA (742-25-49) (L.), 21 h, mat.
dim. 14 h 30 : E. Macias-Adams (der-
rière le 31) ; le 2 à 21 h : P. Sébastien.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-
47-77), 20 h 30, dim. 21 h : M. Mar-
ceau (à partir du 2).

TH. DE POCHÉ (548-92-97), jen., ven.,
sam. à 19 h, dim. à 17 h : R. Dyon.

TROTTOTTEURS DE BUENOS-AIRES
(260-44-41), L., 21 h 30 : Café concert.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-
44-43), 21 h, mat. dim. 15 h 30 : A. la
court-pays.
THÉÂTRE DES DEUX-ANES (606-
10-26) (mar.), 21 h, mat. dim. 15 h 30 :
■ ■ ■ ronds, ■ ■ ■.

Les événements

MERCREDI 27 OCTOBRE

SALLE PLEYEL, 20 h 30 : Orchestre de
Paris, dir. R. Kubelik (Maurice, Mah-
ler).

SALLE GAVEAU, 20 h 30 : N. Bera-
ngère (Chopin, Fauré, Debussy, Cha-
brier).

ÉGLISE SAINT-MÉDARD, 21 h : G. Fu-
met, J. Galard (Albinou, Marcello, Per-
gote).

CENTRE CULTUREL DE LA ROSE-
CROIX, 20 h 30 : R. Padmanabhan (mu-
sique de l'Inde du Sud).

ÉGLISE SAINT-FRANÇOIS-XAVIER,
21 h : Chœur de l'École Polytechnique de
Wrocław (Zielinski, Bortnianski, Des-
bordes).

CENTRE MANDAPA, 20 h 45 : Ensem-
ble de Musique arménienne.

JEUDI 28 OCTOBRE

LUCERNAIRE, 19 h 45 : R. et G. Pienet
(Beethoven, Fauré, Debussy).

SALLE GAVEAU, 20 h 30 : B. Ringel-
stein (Haydn, Rachmaninov, Liszt).

CENTRE CULTUREL CANADIEN,
20 h 30 : D. Mc Intosh, B. Rake, D. Mar-
case (McIntosh, Papisseau-Couture,
McDonald).

CENTRE CULTUREL DE LA ROSE-
CROIX, 20 h 30 : S. Rao (Musique de
l'Inde du Sud).

RADIO-FRANCE, Grand Auditorium,
20 h 30 : Nouvel Orchestre Philharmoni-
que de Radio-France, dir. : G. Otis
(Rachmaninov, Tchaïkovsky).

PLEYEL, 20 h 30 : voir le 27.

ÉGLISE SAINT-MÉDARD, 21 h voir le
27.

ÉGLISE DE LA MADELEINE, 21 h En-
semble vocal de La Celle-Saint-Cloud,
dir. : M. Rousseau ; Ensemble d'Archeis
Français, dir. : J.-F. (Mozart).

VENDREDI 29 OCTOBRE

LUCERNAIRE, 19 h 45 : voir le 28.

SALLE PLEYEL, 20 h 30 : Orchestre de
Paris, dir. : Cl. Abbado, sol. : R. Serkin
(Ligeti, Beethoven, Brahms).

SAMEDI 30 OCTOBRE

ÉGLISE SAINT-MÉDARD, 21 h : Ch. de
Chabot, Cl. Paillet (Bach, Scarlatti,
Brahms, de Falla).

LUCERNAIRE, 19 h 45 : voir le 28.

SALLE VILLES, 20 h 30 : B. Baraud,
J. Kripi (Berlioz, Debussy, Duparc).

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES,
17 h : Chœur de Radio-France, chef de
chœur : M. Lasserre de Rost, Orchestre
national de Radio-France, dir. : M. Je-
nowski (Wagner).

ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE,
19 h et 21 h : W. Parrot, A. Dumond.

DIMANCHE 31 OCTOBRE

NOTRE-DAME, 17 h 45 : ■ ■ ■ Rouet
(Wider, Alain).

ÉGLISE SAINT-MÉDARD, 16 h : Ensem-
ble vocal Alternance (Janssens, Lassus,
Monteverdi).

THÉÂTRE DU ROND-POINT, 11 h :
Lindsay String Quartet (Schubert, Bee-
thoven, Stravinsky).

ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE, 17 h :
A. Carr, L. Kalck (Händel, Bach, Albinou).

ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-
PRÉS, 19 h : L. Malle (Bach, Liszt,
Mozart).

LUCERNAIRE, 18 h : voir le 28 à 19 h 45.

MUSÉE DU PETIT-PALAIS, 16 h : voir
le 27.

ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE,
19 h et 21 h : ■ ■ ■.

MARDI 2 NOVEMBRE

SALLE GAVEAU, 20 h 30 : J.-B. Fon-
taine, maître de l'Orchestre de Paris
(Brahms, Kodaly).

ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-
PRÉS, 21 h : Orchestre de chambre
B. Thomas (Fauré).

AMERICAN CENTER, 21 h : G. Frany
(Cage).

ÉGLISE SAINT-JEAN-DE-GRÈ-
NELLE, 20 h 45 : Ensemble Amarill.

Jazz, pop, rock, folk

BATACLAN (700-30-12), le 27, à 20 h :
Motorhead ; le 30 à 20 h : Taj Mahal.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-
65-05), 21 h 30 : D. Doriz (dern. le 31) ;
à partir du 1^{er} : Marc Laferrère.

CAVERNE D'ALGÈRE (340-70-28), D.,
L., 20 h 30 : P. Quirai (dern. le 30) ; à
partir du 2 : Azmar.

CHAPELLE DES LOMBARDS (357-
24-24), D., L., 22 h : Bess (dern. le 30) ;
L., 22 h 30 : les Diplomates (dern. le 31).

CHEVALIERS DU TEMPLE (277-
40-21), D., 22 h et 24 h : les Étoiles.

DEPOT-VENTE (637-31-87), 21 h 30, le
28 : B. Band, R. Guérin ; le 30 : Standard
Boys.

DUNOIS (584-72-00), ■ ■ ■ ■ ■
20 h 30 : Black.

ELYSEE-MONTMARTRE (606-38-79) :
les 27 et 28, à 20 h 30 : Kalschari.

MORNING (523-51-41), les 27, ■ ■ ■
30, à 21 h 30 : S. Guez ; les 1^{er} et 2, à
20 h 30 et 23 h : L. Hayes, Cl. Houston,
B. Watson, J. Williams.

PALACE (246-10-87), 20 h, le 2 : Phil Ly-
mott ; le 28 : K. Blow.

PALAIS DES SPORTS (822-40-90), D.,
17 h, soir, L., 20 h 30 : J. Hallyday.

PETIT JOURNAL (326-26-59), ■ ■ ■ ■ ■
■ ■ ■ : M. Slim ; jen. : Watergate Seven +
One ; ven. : New Orleans Wanderers ;
sam. : Metropolitan Jazz Band ; lun. :
Cl. Bolling ; mar. : Billy Mitchell.

PETIT OPORTUN (236-01-36), 23 h :
Sudcar Tube Pack (dern. le 31) ; à par-
tir du 1^{er} : M. Valois, A. Hervé, J. Bardy,
F. Lalleau.

SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30, les 28
et 29 : Cl. Luter ; les 29 et 30 : J. Caroff.

RADIO-FRANCE, Audi. 106 (524-
15-16), le 30, à 18 h 30 : R. Greene.

La danse

ALLIANCE FRANÇAISE (544-41-43),
les 27, 28, ■ ■ ■ 20 h ■ ■ ■ : ■ ■ ■ ■ ■
de ■ ■ ■ ■ ■.

CENTRE CULTUREL DE LA ROSE-
CROIX (271-06-96), le 2 à 20 h 30 :
Danse de l'Inde du Sud.

THÉÂTRE DES ■ ■ ■ COUPS (633-
01-21) (L.), 18 h 30 : Ballet Théâtre na-
tional de Zaire.

FACULTÉ DE DROIT (589-01-60), le 28
à 20 h 30 : ■ ■ ■ ■ ■.

Les opérettes

RENAISSANCE (208-31-75), le 27, à
14 h 30 ; les 30, 31 à 14 h 30 et 20 h 30 ;
le 29 à 20 h 30 : le Vagabond trizigue.

V.O. : GAUMONT AMBASSADE - QUINTETTE PATHÉ
V.F. : 7 PARNASSIENS (Dolby) - FRANÇAIS PATHÉ CLICHY
PATHÉ - CAPRI GRANDS BOULEVARDS - ARGENTEUIL
GAUMONT OUEST BOULOGNE - U.G.C. CONFLANS



MICHAEL LONSDALE est ASH



UN FILM DE GÉRARD GUERIN
DOUCE ENQUÊTE SUR LA VIOLENCE
AVEC ELISE CARON - EMMANUELLE DEBEVER
CLAUDE DUNETON - JEANNE HERVIALE
ROBERT KRAMER - NADA STRANCAR
MUSIQUE DE ALBERT MARCEUR

PLTIT
O D E N

Jean-Claude Bravie
LE FAUTEUIL A BASCULE
mise en scène de Jean-Pierre



Pour la 1^{ère} fois
le nouveau drouot
ouvre ses portes
un dimanche
le 7 novembre 1982

huit ventes spécialisées
bijoux-argenterie châteaux anciens peinture moderne tapis
céramiques anciennes Orient poupées vins

ORGANISÉES PAR LA SOCIÉTÉ DES VENTES DROUOT DE PARIS

Exposition des objets :
• le samedi 6 novembre de 11 h à 18 h
• le dimanche 7 novembre de 11 h à 12 h
Ventes à partir de 14 h 15

Hôtel des Ventes, 9 rue Drouot, 75009 Paris
Parking : 400 places. Entrée : 14 rue Chauchat

سكن من الامم

L'AFFAIRE DE LOREAN AUX ETATS-UNIS

Le trafic de drogue, remède à la récession

rapporté quelque 30 milliards de dollars aux trafiquants.

Sans compter ■ marijuana (23 millions de consommateurs) qui, elle, est produite sur place. C'est, après le maïs et le soja — mais avant le blé — la troisième production agricole ; on en plante un peu partout, spécialement à Hawaï, dans l'Oregon et en Californie. Récemment, un champ a été découvert à 12 kilomètres de l'un des endroits les mieux gardés du territoire : le ranch de M. Ronald Reagan.

L'atorney général (ministère de la justice), M. William French Smith, déclarait récemment à « *En 1980, les ventes illécites de drogue étaient estimées à 10 milliards de dollars, autant que les ventes de biens de consommation des États-Unis des cinq plus grandes entreprises industrielles.* » La police fédérale, en effet, avait saisi 10 millions moins d'un demi million de marijuana en circulation, et un peine 3 % de la cocaine et de l'hercine. Elle espère faire un million après la « guerre contre la drogue » déclenchée par M. Reagan, qui veut de se traduire par la création de douze nouvelles brigades anternarcotiques. Mais ce n'est pas un budget de 200 millions de dollars qui peut suffire pour la gagner.

Jusqu'à présent, le trafic ar-
rait des gens comme les policiers
et les avocats, qui étaient profes-
sionnellement en contact avec
ces profits rapides, considérables
et sans grande risque. Des arres-
tations récentes — en Floride,
Texas ou dans le Rhode-Island
montrent que des industriels
des barriquades, au-dessus de tout
soupçon, sont désormais de la
partie. Des hommes sans cas-
quidier, comme John de Lora-
ne, plus difficiles à dépister.

En plein « boom » économique, que, ces businessmen raient peut-être pas dans la drogue. De là à écrouler la récession... c'est ce que semblent faire les amis de John de Lorean. A les entendre, l'ingénieur-patron aurait, au qu'un seul sou : à lever son entreprise. Il ne supporte l'échec ni le qui n'est pas à Detroit. Mais pour avoir-il bien tenu sa fortune de la loi ? Il est des victimes de la loi. De Lorean Motor Company ? Il a préféré, en somme, se libérer et se réjouir plutôt que ses dollars. Le dernier propriétaire de John de Lorean est ROBERT SOLÉ.

ROBERT-SOLÉ

Un militant d'Action directe conteste avoir tiré sur les policiers

L'arrestation manquée d'un militant d'Action directe, le 20 octobre, a rassemblé une séquence de film policier de série B. Telle est l'impression qui se dégage des versions contradictoires données par la police et les camarades d'Eric Moreau, vingt-six ans, qui a réussi ce jour-là à échapper à la brigade « anti-gang », peu avant minuit, en empruntant un passage particulièrement sombre, à proximité de la rue Saint-Fargeau, à Paris (20°).

La première version — officielle — expliquait que Eric Moreau, sur le point d'être interpellé, avait dégainé une arme de poing et tiré à essor au jugé sur les enquêteurs (le Monde du 23 octobre). Un vingtain de coups de feu auraient alors été échangés sans faire de blessés. Eric Moreau — revêtu d'un gilet pare-balles ? — aurait pu s'enfuir à pied, servi par une baraka extraordinaire.

Cette première version est désormais ouvertement contestée par Eric Moreau, ses proches et ses avocats. Un communiqué signé par les deux intellectuels révolutionnaires et leur fils, transmis à l'A.F.C. par le fils aîné d'Eric, n'est pas sans effet sur les policiers, ni au début de la tentative d'interpellation ni pendant la poursuite. Tous les impacts de balles restés sur les lieux de l'attentat - la vie d'Eric n'est pas venu venir que des armes des policiers. Eric n'était pas armé... il ne doit son salut qu'à ses jumeaux et beaucoup de chance. » Les deux camarades d'Eric poursuivent : « Voilà pour les défenses. Cet attentat terroriste de l'Etat social démocrate s'inscrivait dans un contexte d'hystérie et de déraison. »

Troisième version (de source policière) : Eric Moreau était bien armé, à tort une arme au moment où des fonctionnaires allaient l'arrêter. Ces fonctionnaires sont formels. C'est alors qu'un véhicule de la police est monté sur le trottoir, forçant sur Eric Moreau. Arme toujours à la main, celui-ci aurait roulé sur le capot de la voiture. Tout cela en vain puisque jeune homme prit aussitôt la fuite.

● *Un lycéen, âgé de vingt ans, Abbéti G. d'origine marocaine, a été blessé d'une balle de 22 long rifle au ventre samedi soir 23 octobre à Nanterre (Haute-de-Seine) alors qu'il revenait de la mosquée. Ayant perdu beaucoup de sang, il a pu être sauvé grâce aux soins intensifs qu'il lui ont été prodigués pendant deux heures sur place. Transporté à l'hôpital de Nanterre ses jours ne semblent pas en danger.*

L'origine de ce grave incident, un magasinier, M. Bernard Depierre, tout, trente-six ans, qui excéda par sa violence, d'un coup de feu, un jeune chahut d'une bande d'enfants à sa sortie carabine 22 long rifle et a tiré plusieurs coups d'armes à feu.

M. Depitout a été inculpé, mardi 26 octobre, de tentative d'homicide volontaire et écroué.

MÉDECINE

INAUGURÉ A BORDEAUX

Le nouveau Centre international aura pour tâche le développement sanitaire du tiers-monde

De notre envoyée spéciale

Donner une nouvelle orientation et une forte impulsion au développement sanitaire du tiers-monde, évaluer l'action que mène la France dans ce domaine, participer dans ses actions à la formation des médecins et personnels paramédicaux désireux de consacrer à cette tâche, telles sont les missions du Centre international de développement social et de santé communautaire (CIDESCO), inauguré à Bordeaux mardi 26 octobre, par M. Jean-Pierre Cot, ministre de la coopération et du développement.

Bordeaux. — La création du centre de Bordeaux représente l'aboutissement d'une réflexion menée depuis de longs mois au cabinet de M. Jean-Pierre Cot à propos de la nature et de la forme de l'aide française au tiers-monde dans le domaine sanitaire. Cette réflexion, notamment menée par M. Michel de la Fournière, qui présidera la CIDESCO (1), conduisait à un double constat : celui des besoins dans le domaine de la santé et celui des faiblesses de son action.

La charte du centre figurent les missions multiformes des équipes médicales françaises qui sont relayées, en particulier en Afrique, depuis les débuts de l'ère coloniale : médecins militaires, pasteurs, infirmiers et chercheurs avaient, au fil des ans, élaboré des stratégies d'action qui avaient fait leurs preuves, en particulier dans la lutte contre les grandes endémies et dans la mise au point de stratégies de prévention.

Il est resté de cette action, depuis les indépendances, un acquis considérable : celui des États africains ont acquis un attachement qui ne s'est jamais démenti, comme en a témoigné dès le début des années 60 la création de deux organismes inter-États (2) chargés de coordonner l'action de la France et de ses partenaires africains dans ce domaine.

Malgré cet acquis, la coopération française comporte des faiblesses : une faible présence gouvernementale en place depuis 1981 souhaite remédier. Depuis vingt ans, en effet, les autorités françaises ont trop souvent adhéré à des politiques sanitaires que les jeunes États africains tendaient à calquer sur celles de l'ancienne métropole, engendrant des hôpitaux-cathédrales et trop peu soutenus d'actions préventives pour autant indispensables.

Une triple mission

A ces erreurs trop fréquentes d'orientation, dont la responsabilité est à imputer tout autant aux bailleurs que aux receveurs d'aide, se sont ajoutés, de la part de la France, des lacunes dans l'évaluation de ses propres actions. Comme

on le souligne au ministère de la coopération, « nous manquons d'une information objective, d'une part, sur les retombées effectives de l'aide apportée des populations bénéficiaires, d'autre part sur l'état pathologique réel de ceux que nous aidons ». Enfin, les interventions de la France souffrent d'un manque de coordination et d'une certaine dispersion.

Elaboration théorique, mise en coordination, telles devaient être les missions d'un institut dédié à la création fut envisagée. Si le CIDESCO, qui devra devenir à plus long terme un institut de développement social et de santé communautaire, ayant un statut d'établissement public, aujourd'hui installé à Bordeaux, c'est en fait un centre de réflexion, qu'un cadre qu'il est difficile de remplir, d'une part, en matière de

l'histoire du Bordeaux, une fois l'Afrique. La présence dans l'une de ses sections d'un enseignement actif de médecine tropicale, les exigences de la décentralisation, ont abouti de justifier une telle structure. L'installation du CIDESCO en Aquitaine. La tâche du CIDESCO est triple : informer, évaluer, soutenir des initiatives. Les tâches d'enseignement consistent, d'une part, à former des médecins africains, qui se voient offrir des actions de santé communautaires dans le tiers-monde ; d'autre part, à recevoir des stagiaires, médecins ou paramédicaux, en provenance des pays en voie de développement. Les premiers stagiaires, formés dès cette année, viendront du centre de santé communautaire de Savar, au Bangladesh. Autre fonction du CIDESCO : évaluer les actions de santé que la France mène outre-mer. Ce qui suppose la mise en place d'un « réseau » d'informations sur ce qui est entrepris à l'heure actuelle, réseau jusqu'à présent inexistant, éparpillé et dont il s'agit de rassembler les éléments. Enfin, le centre de Bordeaux se propose, en liaison avec les résultats de ces évaluations, de soutenir les recherches appliquées, menées sur le terrain, afin d'élaborer les stratégies les plus adaptées au développement de la santé communautaire.

Cet ensemble s'inscrit dans les conceptions nouvelles, élaborées conjointement par l'Organisation mondiale de la Santé (O.M.S.) et l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance), depuis la conférence d'Alma-Ata, en 1978, et qui consistent à « passer des politiques communautaires de santé à des politiques de santé communautaires ». Comme l'a souligné M. Jean-Pierre Cot, « une telle approche s'impose du rôle que peut et doit jouer la santé dans le développement ». Une telle approche « implique des pratiques d'assistance qui relèvent des transferts de technologies, des réponses à des besoins prioritaires du plus grand nombre ».

Au cœur d'un réseau vaste, le centre de Bordeaux ne constitue, à la fois, de la réflexion, qu'un cadre qu'il est difficile de remplir, d'une part, en matière de

mondiale de la Santé (O.M.S.) et l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance), depuis la conférence d'Alma-Ata, en 1978, et qui consistent à « passer des politiques communautaires de santé à des politiques de santé communautaires ». Comme l'a souligné M. Jean-Pierre Cot, « une telle approche s'impose du rôle que peut et doit jouer la santé dans le développement ». Une telle approche « implique des pratiques d'assistance qui relèvent des transferts de technologies, des réponses à des besoins prioritaires du plus grand nombre ».

Au cœur d'un réseau vaste, le centre de Bordeaux ne constitue, à la fois, de la réflexion, qu'un cadre qu'il est difficile de remplir, d'une part, en matière de

pesanteur des habitudes anciennes ; d'autre part, en matière de nouvelles structures du ministère de la coopération et du développement, désormais investi de tâches qui ont trait à l'ensemble du tiers-monde et non plus seulement à l'Afrique noire francophone. Une mission difficile, qui n'est pas nécessairement impossible.

CLAIRE BRISSET.

(1) Le vice-président du M. G. Tchernia (éducation nationale), et M. général, M. Roland Collin (coopération et développement).
(2) O.C.C.G.E. : Organisation de coopération et de développement pour la France et les grands endémies (Africains de l'Ouest) ; O.C.E.A.C. : Organisation de coopération pour la lutte contre les grandes endémies d'Afrique centrale.

ÉDUCATION

L'université de Franche-Comté ne peut plus équilibrer le budget du Centre linguistique

De notre correspondant

Besançon. — Pour attirer l'attention sur la situation du Centre de linguistique appliquée (C.L.A.), la commission d'administration de l'université de Franche-Comté a décidé de fermer les U.E.R. pour la journée du 27 octobre. Le C.L.A. ne peut, en effet, faire face aux charges qui s'imposent à lui du fait que le personnel enseignant n'est pas payé par le budget de l'État (à l'exception de deux postes). Les salaires des professeurs (1 400 000 francs) ne pourront être versés que si l'université, qui a déjà avancé 200 000 francs pour permettre le règlement des traitements d'octobre, consent à verser le prêt ou annule ou en réduisant certains autres de ses programmes.

Pour autant, l'équilibre budgétaire du C.L.A. n'est pas assuré pour l'année 1983. Le département de la faculté des lettres et sciences humaines, le C.L.A., connaît depuis plusieurs années de graves difficultés et son budget est arrêté par le recteur de l'université de Franche-Comté. L'attribution par l'État d'une subvention d'équilibre qui se révèle aujourd'hui insuffisante.

Le conseil de l'université, tout en notant que le ministre de l'éducation nationale « n'a pas tenu ses promesses » concernant la prise en charge par l'État d'une partie des postes d'enseignants, demande qu'un plan d'intégration du personnel soit élaboré et qu'en attendant son application le fonctionnement du centre soit subventionné. Il s'agit, d'autre part, que les conclusions de

la commission Auba, chargée, au ministère de l'éducation nationale, d'étudier les problèmes relatifs à l'enseignement en France du français aux étrangers, ne soient pas oubliées. Elle demande la publication rapide.

Il relève enfin que le ministère de la coopération et celui des relations extérieures dirigent plus facilement les stagiaires étrangers vers les centres privés comme celui de Vichy (3). Il est vrai que cette dernière ville dispose de possibilités d'hébergement supérieures à Besançon.

Devant le conseil municipal de la ville, M. Michel Schwint, maire de Besançon, sénateur (P.S.) du Doubs, a lui-même souligné que le C.L.A. n'avait pas rempli ses engagements qu'il avait formulés. Il a indiqué que de nombreux contacts avaient été engagés, notamment avec M. Alain Savary et les services du premier ministre.

CLAUDE FABERT.

(1) Créé il y a plus de vingt ans, le Centre de linguistique appliquée de Besançon (C.L.A.) a été rattaché à l'université de Franche-Comté en 1976. Il est devenu un centre pilote pour l'enseignement des langues aux étrangers.
(2) Le Centre de linguistique appliquée de Vichy est le plus ancien (le 10 décembre 1981).

DÉFENSE

CORRESPONDANCE

Le témoignage d'un appelé sanctionné de Canjuers

Après le décès de M. François Mitterrand, le 15 octobre, l'armée nous a rendu la lettre de M. Yves Strallou, commandant en chef du régiment d'artillerie en garnison à Canjuers (Var). Mon cas est significatif. Pour avoir participé aux manifestations du 1^{er} mai en tenue, j'ai été sanctionné de vingt jours d'arrêt et muté du 63^e régiment d'artillerie (Phalsbourg) au 80^e régiment d'artillerie (Canjuers). Pour avoir écrit l'auteur d'une lettre au Canada, j'ai été sanctionné de dix jours d'arrêt. J'ai été également sanctionné de dix jours d'arrêt pour avoir écrit une lettre au Canada d'hygiène lamentable dans le camp de Canjuers. J'ai été sanctionné de dix jours d'arrêt pour avoir écrit une lettre au Canada d'hygiène lamentable dans le camp de Canjuers. J'ai été sanctionné de dix jours d'arrêt pour avoir écrit une lettre au Canada d'hygiène lamentable dans le camp de Canjuers.

A la suite de ma participation à la conférence de presse du collectif de campagne des soldats, j'ai été sanctionné de dix jours d'arrêt. Quatre-vingt jours pour avoir osé s'exprimer ! Je suis si « dangereux » pour la hiérarchie militaire que lors de la venue du président de la République au camp, j'ai été expédié à Lyon pour y être interrogé par la Protection et sécurité de la défense (P.S.D.), anciennement Sécurité militaire.

Pourquoi un tel acharnement dans la répression ? La hiérarchie militaire est toujours prête au

changement. Son hostilité à l'annulation de l'extension du Larzac, au remplacement des soldats de rigueur par un isolement de vingt jours maximum en cas de preuve. Elle fait tout pour empêcher l'application du service militaire à la jeunesse et l'abolition de l'armée démocratique.

Aujourd'hui, les appels s'interrogent sur l'attitude du gouvernement face à cette situation. Au lieu de s'appuyer sur la masse des jeunes sous les drapeaux qui ont contribué à la victoire, grâce à la hiérarchie militaire. Cette voie est dangereuse.

Le projet de loi du service national présenté par Pierre Mauroy devant l'Institut des hautes études de la défense nationale (I.H.E.D.N.) est l'exemple. Certes, les six mois accordés, mais à quelles conditions ! Les appels en nombre suffisant devraient se porter vers un service à dix-huit mois. Ces appels seraient de fait les plus démunis : c'est-à-dire ceux sans diplôme ni au chômage ou leur incorporation. Cette mesure est injuste, car elle viole le principe d'égalité devant la loi et périlleuse, car elle aboutit à cantonner les appels effectuant six mois à des tâches dangereuses. Le service national doit être de six mois pour tous.

ÉQUIPEMENT

A PROPOS DE...

Le remplacement de la loi Boscher

Les élus des neuf villes nouvelles françaises, toutes tendances politiques confondues, se sont réunis en assemblée générale les 22 et 23 octobre au Val-Maubeuge dans la ville nouvelle de Marne-la-Vallée (Seine-et-Marne). Ce fut pour eux l'occasion de débattre du projet de loi régissant ces agglomérations d'un genre particulier que l'Assemblée nationale a adoptées en première lecture le 8 octobre dernier et dont le Sénat doit maintenant se saisir (le Monde du 8 octobre).

A qui appartiennent les villes nouvelles ?

Le législateur tente de concilier l'inconciliable pour les villes nouvelles en voulant préserver la possibilité pour l'État d'imposer à ces populations de villages souvent isolés la construction d'agglomérations modernes qu'en général elles ne souhaitent pas. Il avait déjà l'expérience — avec plus ou moins de bonheur — en 1970 la loi de décentralisation de la région parisienne de l'Essonne. Il s'y efforce à nouveau maintenant avec le projet de loi préparé par M. Michel Rocard, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire.

Le projet est particulièrement ardu pour les villes nouvelles qui ne sont trop souvent prélevées localement comme des adversaires de ces villes nouvelles, elles ne qu'électorales. Aujourd'hui confrontés à la construction de logements sociaux, ils ont — du moins la plupart d'entre eux — compris qu'ils ne pouvaient se priver d'un outil permettant la puissance publique de maîtriser la spéculation — et de planifier l'urbanisation des banlieues.

Mais, au P.S., ceux qui ne veulent pas que les communes traditionnelles se désolent plus que ceux qui souhaitent qu'un organe communautaire fort puisse imposer le choix aux diverses communes, sur les territoires desquelles est construite la ville nouvelle, pour pouvoir réaliser un ensemble harmonieux.

La discussion ne s'est pas arrêtée avec la rédaction du projet

de loi : le congrès de Marne-la-Vallée l'a encore montré. D'autant que les interventions de M. Alain Richard, rapporteur de la loi à l'Assemblée nationale, ont aussi montré que la ville nouvelle de Cergy-Pontoise, ont suffisamment montré que la formation actuelle de la loi doit être un bien des points précises. La préparation municipale de la loi doit être un bien des points précises. La préparation municipale de la loi doit être un bien des points précises. La préparation municipale de la loi doit être un bien des points précises.

Les discordes au sein du P.S. ne peuvent être entendues satisfaisantes les interventions qui, favorables à un retour à l'autonomie communale, ont clairement montré que cette formation des élus qui leurs députés n'avaient pas le projet de loi que par un véritable processus mental. Quant à la droite, qui ne préside que les syndicats communautaires sur neuf (cinq socialistes, un communiste), elle s'inquiète des dispositions de ce texte qui pourraient obliger certaines des grandes villes qu'elle dirige — comme Paris ou Metz — à quitter les villes nouvelles alors que c'est leur présence qui lui assure la majorité dans les syndicats communautaires concernés. Elle se prépare, en outre, à utiliser l'argument employé si fortement jusqu'alors par la gauche : « ça ne se peut, c'est la faute à l'État... »

THIERRY BRÉHER.

ENVIRONNEMENT

LES PROJETS DE M. HAROUN TAZIEFF

Création d'une carte de France des risques naturels

De notre correspondant

Caen. — Sur une carte de long et large de 30 mètres de profondeur, la façade du Calvados, sur la commune de Comman, s'est effondrée en 1981. Non loin de là, à Port-en-Bessin, des mouvements de terrain ont fissuré les habitations du bourg. A Villerville, en janvier 1982, un glissement de terrain a secoué une trentaine de résidences dont vingt sont à présent inhabitables. Le littoral du Calvados, en effet, est le théâtre d'un recul des terres qui a entraîné la disparition de zones habitées. Mais on qui était autrefois une conséquence de l'élévation du niveau de la mer, aujourd'hui, à Villerville notamment, l'imprudence a conduit à l'habitat sur des zones instables.

Les dégâts provoqués par ce phénomène spontané ont été constatés en début de semaine par M. Haroun Tazieff, commissaire à l'étude et à la prévention des risques naturels majeurs, accompagné de spécialistes locaux des sciences de la terre et de M. Louis Mexandeau, ministre des P.T.T., ancien député de Caen, conseiller général du Calvados et maire de Port-en-Bessin.

A cette occasion, M. Tazieff a annoncé qu'il voulait faire réaliser, dans les trois ans à venir, une carte de France des risques naturels, petits et grands. On saurait ainsi la manière précise de se situer les risques d'incendies, les forêts, de mouvements de terrain, d'inondations, etc. « qui est arrivé récemment en Espagne peut se produire en France », dit-il, les tremblements de terre. « Dire, comme vient de le faire un professeur d'université, que l'État est à l'abri est une contravention », a précisé M. Tazieff.

Les risques naturels à trouver sur ses futurs projets et son accord avec les régions et les départements, les moyens de ses ambitions. A Villerville, lundi, des sinistres ont interpellé M. Mexandeau et Tazieff sur l'obole — qui leur avait été accordé en réparation de leur préjudice. Un communiqué a été distribué indiquant qu'après le glissement de

raïn Villerville, en janvier dernier, le conseil général présidé par M. Michel d'Ornano (U.D.F.) avait décidé de créer un comité d'étude de la catastrophe.

Dans le Calvados, comme ailleurs, les grandes catastrophes naturelles sont déjà commencées.

JACK AUGER.

SPORTS

FOOTBALL

Le championnat de France

NANTES CONSERVE LA PREMIÈRE PLACE

Les trois premiers du championnat de France de football ont gardé leur position lors de la 15^e journée qui a été jouée mardi 26 octobre. Avec une victoire acquise par un but à zéro sur Auxerre, Nantes reste à la première place ; Bordeaux, vainqueur de Troyes, conserve la deuxième place ; Lens, qui a battu Metz 4-2.

Les résultats

*Nantes b. Auxerre, 1-0 ; *Bordeaux b. Toulouse, 1-0 ; *Lens b. Metz, 4-2 ; Sochaux b. Nancy, 3-1 ; *Troyes b. Lyon, 2-1 ; *Etienne (7) b. Rouen, 1-0 ; *Paris-S.G. b. Strasbourg, 4-3 ; *Monaco b. Tours (15), 3-0 ; *Bastia et Laval, 1-1 ; *Mulhouse b. Lille, 1-0.

CLASSEMENT. — 1. Nantes, 10 points ; 2. Bordeaux, 17 ; 3. Lens, 17 ; 4. Brest, 15 ; 5. Saint-Etienne, 14 ; 6. Paris-S.G., 14 ; 7. Nancy, 13 ; 8. Mulhouse, 13 ; 9. Toulouse, 13 ; 10. Laval, 12 ; 11. Auxerre, 11 ; 12. Sochaux, 10 ; 13. Metz, 9 ; 14. Strasbourg, 9 ; 15. Lyon, 9 ; 16. Bastia, 9 ; 17. Tours, 9 ; 18. Mulhouse, 9 ; 19. Rouen, 8 ; 20. Lille, 8.

La mort du docteur Henri Pradal, auteur du Guide des médicaments les plus courants

Le docteur Henri Pradal est décédé le 22 octobre à Paris, à l'âge de cinquante et un ans. Ce médecin, ancien toxicologue dans l'industrie pharmaceutique, était connu du grand public depuis 1974, date de la parution de son Guide des médicaments les plus courants.

Au risque de vulgariser...

En publiant son ouvrage, à l'âge de quarante-trois ans, le docteur Pradal avait acquis la célébrité, mais était devenu, de ce fait, un marginal. Un spécialiste de la toxicologie avait auparavant, durant douze ans, fait carrière dans cinq firmes pharmaceutiques.

Son livre fut, dès sa sortie en librairie, vivement critiqué par l'industrie pharmaceutique. Le Syndicat national de l'industrie pharmaceutique y voit notamment une forme d'« agression contre la profession ». Après une interdiction de sa diffusion, ordonnée par la cour d'appel de Paris, onze firmes pharmaceutiques tentèrent en définitive de poursuivre contre l'auteur.

Il est ce dictionnaire original, le docteur Pradal prenait le premier le risque de traiter de l'efficacité et des dangers des médicaments en termes compréhensibles par le grand public. Il fut soutenu par la Fédération des coopératives de consommateurs. L'ouvrage connut un très gros succès de librairie. Il fut ensuite fréquemment copié.

Dans les années qui suivirent, le docteur Pradal continua ce qui lui était devenu un combat. Il publia notamment d'autres ouvrages « grand public » : les médicaments « grand public », les médicaments « en préface un trouble » (1). En 1977, il lance la revue l'Impatient, un « mensuel de défense et d'information

des consommateurs de soins médicaux ». Il en abandonne le poste de directeur en juin 1980 pour se consacrer à la rédaction de son ouvrage. La même année, il est suspendu d'exercice de la médecine pour une période de trois mois par le conseil régional de l'ordre des médecins d'Ile-de-France. On lui reproche alors la parution d'un article — dont il n'est pas l'auteur — qui fait l'apologie de « traitements charlatanesques » de la polyomyélite.

Isolé au sein du corps médical, vivement critiqué dans les milieux de l'industrie pharmaceutique, qui lui reprocheront toujours d'avoir bafoué sa notoriété en « crachant dans la soupe », délaissé par certains consommateurs de courants « antimédecine officielle », le docteur Pradal apparaît, en dépit de ses succès de librairie, comme un homme seul. Il ne s'agit pas de celui qui prit le risque de vulgariser une information contradictoire sur les médicaments.

J.-Y. N.

(1) Outre le Guide des médicaments les plus courants, le docteur Pradal avait publié les Guides l'Impatient, en 1975, et le Marché de l'angoisse, en 1970. Tous ces ouvrages ont été publiés par Le Seuil. Il a aussi préfacé, en 1978, l'Affaire Sandoz, de M. André Concord, chez Jean-Jacques Pauvert.

5021

ANNONCES ENCADRÉES	Le 1er oct. *	15 oct. TTC
D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

OFFRES D'EMPLOIS

100

OFFRES D'EMPLOI	Le m²	Le m² TTC
DEMANDES D'EMPLOI	71,00	24,70
IMMOBILIER	21,00	24,70
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. IMMOB. CAPITAUX	140,00	164,84

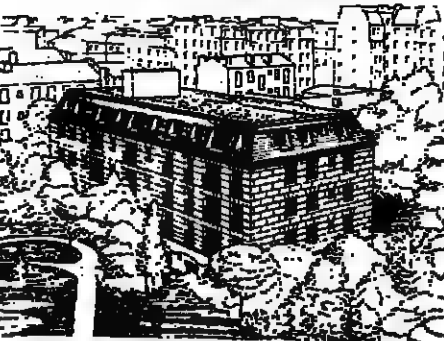
ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m²	Le m² TTC
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

L'immobilier

appartements vente

A PARIS :
LE CALME ET LE CONFORT...



LES ARCADES DE LA NATION
113, rue Montreuil 75011 PARIS
Le calme et le confort à deux pas de la Nation.
Un élégant petit immeuble en pierre de taille et
toit d'ardoise, 20 appartements seulement, grand
standing. Du 11 au 4/5 pièces. Livrables fin 1982.



Bureau de vente ouvert : lundi, jeudi et vendredi
de 14 h à 18 h. Samedi et dimanche de 10 h à 12 h
et de 14 h à 18 h. Tél. : 867-17-44

93 Seine-Saint-Denis

93 - BONDY
APPART. 4 pièces (71 m²)
dans résidence
Espace vert, séjour,
2 chambres, loggia,
cave, parking privé.
Prix : 250.000 F.
Tél. : 849-20-35, après 18 h.

94 Val-de-Marne

VINCENNES
80 DE LA LIBERATION
2 PCES GAND CRT 58 m².
CALME. 110 m² de jardin.
Tél. : 867-17-44

Province

A vendre, Nîmes-Ouest,
appt 73, standing bien exposé,
avec ou sans box dans garage,
terme. Prix à débattre.
S'adresser : M. Suter,
48, galerie Ruffini-Wagner,
33000 NÎMES.

SOCIÉTÉ VEND IMMOBILIER
PRÉS D'ORLÈANS
20 appt. finition fin 82, prêts
conventionnés pour investisseurs
entre sous le n° 0354-38 M.
RÉGIE-PRESSE
88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

appartements occupés

BOULEVARD ST-GERMAIN
CARDINAL LEMOINE
Bel imm. pierre de t. sec. sapin,
sec. 47 m², 4/5 pièces, 5000 F.
r. ch. 100 m². Px 770.000 F.
104-45. Droit de rétrocession
jusqu'à 14 h 30 à 16 h 30.
11, BOULEVARD ST-GERMAIN.

locations non meublées offertes

Paris

POMPE, imm. P. de T., stand.,
5 p, 130 m², r.-de-ch. dble liv., 4
ch. ch., 2 s. b., 1000 F. 8000 F.
+ ch. COURTOIS, 285-40-70.

locations non meublées demandées

Paris

COLLABORATEUR DU JOURNAL
CH. d'Al. 83 m² 4/4 P.
Paris 8°, 17° ou 18° ou soit
seulement avec C.A. Loyer
max. : 4.800 F. ch. comprises.
S'ad. : 8, rue du Monde P.
services ALONCON, 285-40-70.
8, rue du Monde, 75008 Paris.
Tél. : 578-84-42.

PROPRIÉTAIRES

Pour louer rapidement SANS
FRAIS et SANS AGENCE vos
appartements vides et meublés
à Paris et en banlieue.
Téléphone : 282-12-50.

PROPRIÉTAIRE LOUER SANS FRAIS

115 APPARTEMENTS
PARIS 11° 12° 13° 14°
Sous 400 F. par mois
CLIENTS SÉLECTIONNÉS
LOYER GARANTIE
Tél. 359-64-00

EXCEPTIONNEL !

PLACE DE L'OPÉRA
280 m² de terrain
AUGUSTE THOUARD
285-54-07 (poste 255)

Domiciliations : 8-2

SECRÉTARIAT. TEL. TELEK.
Loc. bureau, toutes démarches
pour constitution de sociétés.
ACTE S.A. 261-88-88 +

PRÉS CHAMPS-ÉLYSÉES

UN NOUVEAU
CENTRE D'AFFAIRES
PRESTIGIEUX

Votre adresse,
votre bureau,
votre secrétariat,
votre salle de réunion,
POUR UN JOUR OU PLUS

LE SATELLITE

8, r. Copernic, 75118 PARIS
Tél. (1) 72-15-55

VOTRE BUREAU
OU DÉPÔS 150 F/MOIS
10 D'OUVERTURE + SERVICES
S.A.R.L. Artisans - 285-56-74

WEATHERALLS

DAUMESNIL,
125 285 408 m² de terrain
CHAMPS-ÉLYSÉES 617 454 m²
prestige.
MATHIGNON, 175 m²
ST-LAZARE, 400 m²
Tél. : 563-05-50.

(8) A LOUER

Rez-de-chaussée 108 m² +
partage
AUGUSTE THOUARD
Tél. 285-54-07 (poste 255).

P.M.E. cède droit au bail à

Paris, 400 m² de bur. meublé
av. tel. loué à 80 % (rap.
21.000 F.). Loyer
13.000 F/mois, bail restant
8 ans prix cte. 350.000 F. (Dr.
s/réf. V. 18.210 Alpha contact,
2, place Lafayette,
78000 VERSAILLES, qui trans.

viagers

FONCIAI VIAGERS
19, bd MALESHERBES-8°.
286-32-35. Spécialiste 43 ans
d'expérience, étude gratuite
discret, rente indexée.
9°, libre Richelieu-Drouot, 5 p.
tr. ch. 850.000 F. + 4.270.
Fme 85 ans. 266 00.

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux

Ventes

PORTE D'ITALIE, petit immeu-
ble, indépendant, 1.000 m².
NOTTE PICQUET, Immeuble
indépendant 150 m².
EMILIE 200 m².
PRÉAL.
280-30-83 - 286-53-01.

PROX. CHAMPS-ÉLYSÉES.

AUGUSTE THOUARD
Tél. 285-54-07 (POSTE 311).

PARTE DE PARIS

MÉTRO Imm. moderne 100 m².
10 parkings, disponible.
GECI CTI
Tél. : 720-50-80.

RAYMOND-POINCARRE

IMINCO : 562-35-50.

GARE DE LYON

IDÉAL INVESTISSEUR
petit imm. commercial 180 m².
10 bureaux indépendants, refait à
neuf - loyer annuel 150.000 F.
murs 1.700.000 F. Téléph. au
premier 225-33-08 Le matin.

Locations

BUREAUX MEUBLÉS
à Paris-8°, 9° ou 15°
SIÈGES SOCIAUX
ET DOMICILIATIONS
Tél. : 285-54-07 (poste 255)
CONSTITUTIONS STES
Prix compét. Délais rapides

ASPAC.

293-60-50 +

OPÉRA 100 m²

MARC DANTARD
Téléphone 285-03-23.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

SAISON 1982-83
Constitution de 10
Démarches et tous services,
permances téléphoniques
355-17-50
MEMBRE F.F.E.D.

VOTRE SECRÉTARIAT

VOTRE ANTENNE A PARIS
VOTRE SIÈGE SOCIAL
8° COLISÉE ÉLYSÉES
TELEX ET TOUTS SERVICES
CRÉATION 1982-83
A.F.C. 358-20-20.

EXCEPTIONNEL !

PLACE DE L'OPÉRA
280 m² de terrain
AUGUSTE THOUARD
285-54-07 (poste 255)

Domiciliations : 8-2

SECRÉTARIAT. TEL. TELEK.
Loc. bureau, toutes démarches
pour constitution de sociétés.
ACTE S.A. 261-88-88 +

PRÉS CHAMPS-ÉLYSÉES

UN NOUVEAU
CENTRE D'AFFAIRES
PRESTIGIEUX

Votre adresse,
votre bureau,
votre secrétariat,
votre salle de réunion,
POUR UN JOUR OU PLUS

LE SATELLITE

8, r. Copernic, 75118 PARIS
Tél. (1) 72-15-55

VOTRE BUREAU

OU DÉPÔS 150 F/MOIS
10 D'OUVERTURE + SERVICES
S.A.R.L. Artisans - 285-56-74

WEATHERALLS

DAUMESNIL,
125 285 408 m² de terrain
CHAMPS-ÉLYSÉES 617 454 m²
prestige.
MATHIGNON, 175 m²
ST-LAZARE, 400 m²
Tél. : 563-05-50.

(8) A LOUER

Rez-de-chaussée 108 m² +
partage
AUGUSTE THOUARD
Tél. 285-54-07 (poste 255).

P.M.E. cède droit au bail à

Paris, 400 m² de bur. meublé
av. tel. loué à 80 % (rap.
21.000 F.). Loyer
13.000 F/mois, bail restant
8 ans prix cte. 350.000 F. (Dr.
s/réf. V. 18.210 Alpha contact,
2, place Lafayette,
78000 VERSAILLES, qui trans.

viagers

FONCIAI VIAGERS
19, bd MALESHERBES-8°.
286-32-35. Spécialiste 43 ans
d'expérience, étude gratuite
discret, rente indexée.
9°, libre Richelieu-Drouot, 5 p.
tr. ch. 850.000 F. + 4.270.
Fme 85 ans. 266 00.

locations

BUREAUX MEUBLÉS
à Paris-8°, 9° ou 15°
SIÈGES SOCIAUX
ET DOMICILIATIONS
Tél. : 285-54-07 (poste 255)
CONSTITUTIONS STES
Prix compét. Délais rapides

ASPAC.

293-60-50 +

OPÉRA 100 m²

MARC DANTARD
Téléphone 285-03-23.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

SAISON 1982-83
Constitution de 10
Démarches et tous services,
permances téléphoniques
355-17-50
MEMBRE F.F.E.D.

VOTRE SECRÉTARIAT

VOTRE ANTENNE A PARIS
VOTRE SIÈGE SOCIAL
8° COLISÉE ÉLYSÉES
TELEX ET TOUTS SERVICES
CRÉATION 1982-83
A.F.C. 358-20-20.

EXCEPTIONNEL !

PLACE DE L'OPÉRA
280 m² de terrain
AUGUSTE THOUARD
285-54-07 (poste 255)

Domiciliations : 8-2

SECRÉTARIAT. TEL. TELEK.
Loc. bureau, toutes démarches
pour constitution de sociétés.
ACTE S.A. 261-88-88 +

PRÉS CHAMPS-ÉLYSÉES

UN NOUVEAU
CENTRE D'AFFAIRES
PRESTIGIEUX

Votre adresse,
votre bureau,
votre secrétariat,
votre salle de réunion,
POUR UN JOUR OU PLUS

LE SATELLITE

8, r. Copernic, 75118 PARIS
Tél. (1) 72-15-55

VOTRE BUREAU

OU DÉPÔS 150 F/MOIS
10 D'OUVERTURE + SERVICES
S.A.R.L. Artisans - 285-56-74

WEATHERALLS

DAUMESNIL,
125 285 408 m² de terrain
CHAMPS-ÉLYSÉES 617 454 m²
prestige.
MATHIGNON, 175 m²
ST-LAZARE, 400 m²
Tél. : 563-05-50.

(8) A LOUER

Rez-de-chaussée 108 m² +
partage
AUGUSTE THOUARD
Tél. 285-54-07 (poste 255).

P.M.E. cède droit au bail à

Paris, 400 m² de bur. meublé
av. tel. loué à 80 % (rap.
21.000 F.). Loyer
13.000 F/mois, bail restant
8 ans prix cte. 350.000 F. (Dr.
s/réf. V. 18.210 Alpha contact,
2, place Lafayette,
78000 VERSAILLES, qui trans.

viagers

FONCIAI VIAGERS
19, bd MALESHERBES-8°.
286-32-35. Spécialiste 43 ans
d'expérience, étude gratuite
discret, rente indexée.
9°, libre Richelieu-Drouot, 5 p.
tr. ch. 850.000 F. + 4.270.
Fme 85 ans. 266 00.

locations

BUREAUX MEUBLÉS
à Paris-8°, 9° ou 15°
SIÈGES SOCIAUX
ET DOMICILIATIONS
Tél. : 285-54-07 (poste 255)
CONSTITUTIONS STES
Prix compét. Délais rapides

ASPAC.

293-60-50 +

OPÉRA 100 m²

MARC DANTARD
Téléphone 285-03-23.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

SAISON 1982-83
Constitution de 10
Démarches et tous services,
permances téléphoniques
355-17-50
MEMBRE F.F.E.D.

VOTRE SECRÉTARIAT

VOTRE ANTENNE A PARIS
VOTRE SIÈGE SOCIAL
8° COLISÉE ÉLYSÉES
TELEX ET TOUTS SERVICES
CRÉATION 1982-83
A.F.C. 358-20-20.

EXCEPTIONNEL !

PLACE DE L'OPÉRA
280 m² de terrain
AUGUSTE THOUARD
285-54-07 (poste 255)

Domiciliations : 8-2

SECRÉTARIAT. TEL. TELEK.
Loc. bureau, toutes démarches
pour constitution de sociétés.
ACTE S.A. 261-88-88 +

PRÉS CHAMPS-ÉLYSÉES

UN NOUVEAU
CENTRE D'AFFAIRES
PRESTIGIEUX

Votre adresse,
votre bureau,
votre secrétariat,
votre salle de réunion,
POUR UN JOUR OU PLUS

LE SATELLITE

8, r. Copernic, 75118 PARIS
Tél. (1) 72-15-55

VOTRE BUREAU

OU DÉPÔS 150 F/MOIS
10 D'OUVERTURE + SERVICES
S.A.R.L. Artisans - 285-56-74

WEATHERALLS

DAUMESNIL,
125 285 408 m² de terrain
CHAMPS-ÉLYSÉES 617 454 m²
prestige.
MATHIGNON, 175 m²
ST-LAZARE, 400 m²
Tél. : 563-05-50.

(8) A LOUER

Rez-de-chaussée 108 m² +
partage
AUGUSTE THOUARD
Tél. 285-54-07 (poste 255).

P.M.E. cède droit au bail à

Paris, 400 m² de bur. meublé
av. tel. loué à 80 % (rap.
21.000 F.). Loyer
13.000 F/mois, bail restant
8 ans prix cte. 350.000 F. (Dr.
s/réf. V. 18.210 Alpha contact,
2, place Lafayette,
78000 VERSAILLES, qui trans.

viagers

FONCIAI VIAGERS
19, bd MALESHERBES-8°.
286-32-35. Spécialiste 43 ans
d'expérience, étude gratuite
discret, rente indexée.
9°, libre Richelieu-Drouot, 5 p.
tr. ch. 850.000 F. + 4.270.
Fme 85 ans. 266 00.

locations

BUREAUX MEUBLÉS
à Paris-8°, 9° ou 15°
SIÈGES SOCIAUX
ET DOMICILIATIONS
Tél. : 285-54-07 (poste 255)
CONSTITUTIONS STES
Prix compét. Délais rapides

ASPAC.

293-60-50 +

OPÉRA 100 m²

MARC DANTARD
Téléphone 285-03-23.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

SAISON 1982-83
Constitution de 10
Démarches et tous services,
permances téléphoniques
355-17-50
MEMBRE F.F.E.D.

VOTRE SECRÉTARIAT

VOTRE ANTENNE A PARIS
VOTRE SIÈGE SOCIAL
8° COLISÉE ÉLYSÉES
TELEX ET TOUTS SERVICES
CRÉATION 1982-83
A.F.C. 358-20-20.

EXCEPTIONNEL !

PLACE DE L'OPÉRA
280 m² de terrain
AUGUSTE THOUARD
285-54-07 (poste 255)

Domiciliations : 8-2

SECRÉTARIAT. TEL. TELEK.
Loc. bureau, toutes démarches
pour constitution de sociétés.
ACTE S.A. 261-88-88 +

PRÉS CHAMPS-ÉLYSÉES

UN NOUVEAU
CENTRE D'AFFAIRES
PRESTIGIEUX

Votre adresse,
votre bureau,
votre secrétariat,
votre salle de réunion,
POUR UN JOUR OU PLUS

LE SATELLITE

8, r. Copernic, 75118 PARIS
Tél. (1) 72-15-55

VOTRE BUREAU

OU DÉPÔS 150 F/MOIS
10 D'OUVERTURE + SERVICES
S.A.R.L. Artisans - 285-56-74

WEATHERALLS

DAUMESNIL,
125 285 408 m² de terrain
CHAMPS-ÉLYSÉES 617 454 m²
prestige.
MATHIGNON, 175 m²
ST-LAZARE, 400 m²
Tél. : 563-05-50.

(8) A LOUER

Rez-de-chaussée 108 m² +
partage
AUGUSTE THOUARD
Tél. 285-54-07 (poste 255).

P.M.E. cède droit au bail à

Paris, 400 m² de bur. meublé
av. tel. loué à 80 % (rap.
21.000 F.). Loyer
13.000 F/mois,

سكنا من الامل

Le Monde

économie

COMMERCE INTERNATIONAL

La France est déficitaire à l'égard de tous les pays de la C.E.E., sauf la Grèce

M. Jobert se trouve placé, dit-il, à l'embouchure d'un fleuve, le déficit extérieur résultant de « tout ce qui se passe en amont, le long des berges et à la source ». En fait, pour prolonger l'image ministérielle, il ne s'agit plus de flot, mais de crue, tant est forte la montée des importations et dangereux l'accroissement du solde négatif. Ce péril apparaît clairement à la lecture des statistiques détaillées (1) pour les neuf premiers mois de 1982, qui font ressortir l'importance du déséquilibre enregistré à l'égard des pays de la C.E.E.

M. Jobert - dont le Japon n'est pas le seul souci - a réuni en « conseil » le 26 octobre les conseillers commerciaux en poste dans les pays de la C.E.E. Face à un corps, dont le ministre d'Etat avait déclaré crûment, le 16 octobre, à l'Assemblée nationale : « Beaux-coups de gens y rouspillent, même si certains chefs de poste sont très efficients », M. Jobert a souligné l'importance du problème, qui fait des soutiens spéciaux, alors que les grands contrats, comme il l'indiquait en février, à Marseille, restent fragiles et sont bénéficiaires que parce qu'ils apportent de l'activité au pays.

Selon le communiqué du quai Branly, la grave situation actuelle « résulte d'une double difficulté économique générale : hausse du dollar, récession internationale, maintien de taux de croissance et d'inflation élevés en France, mais aussi des insuffisances du commerce extérieur ». M. Jobert a souligné la faiblesse des implantations commerciales des entreprises à l'étranger. Après avoir rappelé les chiffres du commerce extérieur, il a souligné que les conseillers commerciaux étaient, « en première ligne », mobilisés pour l'ensemble des agents économiques « le retour à l'équilibre des échanges ».

Dérèglement

Il s'agit pour eux de « chercher à rapprocher en permanence des entreprises en France comme à l'étranger ».

La tâche est rude, même si la France n'est pas isolée. En effet, l'accroissement du déficit à l'égard de la C.E.E. est d'autant plus inquiétant qu'il n'est pas lié à un seul effet de masse, mais à une dégradation des performances, les importations ayant d'une année à l'autre augmenté de 23,6 % pour atteindre 264,7 milliards et les exportations n'ayant progressé que de 11,4 % pour représenter 218,4 milliards de francs. Le taux de couverture des achats par les ventes s'est détérioré, étant passé de 91,6 % à 82,5 %.

L'analyse par pays confirme le dérapage : vis-à-vis de l'Allemagne fédérale, le principal partenaire de la France, le déficit est passé de 14,9 milliards à 28 milliards de francs, les importations ayant augmenté de 11,4 % à 94,5 milliards et

les exportations de 10,6 % à 66,5 milliards. Le taux de couverture s'est établi à 70,4 % (contre 80,2 % l'an dernier). Le même constat se fait vis-à-vis de l'Union belge-luxembourgeoise, le solde négatif étant passé de 2 à 4 milliards (+ 19,8 % pour les importations) et - faible variation dans ce cas - de 67,2 à 68,1 pour les Pays-Bas, le déficit étant passé de 8,8 à 10,5 milliards (+ 17,2 % pour les importations ; + pour les exportations).

Le bilan des échanges a même changé de signe à l'égard de la Grande-Bretagne et de l'Italie. Postif de 2,8 milliards vis-à-vis de Londres, il est devenu négatif de 0,9 milliard, les importations ayant augmenté de 27,7 % pour atteindre 33,1 milliards, les exportations de 32,2 milliards. Le taux de couverture est passé de 110,6 % à 97,3 %. En ce qui concerne Rome, l'excédent de 4,2 milliards s'est transformé en déficit de 2,5 milliards, les importations s'étant accrues de 24,9 à 52,6 milliards, les exportations de 8,2 à 50,1 milliards. Le taux s'est inscrit à 95,1 au lieu de 109,9 %.

Il en est de même globalement pour les trois derniers pays de la C.E.E. (Irlande, Danemark, Grèce) vis-à-vis desquels le solde positif de 0,8 milliard de janvier à septembre 1981 est devenu négatif à 0,2 milliard pour la même période de 1982. Finalement, compte tenu des déficits enregistrés à l'égard de Dublin et de Copenhague, la France s'est retrouvée excédentaire que vis-à-vis d'Athènes.

Le bilan n'est pas non plus glorieux, s'il est peut-être significatif, à l'égard des autres pays industrialisés. Vis-à-vis de l'Espagne, pays candidat à l'entrée dans la C.E.E., le déficit s'est accru, passant de 1,3 à 3,6 milliards, les importations ayant augmenté de 29,3 % pour atteindre 17,2 milliards et les exportations de 13,8 % pour représenter 13,6 milliards. Forte détérioration : le solde est passé de 90,4 à 79,5 %, la France a conservé pratiquement le même excédent : 6,9 milliards (contre 7,1 milliards, les importations s'étant toutefois accrues de 6,6 à 11 milliards et les exportations de 2,7 à 17,9 milliards).

Les Dix cherchent à réduire les importations d'acier et de textile

De notre correspondant

Luxembourg (Communautés européennes). - Plusieurs dossiers ont été examinés par le conseil des ministres le 26 octobre.

Les Dix ont décidé de demander à la commission européenne pour négocier avec les fournisseurs extérieurs des accords d'autolimitation qui soient appliqués à l'importation des produits sidérurgiques et textiles. Les importations de ces deux secteurs représentent environ 20 % des besoins de la C.E.E., un peu plus de la moitié des importations d'autolimitation.

Compte tenu de la mauvaise conjoncture, les Dix estiment nécessaire de réduire les quotas d'importations autorisées, mais ils ne sont pas parvenus à un accord sur l'ampleur moyenne de cette réduction : la commission, appuyée par l'Allemagne, estime que les quotas seraient suffisants : la France et le Royaume-Uni l'ont refusée. En conséquence, les Dix voudraient imposer des accords d'autolimitation à un certain nombre de producteurs, en particulier latino-américains, qui ont l'habitude d'échapper à cette discipline, comme le Venezuela, l'Argentine. Avec le Brésil, la C.E.E. a signé un accord qui porte sur le ferromanganèse. Elle voudrait l'étendre à d'autres produits.

TEXTILE ET HABILEMENT. - La C.E.E. négocie depuis juin les accords d'autolimitation avec les fournisseurs signataires de l'accord multi-fibres (A.M.F.). Il s'agit des pays producteurs d'Asie, d'Amérique latine et de l'Est européen, des

négociations ont lieu, mais certains exportateurs refusent jusqu'à présent les offres qui leur sont faites par la C.E.E.

Le conseil a accepté quelques propositions de la commission européenne. Un accord a déjà été signé avec l'un d'entre eux, le Thaïlande. Il reste à négocier avec les quatre autres : les Philippines, l'Indonésie, Singapour. En revanche les ministres des affaires d'améliorer l'offre des trois fournisseurs « dominants » : Hongkong, le Viet Nam et le Mexique. La C.E.E. a refusé les importations en provenance de ces trois pays pour l'instant.

ACCORD A L'AMERIQUE CENTRALE. - L'aide fournie par la Communauté serait de l'ordre de 10 millions d'ECU par pays (environ 67 millions de francs), la commission a proposé un retour à une situation bénéficiaire : le Honduras, la Costa Rica, Saint-Domingue et le Nicaragua. Une telle décision n'a été prise car deux pays membres, le Royaume-Uni et la R.F.A., ne veulent pas l'inclusion du Nicaragua dans la liste pour des raisons politiques.

LA COMPENSATION BUDGETAIRE BRITANNIQUE. - Dix sont parvenus à un accord sur la manière dont sera réglée la compensation financière de 850 millions d'ECU qui sera versée en mai dernier d'accorder au Royaume-Uni afin de réduire sa contribution au budget européen. Dix ont convenu de limiter l'octroi d'une nouvelle compensation pour 1982. - Ph. L.

Vis-à-vis de l'ensemble de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques), le déficit a presque doublé, passant de 40,4 milliards de francs pour les trois premiers trimestres de 1981 à 78,2 milliards durant la même période de cette année. A l'égard de la seule C.E.E., le bilan est encore plus sombre, puisque le solde négatif a été deux fois et demi plus élevé, s'établissant à 46,3 milliards au lieu de 18 milliards de francs. La France s'est ainsi retrouvée déficitaire à l'égard de tous les pays de la Communauté européenne, sauf la Grèce, alors qu'elle était encore excédentaire l'an dernier vis-à-vis de la Grande-Bretagne et de l'Italie.

La dégradation des échanges extérieurs est comparativement moins forte à l'égard des deux puissances commerciales dominantes que sont les Etats-Unis et le Japon, premier et troisième exportateurs de l'O.C.D.E. en 1981 (avec respectivement 11,5 % et 7,7 % du total). La France s'est située au cinquième rang, (5,1 %) après la R.F.A. (8,9 %), la Grande-Bretagne (5,4 %). Vis-à-vis de Washington, le solde est un peu augmenté, passant de 18,3 milliards pour les neuf mois de 1981 à 19,3 milliards pour la même période de 1982. Les exportations (+ 8,8 %) s'étant accrues respectivement de 23,9 à 43,1 milliards ; mais le dollar est haut et le taux de couverture est faible (55,5 % contre 53,9 %).

Les résultats des échanges avec Tokyo, la deuxième puissance commerciale, ont été de 37,2 % de couverture, 37 %. Les exportations ont progressé de 35,4 %, mais ont atteint de 34,6 % pour atteindre 14,6 milliards. Le déficit est ainsi à 9,2 milliards au lieu de 6,9 milliards de francs.

Il faut ajouter à ce bilan le solde négatif excédentaire, les échanges avec les pays à économie centralisée, dont le déficit a fortement augmenté, étant passé de 2,5 à 9,1 milliards de francs. Les importations ont augmenté de 14,3 %, ayant atteint 23,6 milliards, alors que les exportations ont diminué de 20,6 %, atteignant 14,5 milliards. Le taux de couverture a chuté, s'étant inscrit à 61,2 au lieu de 88,1 %.

Enfin, le déséquilibre à l'égard de l'O.P.E.P. a fléchi, étant revenu de 47,6 milliards à 40,4 milliards. Les importations ont diminué de 89,1 à 48,7 milliards (+ 14,3 %), l'excédent observé vis-à-vis du reste du monde, les pays en développement, s'étant accru de 14,2 milliards contre 18,7 milliards. Les achats ont représenté 61,5 milliards, en augmentation de 21,3 % et les ventes 75,7 milliards, en progression de 9,1 %.

Un poste alarmant

Le glissement du commerce extérieur à l'égard des pays industriels, surtout depuis 1978, a accéléré la politique de relance et pris tardivement en compte par le gouvernement - ce que M. Jobert a la fois jugé et partie - s'inscrit aussi dans les faits par produit. A côté d'une facture énergétique passée de 119,3 milliards à 131,9 milliards et d'un excédent agro-alimentaire revenu de 17,1 milliards à 10,1 milliards, le poste alarmant est constitué par les produits industriels, dont le solde positif s'est établi à 21,4 milliards de janvier à septembre 1982 contre 44,5 milliards pour les neuf premiers mois de 1981. Les importations ont augmenté de 20,5 % pour atteindre 345,7 milliards et les exportations de 10,6 % pour représenter 367,1 milliards, le solde positif s'étant ainsi à 106,2 contre 115,5 %.

Ces échanges de produits industriels comprennent en outre le matériel confidentiel, c'est-à-dire les ventes d'acier et d'armes, dont le surplus a fléchi, étant passé de 15,3 milliards à 13 milliards. Les exportations ont représenté 17,7 milliards, en baisse de 9,2 % et les importations 4,7 milliards, en hausse de 16,1 %. Ils comprennent aussi les opérations exceptionnelles (avions ou navires, brevets de très gros contrats) qui ont atteint un solde positif de 9,8 milliards au lieu de 6,9 milliards. Une fois retranchés ces deux postes, le bilan des échanges de produits industriels est déficitaire de 1,3 milliard, alors qu'il avait été excédentaire de 22,3 milliards l'an dernier.

A l'intérieur même de ce secteur industriel, l'excédent des échanges de biens d'équipement - non compris le matériel militaire - a légèrement diminué, s'étant situé à 11,6 milliards contre 12,1 milliards. En revanche, le surplus enregistré dans le commerce automobile a fortement reculé, étant passé de 10,1 milliards à 6,1 milliards. Les importations ont augmenté de 43,4 %, ayant atteint 20,7 milliards et les exportations de 9,7 %, ayant représenté 14,1 milliards. Le solde est donc revenu de 6,1 à 1,6 milliard.

Cependant, ce qui concerne les biens d'équipement ménager, le déficit a augmenté, étant passé de 5,1 milliards à 7,7 milliards. Les importations ont augmenté de 32,9 % à 12,7 milliards et les exportations de 13,8 % à 11 milliards. Le taux de couverture s'est inscrit à 39,4 au lieu de 45,9 %. Enfin, dans le domaine des biens de consommation courante, le solde négatif s'est accru, passant de 8,7 milliards au lieu de 2,3 milliards. Les importations ont augmenté de 21,2 % à 10,4 milliards et les exportations de 10,4 % à 60,2 milliards, le taux de couverture ayant été de 87,4 contre 96 %.

Un autre contrôle du déficit peut être effectué en croisant, à l'intérieur de la Communauté européenne, les résultats par pays et par produits. D'après les experts officiels, la dégradation du commerce industriel serait due, d'un quart pour chaque facteur, à l'automobile, à des biens d'équipement, à la filière électronique, aux productions métallurgiques et aux biens intermédiaires. Plus concrètement, la détérioration est concentrée sur une quinzaine de postes, notamment les aciers et les produits finis sidérurgiques (dont ont profité la Belgique et l'Italie), les machines diverses (Belgique, R.F.A.), les réfrigérateurs et machines à laver (Italie, R.F.A.), les voitures particulières et véhicules industriels (Italie, R.F.A.), les textiles (Italie, R.F.A.) et les meubles (Italie).

La façon globale, les équipements professionnels, l'Allemagne fédérale, l'Italie et la Grande-Bretagne, pour les biens intermédiaires, avec la R.F.A., la R.F.A., la Belgique et les Pays-Bas, pour les biens de consommation avec l'Italie, la Grande-Bretagne et la R.F.A. ; pour le matériel de transport terrestre, avec l'Allemagne fédérale. Avec en dernier pays - vis-à-vis duquel le déficit est actuellement comparable à celui observé à l'égard de l'Arabie saoudite - la détérioration des échanges à l'égard des faiblesse traditionnelle de la plupart des industries d'équipement, de la tréfilage, des compresseurs, des biens de consommation courante. Plus l'aggravation de la dépendance française à l'égard des autres pays de la C.E.E., des origines anciennes des importations, l'impression de construire à l'égard de quelques dignes.

Michel BOYER.

(1) Dans les statistiques - corrigées des variations saisonnières - par pays et par produit, les importations des comptabilisés C.A.F., c'est-à-dire incluant le coût de l'assurance et du fret, qui en gonfle le montant, sont donc les mêmes que les statistiques de la douane. La même remarque s'applique à la C.A.F. qui a atteint, de janvier à septembre 1982, 101,7 milliards de francs, contre 57,1 milliards pour les neuf premiers mois de 1981.

ARTISANAT
PERSONAL
55 %
TAPIS
ANCIEN STOCK
45 %
NOUVEL
ARRIVAGE
15 %
maison de
l'Iran

64, Champs-Élysées (8^e), 75-008
25, ornements des Anglaises, NICE
Tél. : 84-74-08

AU CONGRÈS DE L'ETHIC M. Delors dénonce la tentation protectionniste

AN MOMENT où la tentation protectionniste renaît un peu partout, M. Delors n'a pas hésité à rappeler, « à droite comme à gauche », que si le protectionnisme s'imposait, non seulement la France mais l'Europe iraient vers le déclin. « Ce n'est pas 2 % de pouvoir d'achat que nous perdrons, mais 10 ou 15 %, comme la Grande-Bretagne », a ajouté le ministre de l'économie et des finances qui a salué le 28 octobre au congrès de l'ETHIC (Entreprises de taille humaine industrielle et commerciale, la formation patronale créée par M. Gattaz).

Accueilli par des chaleureuses ovations, plusieurs centaines de dirigeants d'entreprises de taille moyenne, M. Delors a justifié sa politique de maintien de la liberté de production « au cœur de la lutte contre l'inflation ». Dès lors, « les prévisions d'augmentation de 4 % du pouvoir d'achat du SMIC ne peuvent pas être respectées ». Le SMIC, précise-t-il, ne peut être « une voiture-balai à une locomotive qui tirerait la politique économique et écraserait la balance des salaires ».

M. Delors s'est engagé à donner des instructions pour que les entreprises publiques ne rapatrient pas la sous-traitance - une des inquiétudes actuelles de l'ETHIC - et a reconnu que « les conditions ne sont pas réunies pour ceux qui devraient investir ». Il faut, a poursuivi M. Delors, un redressement du revenu brut d'exploitation des entreprises pour redonner du dynamisme à notre économie.

Le pétrole soviétique ne peut plus être importé en France

Depuis une dizaine de jours, la direction des hydrocarbures ne « voit » plus les importations de pétrole brut et de produits pétroliers en provenance d'U.R.S.S., empêchant ainsi l'entrée en France de ces hydrocarbures. Le ministère du commerce extérieur, s'il reste très discret, a pris cette mesure au motif de la forte dégradation, cette année, des échanges entre les deux pays, au détriment de la France. Le 21 octobre, M. Jobert avait d'ailleurs été jusqu'à menacer l'U.R.S.S. de remettre en cause l'accord gazier si elle n'augmentait pas ses achats de produits français (Le Monde du 23 octobre).

Si les importations de pétrole brut d'origine soviétique sont comparables à ce qu'elles étaient l'an passé à la même époque (4,3 millions de tonnes, ou 0,10 %), les achats français de produits (principalement de gazole) sont en progression de 56 % (avec 222 millions de tonnes de janvier à août). Les Soviétiques, qui avaient besoin de devises pour payer leurs achats de céréales, ont accru l'offre de produits sur le marché.

Il reste à s'interroger sur l'efficacité d'une telle mesure puisque le pétrole à l'importation est importé de quelque part. D'autant que ces dispositions sont facilement contournables : les sociétés peuvent faire passer ce pétrole dans le commerce de la mer du Nord, le racheter à l'étranger comme produit fini et l'importer en France. Avec une seule conséquence : un peu moins de travail pour les raffineries de l'Hexagone. - B.D.

LE CONTRÔLE DES IMPORTATIONS DE MAGNÉTOSCOPES

La direction des douanes de Poitiers est prête à faire face à sa mission

De notre correspondant

Poitiers. - La direction régionale des douanes est assaillie de demandes de renseignements depuis la publication au Journal officiel du 22 octobre de la décision gouvernementale de faire de Poitiers la plaque tournante des magnétoscopes importés. Si la nouvelle a surpris les Poitevin, soucieux des activités de leur cité, elle a presque pris l'importateur les représentants de l'administration.

« Notre direction a été avisée de cette décision deux jours avant la publication au Journal officiel des quelques lignes consacrées à cette information et ne peut plus officielle, nous a déclaré M. Marcel Mary, directeur régional adjoint. Nous avons été avisés par téléphone. Cette attribution de nouvelles compétences n'était pas prévisible pour nous, mais nous avons toujours été habitués à faire face à des situations particulières : nous savons nous acquitter de notre mission, même si elle s'avère difficile ».

Jusqu'en 1964, les douanes étaient représentées à Poitiers par une petite équipe (un bureau secondaire) qui ne connaissait pas le service. Mais depuis cette date le service s'est considérablement étoffé. La direction régionale de Poitiers contrôle de nombreux bureaux et annexes répartis dans le Poitou-Charente, et dans le Limousin, soit

groupe ESCP
RELATIONS DANS LE TRAVAIL

Vous avez le souci de développer vos compétences vous voulez améliorer la productivité de votre entreprise.

LE CENTRE DE FORMATION PERMANENTE DE L'ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS

vous propose

- un cycle de formation aux communications
- des dispositions innovantes
- Gérer le personnel demain

Téléphonez au 355.39.08 - Mme CUOMO poste 1299 ou renvoyez le bon ci-dessous

ENTREPRISE

Adresse

79, avenue de la République 75011 Paris

SOCIAL

A LA CIT-ALCATEL

Tous les syndicats, à l'exception de F.O., signent un accord pilote sur la durée du travail

Majoritaire au comité central d'entreprise et bien implantée dans les centres techniques, la C.F.D.T. ne cache pas sa satisfaction après la signature de l'accord sur le passage à trente-cinq heures, le 1^{er} novembre, de sept établissements de CIT-Alcatel (voir le Monde du 26 octobre). « Compte tenu de la situation de l'emploi, explique M. Renaudin, un des négociateurs cégétistes, cet accord est un pas important. Mais ce n'est qu'une première marche, l'objectif étant de trouver les moyens de ne plus procéder à des licenciements. » Finalement non signé par F.O., l'accord a cependant été ratifié par la grande majorité des syndicats. Il témoigne ainsi d'une évolution importante des comportements sociaux chez CIT-Alcatel. Mais il répond aussi à des objectifs précis de la direction, qui a réussi à faire accepter par les syndicats des contreparties jugées encore irrécevables il y a un an.

Lorsqu'en mai, 1982 M. Claude Vincent, directeur général adjoint de CIT-Alcatel, responsable des affaires sociales, a entamé les discussions avec les syndicats, le climat était très tendu, notamment avec la C.G.T. Mais peu à peu, et malgré l'épisode non prévu du blocage des salaires et le rejet unanime par tous les syndicats d'un projet d'accord début septembre, les difficultés ont été surmontées. Comme on l'explique aujourd'hui à la direction, « on est sorti d'une sorte de guerre des tranchées, d'une longue tradition du front à front, du dialogue toujours bloqué, toujours maximaliste ». Partant du principe que l'industrie doit intégrer l'environnement - et à cet égard les lois Auroux sont loin d'être mal accueillies - la direction voit dans l'accord « un gisement social de productivité » : les avantages concédés devraient ainsi être compensés par un changement d'attitude des syndicats et des salariés avec l'entrée dans un dialogue social constructif.

Pour autant, les trente-cinq heures ne sont pas conçues comme une mesure essentiellement globale et philanthropique. Comment aurait-il pu en être ainsi alors que CIT-Alcatel estime qu'elle aura un surcoût de 1 650 postes à la fin de 1983 ? Pour M. Vincent, l'objectif visé par l'accord est de « permettre de limiter la réduction des effectifs, néanmoins nécessaire ». Ainsi, il ne débouchera pas sur des créations d'emplois, mais sur la maîtrise de 400 postes de travail. En ce à dire que 1 250 emplois devront être supprimés dans un proche avenir alors que pour la Compagnie générale d'électricité M. Feberreau, son directeur général, a affirmé le 25 octobre, que la perspective d'emploi devrait être en légère croissance ? De 100 à 200 emplois à temps plein pourraient se transformer en emplois à temps partiel dans les sept établissements concernés par les trente-cinq heures grâce notamment à l'important contrat passé avec l'Inde, le 2 août dernier, le surcoût est aujourd'hui ramené, selon la direction, de 1 650 à 1 100 postes. Pour ces emplois en excédent - environ 500 par le jeu de l'accord - des mises en pré-retraite et des « reclassements honorables » dans des P.M.E. pourraient être envisagés.

Meilleure utilisation des machines

Tout d'abord, la compensation salariale ne sera pas intégrale : la réduction de salaire sera de 4,50 % pour les salariés qui passeront à trente-cinq heures et de 1 % pour ceux qui seront à trente-huit heures. Pour le temps partiel, une grille de compensation a été définie par l'accord-cadre et s'appliquera dans chaque établissement où des signatures syndicales l'auront ratifié. Ainsi, si l'on prend la base 100 pour trente-neuf heures, la compensation salariale sera de 90 % pour trente-cinq heures, de 72,1 % pour vingt-cinq heures et de 59,2 % pour vingt heures.

MICHEL NOBLECOURT.

Restrictions

(Suite de la première page.)

Autres nouveautés : le champ d'application de la loi exclut les filiales où la participation de l'entreprise est inférieure à 50 %, les actions détenues par les banques et établissements financiers n'étant pas comptabilisées ; le rôle du comité d'entreprise est calqué à l'encore sur celui défini par les lois Auroux, l'hypothèse d'un droit d'obtenir en justice une expertise contre des opérations de gestion étant abandonnée ; l'insertion dans la vie locale, l'obligation de créer une commission avec des élus devenant une possibilité ; l'importance nouvelle donnée au plan de formation ; un accord et non plus un avis étant préconisé avec les partenaires sociaux, faute de quoi le conseil d'administration serait saisi.

Avec ses trente-huit articles au lieu d'une cinquantaine, le projet de loi Auroux devient une loi-cadre, au nom de la souplesse.

Restrictions et coups de frein concernent aussi des aspects plus quantitatifs, touchant à la politique salariale.

La promesse d'une majoration du pouvoir d'achat du SMIC (+ 4 %), a annoncé clairement M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, ne sera pas respectée. « Ce retrait par rapport aux promesses », a déclaré M. Delors, s'explique non seulement par la situation économique et celle délicate des entreprises, mais aussi par le fait que le SMIC ne doit pas tuer la politique contractuelle et éroser la hiérarchie. Décidément, MM. Rocard et Auroux n'ont pas de chance. Dans son plan intérimaire, le premier annonçait que la programmation du SMIC « devait comporter une augmentation du pouvoir d'achat du même ordre de grandeur qu'en 1981 » soit 6 % à 7 % ; en février dernier, le ministre du travail rappelait cette promesse et parlait d'un accroissement de 4 % à 5 % en pouvoir d'achat. Les restrictions annoncées par M. Delors ne sont pas, en fait, nouvelles.

Déjà cet été, lors de la consultation des syndicats sur le blocage des prix et des revenus, le premier ministre avait refusé de s'engager à nouveau sur cette promesse, mais aucune précision n'avait été donnée. Le fait nouveau est que le SMIC ne bénéficiera d'un petit coup de pouce qu'en décembre et non plus en novembre. La majoration du pouvoir d'achat sera sans doute d'environ 3 % et non plus de 4 %. Marche ar-

rière ? Certes. Mais le coup de pouce est néanmoins significatif à une époque où le gouvernement demande à tous les autres salariés, mais aussi aux travailleurs indépendants, d'accepter une baisse relative de leur pouvoir d'achat en 1982, même si pour certains le versement de prestations sociales compensera cette perte. En outre, revenir sur ses promesses peut être aussi considéré comme un acte politique courageux. C'est ce qu'a fait M. Delors. C'est ce que pense Martignon. Seront-ils suivis ? Sans parler des pressions exercées par les syndicats, encore faudrait-il qu'au sein du gouvernement ou certains voudraient maintenir la date du 1^{er} novembre, tout le monde parle le même langage et ne continue pas à parler d'un maintien du pouvoir d'achat moyen en 1982... alors que les propositions présentées aux syndicats ne le permettent pas.

Au total, qu'il s'agisse de salaires ou d'améliorations qualitatives, le gouvernement maintient officiellement son nouveau cap, ce que M. Fabius appelle même « une politique de grande rigueur ». Il s'agit, par ailleurs, de « casser les mécanismes d'indexation ». Il s'agit aussi, par les restrictions apportées au droit de réunion politique, d'éviter un mécanisme plus pernicieux et politique qui aurait permis aux communistes - par le biais des conseils d'ateliers et surtout du droit aux réunions politiques - de s'insérer de plus en plus dans la vie de l'entreprise.

JEAN-PIERRE DUMOND.

LE NOMBRE DES ACCIDENTS MORTELS DU TRAVAIL A DIMINUÉ EN 1980

Les statistiques fournies par la Caisse nationale d'assurance-maladie sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, portant sur l'année 1980, font état d'une baisse de 4 % des accidents mortels par rapport à 1979.

Pour 14,08 millions de salariés du régime général, la Caisse a recensé 971 301 accidents du travail avec arrêt (- 0,8 % par rapport à 1979), dont 101 821 graves (- 2,3 %) et 1 423 décès (- 4,1 %). Le nombre des accidents de trajet s'est élevé à 133 255 (- 13,8 %), dont 957 mortels (- 6,5 %).

LA SORTIE DU BLOCAGE DES PRIX

La C.G.T. met en garde le gouvernement sur les conséquences politiques d'une baisse du pouvoir d'achat

« Nous mettons le gouvernement en alerte pour que le pouvoir d'achat des salariés soit maintenu en 1982 », a affirmé, le 26 octobre, lors d'une conférence de presse, M. Henri Krasucki. Pour le secrétaire général de la C.G.T., les travailleurs « ne croient pas une politique qui prétendrait combattre l'inflation à leurs frais, et ils auront raison. (...) Il est aussi de notre devoir de dire qu'il est des décisions qui nuisent à la crédibilité d'une politique de gauche et, par conséquent, à l'appui populaire indispensable pour réussir. Il faut écouter mieux les travailleurs et en tenir compte dans les négociations sociales ».

En présentant à la presse un dossier sur les salaires, M. Louis Vianet, secrétaire de la C.G.T., responsable de la politique revendicative, a qualifié de « parodie de négociations » les discussions dans le secteur privé : « Dans les branches où des propositions précises sont faites, elles conduisent à une perte de pouvoir d'achat, qui atteint fréquemment 3 %, 4 %, 5 %, quelquefois plus. » Dans le secteur public et nationalisé, les propositions des directions vont, selon M. Vianet, conduire en 1982 à une perte de pouvoir d'achat « de 2 % à 3 %, si

l'on prend l'indice INSEE comme référence, de 3,5 % à 4,5 % si l'on compare à l'indice C.G.T. ». Avec le 1 % de la contribution de solidarité, « on voit tout de suite l'étendue des dégâts : de 4 % à 5 % de perte de pouvoir d'achat. C'est totalement inacceptable ».

La C.G.T. va écrire à M. Mauroy pour demander « une prochaine et importante revalorisation du SMIC », qui, à la sortie du blocage, devrait être relevé à 3 700 F. « Nous demandons partout, dans chaque branche, a ajouté M. Vianet, une grille nationale unique de salaires et de classifications, qui permette de définir une échelle hiérarchique correcte, où tout le monde se retrouve. » Annonçant des « initiatives multiformes », M. Vianet a répété que la C.G.T. refusait de considérer « le dossier 1982 comme clos ».

« Attention, il faut régler correctement 1982 et ne pas faire baisser le pouvoir d'achat. Prendre du retard aujourd'hui, c'est aller très vite vers des difficultés. Socialement, c'est inacceptable ; économiquement, c'est un non-sens, et politiquement cela ne sera pas sans conséquence. Autant le savoir et ne pas commettre cette faute-là. »

CONJONCTURE

Les prix ont augmenté de 0,4 % en septembre

L'indice des prix de détail a augmenté de 0,4 % au mois de septembre, a annoncé l'INSEE mardi 26 octobre (l'estimation provisoire, publiée huit jours auparavant, avait été de 0,4-0,5 %). L'indice s'est établi à 322,5 sur la base 100 en 1970, contre 321,1 en août. En un an (septembre 1982 comparé à septembre 1981), la hausse est de 10,1 %. Elle est de 1 % en rythme annuel calculé sur les trois derniers mois connus (juillet-août-septembre). Le blocage des prix, intervenant sur ces trois mois, a évidemment joué un très grand rôle. En 1981, la hausse des prix de détail pour le mois de septembre avait été de 1,1 %.

Les prix des produits alimentaires ont augmenté de 0,5 % en un mois (+ 10,9 % en un an). La hausse la plus importante est enre-

gistrée sur les œufs (+ 1,3 % en un mois), la viande et les volailles ayant augmenté respectivement de 0,7 % et 0,9 % en septembre.

Les prix des produits manufacturés progressent de 0,6 % en un mois et de 9,7 % en un an. La hausse des produits énergétiques est de 1,4 % en un mois ; celle des tabacs et produits manufacturés divers, et celle des articles chaussants, de 0,8 %.

Les prix des services n'augmentent que de 0,1 % en un mois, ce qui ramène l'augmentation en un an de 11,2 % au mois d'août à 10 % au mois de septembre. Le seul mouvement notable enregistré sur les tarifs publics est celui qui progresse de 1,1 % en un mois et de 11,1 % sur les douze derniers mois.

AFFAIRES

Pour faire face à ses difficultés LA FILIALE FRANÇAISE DE DUNLOP

OBTIENT UNE AIDE PUBLIQUE

L'Etat français a décidé d'accorder son aide à la société Dunlop S.A., filiale du fabricant britannique de pneumatiques en proie à de très sérieuses difficultés financières. Cette aide, d'un montant de 270 millions de francs, est destinée à financer le plan de restructuration de l'entreprise d'un coût global évalué à 300 millions de francs. Elle sera pour partie constituée de prêts bonifiés. Le Crédit national en prendra 50 % à sa charge, les 135 millions de francs restants devant être versés par un consortium bancaire dont le Crédit lyonnais sera le chef de file, l'intérêt servi devant être aux taux du marché.

D'autre part, les banques de Dunlop S.A. ont décidé, de leur côté, de consolider la dette de la société à long et moyen terme.

Comme tous les fabricants de pneus, Dunlop (1,75 milliard de francs de chiffre d'affaires) traverse une passe très difficile. En 1981, la firme a enregistré une perte de 140 millions de francs et, pour le premier semestre de cette année, ses comptes se sont soldés par une nouvelle perte de 73 millions.

Afin d'améliorer sa productivité et de tenter de restaurer sa rentabilité, elle a décidé de moderniser ses installations. Des réductions d'effectifs (10 % environ sur les six mille quatre cents personnes employées) étaient prévues au programme, notamment à l'usine de Montluçon (Allier).

Le concours de l'Etat étant acquis, Dunlop sera peut-être amené à réviser sa position en matière d'emploi.

Tranchant électronique repris par le groupe Bernard Tapie. Le groupe Bernard Tapie vient de prendre le contrôle de la société Tranchant électronique. Une nouvelle société - N.A.V.S. - vient d'être créée afin de poursuivre les contrats d'importation des produits grands publics du groupe japonais Toshiba.

L'ART DE RESERVER SA CHAMBRE A DJEDDAH



HOTEL MERIDIEN: RESERVATIONS INTERNATIONALES

Pour vos réservations d'hôtel, entrez en contact par téléphone avec le système Meridien Réservations International. Un ordinateur enregistrera votre demande et la confirmera instantanément et gratuitement. Pour les hôtels Meridien, la réservation se traite à l'échelle internationale.

Meridien Réservation Internationale Paris : 757.15.70. Réservations également auprès de votre agence de voyages, votre agence Air France. Meridien Djeddah, King Khaled Street, Mecca Road Kilo: 2, P.O. Box 6582: Djeddah, Arabie Saoudite.



L'ART DE VIVRE FRANÇAIS DANS LE MONDE.

DROIT DU TRAVAIL

COLLECTION DES TRAITES DALLOZ (volumes reliés 16 x 24)

LE CONTRAT DE TRAVAIL

G.-H. Camerlynck

2^e éd. 1982, 726 pages. Prix public TTC : 310 F

LE SALAIRE

G. Lyon-Caen

2^e éd. 1981, 498 pages. Prix public TTC : 205 F

L'ENTREPRISE

N. Catala

1^{re} éd. 1980, 1292 pages. Prix public TTC : 340 F

DALLOZ 11 rue Soufflot 75240 PARIS CEDEX 05

Handwritten text in Arabic script: "مكتبة الأستاذ"

هكذا من الامم

ÉTRANGER

Aux États-Unis

Les ouvriers de Chrysler rejettent la grève

De notre correspondant

Washington. - Chrysler vient d'éviter une grève qui aurait pu sérieusement menacer son avenir. Par 70 % des suffrages, les cinquante mille ouvriers de ce groupe automobile ont voté, mardi 26 octobre, pour la poursuite du travail, malgré l'expiration de leur contrat. Ils n'ont pas négocié un nouveau contrat en janvier prochain, espérant que l'entreprise sera alors en position d'être plus généreuse.

Le contrat, qui a expiré le 15 septembre, était un accord exceptionnel, conclu en 1979 pour permettre à Chrysler d'échapper à la faillite. Les ouvriers avaient accepté d'être moins bien payés que leurs homologues de General Motors et de Ford, en échange d'une participation limitée aux décisions de l'entreprise.

La situation financière du groupe s'étant améliorée, la direction et les syndicats ont convenu d'un accord, le 16 septembre, qui prévoyait le rétablissement de l'indexation des salaires sur le coût de la vie, mais faisait dépendre les augmentations des bénéfices trimestriels.

La base syndicale a rejeté cet accord à une très large majorité : elle réclamait des augmentations immédiates. « Nous n'avons tout simplement pas d'argent », répliqua la direction. Dès lors, se profilait le risque d'une grève - la première depuis 1959 - qui menaçait d'épuiser les réserves du troisième constructeur de Detroit. Quoique opposés à la grève, qu'ils jugeaient catastrophique, les dirigeants syndicaux se sont gardés de prendre position publiquement.

Chrysler sera-t-il capable d'accorder beaucoup mieux en janvier ? Les ventes d'automobiles aux États-

Unis restent molles, malgré des rabais exceptionnels. La baisse des taux d'intérêt ne s'est pas encore fait sentir dans ce secteur. Au cours des vingt premiers jours d'octobre, on a constaté une très légère progression par rapport à 1982 : + 1,2 %. Chrysler s'est mieux défendu que les « deux grands » (+ 10 %), grâce à ses nouveaux modèles. Le groupe espère faire un petit bénéfice en 1982, après avoir perdu 3,5 milliards de dollars entre 1978 et 1981. Sa situation financière reste néanmoins très fragile. - R.S.

LE COUT DE LA VIE A AUGMENTÉ DE 0,2 % EN SEPTEMBRE

Washington (Afp). - Les prix de détail ont augmenté aux États-Unis de 0,2 % en septembre, contre 0,3 % en août et 0,6 % en juillet. Il s'agit de la hausse la plus faible enregistrée depuis le mois d'avril dernier (+ 0,2 %).

Pour les neuf premiers mois de l'année, le coût de la vie s'est accru en taux annuel de 4,8 %, soit un rythme d'inflation égal à celui de 1976. Les prix ont augmenté de 8,9 % en 1981.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		TROIS MOIS	
	+ base	+ haut	Rep. + en Dég.	Rep. + en Dég.	Rep. + en Dég.	Rep. + en Dég.	Rep. + en Dég.	Rep. + en Dég.
S.E.-U.	7,1570	7,1610	+ 190	+ 230	+ 360	+ 430	+ 890	+ 1010
S. can.	5,8335	5,8400	+ 15	+ 45	+ 75	+ 135	+ 280	+ 405
Yen (100)	2,5950	2,5985	+ 130	+ 160	+ 255	+ 295	+ 750	+ 810
D.M.	2,8190	2,8225	+ 140	+ 160	+ 275	+ 315	+ 795	+ 860
Flora	2,5940	2,5980	+ 140	+ 160	+ 280	+ 310	+ 765	+ 830
F.B. (100)	14,5815	14,5975	+ 35	+ 105	+ 95	+ 125	+ 390	+ 490
F.S.	3,2720	3,2755	+ 275	+ 305	+ 535	+ 580	+ 1405	+ 1490
L. (1 000)	4,9340	4,9385	+ 350	+ 390	+ 680	+ 790	+ 1735	+ 1890
L. (1 000)	12,6750	12,6860	+ 310	+ 410	+ 650	+ 820	+ 2040	+ 2250

TAUX DES EURO-MONNAIES

	5/8	10	5/8	10	5/8	10	1/8	10	1/2
S.E.-U.	6 7/8	7 1/4	6 15/16	7 5/16	6 7/8	7 1/4	6 7/8	7 1/4	7 1/4
D.M.	6 1/2	6 3/4	6 1/16	6 13/16	6 7/16	6 13/16	6 1/2	6 7/8	7 1/8
Flora	12	13	12 1/2	13 1/2	12 1/2	13 1/2	13	13 1/2	13 3/4
F.B. (100)	3 1/8	3 3/4	3 1/8	3 5/8	3 1/8	3 5/8	3 1/8	3 5/8	4 1/2
L. (1 000)	18	20	20	21 1/4	20	21 1/4	20	21 1/4	21
F.S.	10	10 3/4	9 5/8	10 1/4	9 7/16	10 1/4	9 1/4	9 7/8	9 7/8
F. français	18	22	19	20	19 3/4	20 3/4	19 1/2	20 1/2	20 1/2

(Publicité)

ROYAUME DU MAROC

OFFICE NATIONAL DE L'EAU POTABLE
Division Equipement - Service Logistique

ALIMENTATION EN EAU POTABLE
DES VILLES DE KHOURIBGA ET FOUIH BEN SALAH

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 43/DE/82

Dans le cadre de l'alimentation en eau potable des villes de Khouribga et de Fouih Ben Salah, l'ONEP envisage de réaliser une adduction à partir d'un forage nommé K221er situé à environ 20 km à l'est de Fouih Ben Salah.

Pour ce projet qui est conçu pour un débit de 400 l/s une demande a été faite concernant une participation financière par des fonds de la coopération financière de la République fédérale d'Allemagne.

CONSISTANCE SOMMAIRE DES TRAVAUX

- LOT 1 - Conduites**
- Fourniture, transport et pose des conduites :
 - 800 mm de diamètre en béton précontraint, pression de service 7 bars sur une longueur de 8.250 m ;
 - 700 mm de diamètre en béton précontraint, pression de service 7 bars sur une longueur de 12.880 m ;
 - 350 mm de diamètre en amiant-ciment, classe 25 sur une longueur de 2.900 m ;
 - Traversées :
 - Equipement hydraulique des conduites (ventouses, vidanges, vannes, etc.).
- LOT 3 - Equipements**
- Fourniture, transport, installations et essai des équipements suivants :
 - 2 groupes électro-pompes immergés :
 - Débit : 400 l/s ;
 - HMT : 60 m ;
 - Poste de transformation à isolation en pyralène, 22.000/380/220 V, puissance apparente 630 KVA, 50 Hz ;
 - Colonnes montantes et équipements hydrauliques (châssis, coudes, té, etc.) ;
 - Equipements de chloration ;
 - Régulation de la station de pompage ;
 - Equipements électriques (tableaux de commande, etc.).

Il est à signaler que les délais d'exécution de ces travaux ne doivent pas dépasser seize (16) mois pour le lot 1 (Conduites) et quinze (15) mois pour le lot 3 (Equipements).

Les entreprises intéressées peuvent soumissionner pour un ou les deux lots à la fois à condition que chaque lot fasse l'objet d'une soumission distincte.

Les entreprises désirant participer à l'appel d'offres pourront retirer les dossiers aux bureaux de la Division Equipement sis à Rabat, Quartier Administratif, moyennant le paiement d'une somme de mille (1.000) dirhams par dossier de lot 1 (Conduites) et cinq cents (500) dirhams par dossier de lot 3 (Equipements).

L'offre chiffrée et le cautionnement provisoire fixé à 1,5 % du montant de celle-ci seront obligatoirement inclus dans une enveloppe cachetée portant la mention « SOUMISSION », placée à l'intérieur d'une seconde enveloppe contenant les références techniques et financières du soumissionnaire pour des travaux de même nature et importance.

Le pli portant clairement le numéro et l'objet de l'appel d'offre ainsi que le nom du soumissionnaire sera adressé à M. le Directeur de l'ON.E.P. - B.P. RABAT CHELLAH et devra parvenir au plus tard le mercredi 29 décembre 1982 avant 18 heures.

En Grande-Bretagne

Malgré une légère stabilisation le chômage reste très fort

De notre correspondant

Londres. - En chiffre brut, le nombre de chômeurs a diminué en Grande-Bretagne au mois d'octobre. Selon les données officielles publiées le mardi 26 octobre, le nombre des sans-emploi s'élève à 3 295 128, soit 13,8 % de la population active, en baisse de 47 947 par rapport au mois précédent. Cette régression s'explique essentiellement par la diminution du nombre des jeunes à la recherche d'un premier emploi. Quelques-uns auraient trouvé un travail, mais la plupart ont été intégrés dans un des huit programmes spéciaux de formation mis en place par le gouvernement. Six cent dix-sept mille jeunes profitent actuellement de cette possibilité.

Cependant, la tendance générale est toujours à l'augmentation du chômage. Corrigé des variations saisonnières et sans les jeunes qui sortent de l'école, le nombre des sans-emploi atteint 3,06 millions, soit 12,8 % de la population active, en hausse de 23 000 par rapport à septembre. Cette augmentation est toutefois plus faible qu'au cours des trois mois précédents.

Les régions les plus touchées par le chômage sont toujours l'Irlande du Nord, le Pays de Galles et le nord de l'Angleterre, alors que dans le

sud-est, le taux de chômage est inférieur à 10 %.

M. Norman Tebbit, secrétaire d'Etat à l'emploi, s'est félicité de la légère diminution du chômage en chiffre brut, mais s'est gardé de trop d'optimisme : « Bien que le total des chômeurs ne doive pas augmenter beaucoup avant la fin de l'année, a-t-il dit, il devrait atteindre des chiffres sensiblement plus élevés dans les mois qui suivront, avant que les effets bénéfiques d'une plus grande compétitivité industrielle, de la baisse de l'inflation et des taux d'intérêt, se traduisent par des créations d'emplois. »

DANIEL VERNET.

● Un accord des « Dix » sur la contribution britannique : Les Dix se sont mis d'accord mardi 26 octobre à Luxembourg sur la mise en œuvre de leur décision du 25 mai dernier, de rembourser 850 millions d'Ecus (1 Ecu = 0,93 dollar) à la Grande-Bretagne pour sa contribution au budget 1982 de la C.E.E., à l'occasion de la signature communautaire mardi à Luxembourg.

La solution retenue, ajoute-t-on, fait l'objet d'une réserve d'ensemble de la France, qui sera levée ou confirmée dans les trois jours.

● ERRATUM. - L'Association des paralysés de France. Dans l'article consacré à la manifestation des handicapés organisée à Paris le 23 octobre par l'Association des paralysés de France (le Monde du 26 octobre), une erreur typographique nous a fait écrire que cette association comptait huit mille adhérents. Il s'agit en réalité de quatre-vingt mille adhérents. L'Association des paralysés de France est d'ailleurs la plus importante du genre en France.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SILC

Le conseil d'administration, réuni le 19 octobre sous la présidence de M. Jean Lorenson, a pris connaissance des comptes du premier semestre de l'exercice 1982 et de la situation du bilan au 30 juin 1982.

Il a constaté avec satisfaction que les bénéfices étaient supérieurs de 9,7 % à ceux du premier semestre de 1981 (40 635 000 millions de francs contre 37 042 000 F) alors que le bénéfice après amortissements et provisions progresse de 15,5 % (16 249 000 F contre 14 070 000 F).

Le Conseil a noté que les émissions du deuxième semestre 1982, qui ont été affectées à hauteur de 600 000 F environ par l'incidence des mesures de blocage des loyers, entre le 1^{er} juillet et le 31 octobre, permettent d'escompter pour l'année entière 81,4 millions de francs de loyers (contre 78,5 millions de francs pour l'exercice précédent). Ce résultat, que le statut de SICOMI oblige à distribuer à hauteur d'au moins 85 %, conduirait à un dividende d'au moins 22,80 F au titre de l'exercice 1981.

Le Conseil a été informé du démarrage des travaux d'une nouvelle tranche d'environ 21 000 m² de planchers à Rungis, dans le cadre du programme qui était à l'étude depuis plus d'un an, et de l'état des négociations d'ores et déjà engagées pour la location du premier bâtiment. Le Conseil a pu ainsi apprécier les modalités d'une augmentation de capital dans des conditions qui permettent de maintenir la progression régulière du résultat par action, comme M. Lorenson l'avait annoncé dans son allocution à l'Assemblée générale des actionnaires du 28 juin dernier.

Le Conseil a donc décidé, sous réserve de la délivrance du visa de la Commission des opérations de bourse, d'augmenter le capital social de 120 736 millions de francs à 140 858 600 F par l'émission de 201 226 actions nouvelles de 100 F nominal, jouissance du 1^{er} janvier 1983, à souscrire à raison d'une action nouvelle pour six anciennes, à un prix d'émission qui devrait être de l'ordre de 260 F. La souscription sera ouverte du 6 décembre 1982 au 6 janvier 1983.

SOLEIL INVESTISSEMENT

Au 30 septembre, l'actif net de la Société s'élevait à 183 203 156,70 F et le nombre d'actions à 568 973.

L'actif net se répartissait comme suit (en valeur boursière) :

Obligations françaises	39,84 %
Obligations étrangères	13,02 %
Actions françaises	12,14 %
Actions étrangères	33,53 %
Autres éléments d'actif	1,47 %

La valeur nette de l'action était au 30 septembre de 321,99 F contre 313,96 F au 30 juin dernier.

Par rapport au 31 décembre 1981, elle est en hausse de 13,3 %, compte tenu d'un coupon net de 18,38 F mis en paiement le 25 mars dernier.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ BANCAIRE DE PARIS

Le 20 octobre 1982, M. Roger PALUEL-MARMONT, Président, et M. Carlos MONIARDINO, vice-président-directeur général, ont inauguré le bureau de représentation de la banque à Porto (Portugal) en présence de très nombreuses personnes liées portugaises et françaises.

La Société Bancaire de Paris a pour actionnaire, le groupe PALUEL-MARMONT et le groupe ESPRITO SANTO qui fut pendant longtemps le premier groupe bancaire privé du Portugal. Par son installation à Porto, elle se propose de mettre son expérience et sa connaissance des milieux d'affaires portugais au service des exportateurs et importateurs français.

Le choix de Porto a été décidé en raison de l'importance économique particulière de la ville et de sa région. La Société Bancaire de Paris est la première banque étrangère, non installée au Portugal, à ouvrir un bureau de représentation à Porto.

SOCIÉTÉ BANCAIRE DE PARIS

24, rue Murillo, 75006 PARIS
Rue Julio-Dinis 803-1^{er} Dto 4000 PORTO (Portugal)
Tél. 267-01-00 Tlx : 69-18-64

CRICA

Caisse de Retraite par répartition des Ingénieurs, Cadres et Assimilés
13, avenue du Général-de-Gaulle, 92807 PUTEAUX CEDEX

L'Assemblée générale extraordinaire du 20 octobre 1982 n'ayant pu avoir lieu, faute de quorum, les délégués des Adhérents et Participants sont convoqués en Assemblée générale extraordinaire.

Le mardi 16 novembre 1982 à 15 heures

Salle des Conférences de la Tour NOBEL, Défense 11 - Terrasse Bellini Métro Pont-de-Neuil

SAUPIQUET

Les résultats consolidés du Groupe Saupiquet pour le premier semestre 1982 font apparaître un bénéfice net après impôts, intérêts minoritaires compris, de 12,9 millions de francs contre 7,5 millions de francs pour le premier semestre 1981. Les résultats incluent une plus-value nette de 6 millions de francs réalisés sur la vente du hôtel Président-Polo. Les mesures liées au blocage des prix et le ralentissement de la consommation observé depuis le début du deuxième semestre laissent prévoir une diminution des résultats pour l'ensemble de l'exercice 1982.

SICAV DU GROUPE CIC

30.9.82 (30.6.82) Sicav (vocation)	Actif net	Nombre d'actions	Valeur liquidative	Coupon (dernier payé)
CREDINTER (INTERNATIONALE)	285 974 941 F (289 901 569 F)	1 222 451 (1 226 043)	233,94 F (220,14 F)	7,80 F (7,48 F)
FRANCIC (MONORY)	984 117 495 F (936 352 757 F)	5 785 169 (5 517 492)	170,70 F (169,71 F)	10,00 F (11,78 F)
OBLISEM (RENDEMENT)	440 803 544 F (425 328 720 F)	3 327 081 (3 374 016)	132,49 F (126,06 F)	11,50 F (12,12 F)
SICAVIMMO (VALEURS IMMOBIL.)	286 413 407 F (277 217 261 F)	878 364 (857 264)	326,08 F (323,37 F)	24,00 F (17,82 F)
S.N.I. (GENERALE)	1 238 275 834 F (1 143 409 936 F)	1 736 797 (1 756 965)	712,97 F (650,79 F)	33,00 F (24,82 F)
UNIJAPON (VALEURS JAPONAISES)	1 014 842 010 F (1 087 206 010 F)	1 821 218 (1 840 384)	557,12 F (590,75 F)	18,07 F (17,82 F)

ELECTRICITE DE FRANCE

EMPRUNT OCTOBRE 1982

4 milliards de francs - Obligations de 5000 F.

Deux formules au choix du souscripteur :

Durée : 10 ans.

Intérêt annuel : 16,30 %.

Prix d'émission : 99,70 % soit 4 985 F.

Date de jouissance : 8 novembre 1982.

Amortissement normal : au pair en totalité le 8 novembre 1992. Toutefois, avant ce terme et si cela est nécessaire au bon fonctionnement du marché de l'emprunt, Electricité de France rachètera des obligations en Bourse à partir du 8 novembre 1982 dans la limite annuelle de 10 % du nombre de titres en circulation.

Amortissement anticipé : EDF se réserve le droit de procéder à toute époque à des rachats en Bourse supplémentaires.

Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

16,36 %.

Durée : 18 ans.

Intérêt annuel : 16,50 %.

Prix d'émission : 99,44 % soit 4 972 F.

Date de jouissance : 8 novembre 1982.

Amortissement normal : au pair en totalité le 8 novembre 2000.

Amortissement anticipé : après 7, 10 et 14 ans au gré, soit du porteur, soit de l'émetteur.

Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

16,60 %.

Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

16,60 %.

Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

16,60 %.

Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

16,60 %.

Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

16,60 %.

Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

16,60 %.

Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

16,60 %.

Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

16,60 %.

Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

16,60 %.

Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

16,60 %.

Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

16,60 %.

Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

16,60 %.

Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

16,60 %.

Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

16,60 %.

Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

16,60 %.

Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

16,60 %.

LA CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE
EST CHARGÉE DU SERVICE DES TITRES.
Notice au B.A.L.O. du 25 octobre 1982.

FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS

Comptant 26 OCTOBRE

PARIS

26 octobre

Tassement

« Les uns ont parié » : Ne nous paniquons pas. La Bourse de Paris n'a, mardi, que modestement réagi à ce que certains commentateurs avaient qualifié d'« effondrement de Wall Street ».

Les cours ont baissé, certes, mais de façon assez peu marquée dans l'ensemble et avec des volumes d'échange élevés dans la plupart des cas. Bref, à la clôture, l'indicateur instantané de la tendance accusait un repli, somme toute, très modéré de 0,4 %.

« Paris n'a même plus la force de baisser », nous a déclaré un professionnel, rapportant les propos de l'un de ses collègues.

En fait, notre marché semble avoir parfaitement jugé la situation, se refusant à dramatiser un événement qui ne méritait pas de l'être. « Toute comparaison ou même toute analogie avec ce qui s'est produit au New-York Stock Exchange le 28 octobre 1929, serait non seulement hasardeuse, mais dangereuse », affirmait un gérant de portefeuille, qui ajoutait : « Rien ne permet encore d'affirmer que la FED va effectivement restreindre le crédit ».

Ajoutons à cela qu'après sa hausse vertigineuse en l'espace de trois mois, Wall Street était indubitablement appelé un jour ou l'autre à céder sous la pression des ventes bénéficiaires. Cela, nous place à la perfection, tout comme celles de Londres et de Francfort, où la tendance s'est révélée à la fois aussi résistante. Avec le recul du dollar, la devise-titre a flechi, se négociant entre 8,47 F et 8,51 F, quand la veille elle était montée jusqu'à 8,55 F. Nouveau repli de l'or dont le prix à Londres a été fixé à 416,50 dollars l'once (- 2,30 dollars). A Paris, le Ruge a perdu 1 500 F à 96 000 F et le sapin 7 F à 699 F.

L'union latine, dont la cotation avait été initialement réservée à 676 F, a valu 680 F (+ 65 F).

NEW-YORK

Derechef au-dessus de 1000

Wall-Street, malade ? Beaucoup l'auraient cru après la soudaine et brutale attaque que le marché américain avait subie en début de semaine. Mardi, les cours se sont redressés, pas immédiatement. Le démarrage fut laborieux, la tendance étant très marquée à l'irregularité. Mais, durant la seconde partie de la séance, les achats, principalement axés sur les « blue chips », se firent plus abondants, et, à la clôture, l'indice des industriels, après avoir franchi la barre des 1000, s'inscrivait à 1006,07, enregistrant ainsi un gain de 10,95 points. Un peu ralenti la veille, l'activité s'est développée, et 102,08 millions de titres ont changé de mains contre 83,72 millions pré-cédemment.

Ce ne fut pas un franc retour à l'optimisme, comme en témoigne le bilan de la journée avec un nombre de baisses (922) encore supérieur à celui des hausses (664). Mais des rumeurs sur l'imminence d'un nouvel abaissement du taux de l'escompte ont revigoré les spéculateurs que le plongeon de lundi avait jetés dans le désespoir. Du coup certains analystes, tout en n'excluant pas un nouveau repli dans la ligne du précédent, affirment que la longue phase de hausse que Wall-Street avait franchie depuis trois mois n'était pas terminée. D'autres pronostiquaient d'ici les prochaines élections de novembre une stabilisation du « Dow » entre 950 et 1010. En tout cas, le plus grand nombre s'accordait à dire que ces périodes étaient excellentes pour la Bourse.

VALEURS	Cours de clôture	Cours de séance
Alcoa	22 1/2	22 1/4
A.T.T.	68	67 3/4
Am. Can.	25 1/4	25 1/8
Am. Express	38 3/4	38 3/8
Am. Int'l.	88 7/8	88 3/4
Am. Tel. & Tel.	28 1/2	28 1/8
Am. Tobacco	84 1/4	84 1/8
Am. Water	91 3/4	91 3/8
Am. Zinc	82	81 3/4
Am. Oil	22 1/2	22 1/8
Am. Steel	68 7/8	68 3/4
Am. Sugar	38 3/4	38 3/8
Am. Tea	24 3/4	24 3/8
Am. Cotton	55 1/2	55 1/8
Am. Lumber	38 3/4	38 3/8
Am. Paper	38 3/4	38 3/8
Am. Glass	38 3/4	38 3/8
Am. Rubber	38 3/4	38 3/8
Am. Chemical	38 3/4	38 3/8
Am. Pharmaceutical	38 3/4	38 3/8
Am. Electronic	38 3/4	38 3/8
Am. Aerospace	38 3/4	38 3/8
Am. Defense	38 3/4	38 3/8
Am. Energy	38 3/4	38 3/8
Am. Utilities	38 3/4	38 3/8
Am. Real Estate	38 3/4	38 3/8
Am. Insurance	38 3/4	38 3/8
Am. Banking	38 3/4	38 3/8
Am. Finance	38 3/4	38 3/8
Am. Services	38 3/4	38 3/8
Am. Retail	38 3/4	38 3/8
Am. Wholesale	38 3/4	38 3/8
Am. Transportation	38 3/4	38 3/8
Am. Communications	38 3/4	38 3/8
Am. Media	38 3/4	38 3/8
Am. Entertainment	38 3/4	38 3/8
Am. Food	38 3/4	38 3/8
Am. Beverage	38 3/4	38 3/8
Am. Consumer Goods	38 3/4	38 3/8
Am. Industrial	38 3/4	38 3/8
Am. Chemical	38 3/4	38 3/8
Am. Pharmaceutical	38 3/4	38 3/8
Am. Electronic	38 3/4	38 3/8
Am. Aerospace	38 3/4	38 3/8
Am. Defense	38 3/4	38 3/8
Am. Energy	38 3/4	38 3/8
Am. Utilities	38 3/4	38 3/8
Am. Real Estate	38 3/4	38 3/8
Am. Insurance	38 3/4	38 3/8
Am. Banking	38 3/4	38 3/8
Am. Finance	38 3/4	38 3/8
Am. Services	38 3/4	38 3/8
Am. Retail	38 3/4	38 3/8
Am. Wholesale	38 3/4	38 3/8
Am. Transportation	38 3/4	38 3/8
Am. Communications	38 3/4	38 3/8
Am. Media	38 3/4	38 3/8
Am. Entertainment	38 3/4	38 3/8
Am. Food	38 3/4	38 3/8
Am. Beverage	38 3/4	38 3/8
Am. Consumer Goods	38 3/4	38 3/8
Am. Industrial	38 3/4	38 3/8
Am. Chemical	38 3/4	38 3/8
Am. Pharmaceutical	38 3/4	38 3/8
Am. Electronic	38 3/4	38 3/8
Am. Aerospace	38 3/4	38 3/8
Am. Defense	38 3/4	38 3/8
Am. Energy	38 3/4	38 3/8
Am. Utilities	38 3/4	38 3/8
Am. Real Estate	38 3/4	38 3/8
Am. Insurance	38 3/4	38 3/8
Am. Banking	38 3/4	38 3/8
Am. Finance	38 3/4	38 3/8
Am. Services	38 3/4	38 3/8
Am. Retail	38 3/4	38 3/8
Am. Wholesale	38 3/4	38 3/8
Am. Transportation	38 3/4	38 3/8
Am. Communications	38 3/4	38 3/8
Am. Media	38 3/4	38 3/8
Am. Entertainment	38 3/4	38 3/8
Am. Food	38 3/4	38 3/8
Am. Beverage	38 3/4	38 3/8
Am. Consumer Goods	38 3/4	38 3/8
Am. Industrial	38 3/4	38 3/8
Am. Chemical	38 3/4	38 3/8
Am. Pharmaceutical	38 3/4	38 3/8
Am. Electronic	38 3/4	38 3/8
Am. Aerospace	38 3/4	38 3/8
Am. Defense	38 3/4	38 3/8
Am. Energy	38 3/4	38 3/8
Am. Utilities	38 3/4	38 3/8
Am. Real Estate	38 3/4	38 3/8
Am. Insurance	38 3/4	38 3/8
Am. Banking	38 3/4	38 3/8
Am. Finance	38 3/4	38 3/8
Am. Services	38 3/4	38 3/8
Am. Retail	38 3/4	38 3/8
Am. Wholesale	38 3/4	38 3/8
Am. Transportation	38 3/4	38 3/8
Am. Communications	38 3/4	38 3/8
Am. Media	38 3/4	38 3/8
Am. Entertainment	38 3/4	38 3/8
Am. Food	38 3/4	38 3/8
Am. Beverage	38 3/4	38 3/8
Am. Consumer Goods	38 3/4	38 3/8
Am. Industrial	38 3/4	38 3/8
Am. Chemical	38 3/4	38 3/8
Am. Pharmaceutical	38 3/4	38 3/8
Am. Electronic	38 3/4	38 3/8
Am. Aerospace	38 3/4	38 3/8
Am. Defense	38 3/4	38 3/8
Am. Energy	38 3/4	38 3/8
Am. Utilities	38 3/4	38 3/8
Am. Real Estate	38 3/4	38 3/8
Am. Insurance	38 3/4	38 3/8
Am. Banking	38 3/4	38 3/8
Am. Finance	38 3/4	38 3/8
Am. Services	38 3/4	38 3/8
Am. Retail	38 3/4	38 3/8
Am. Wholesale	38 3/4	38 3/8
Am. Transportation	38 3/4	38 3/8
Am. Communications	38 3/4	38 3/8
Am. Media	38 3/4	38 3/8
Am. Entertainment	38 3/4	38 3/8
Am. Food	38 3/4	38 3/8
Am. Beverage	38 3/4	38 3/8
Am. Consumer Goods	38 3/4	38 3/8
Am. Industrial	38 3/4	38 3/8
Am. Chemical	38 3/4	38 3/8
Am. Pharmaceutical	38 3/4	38 3/8
Am. Electronic	38 3/4	38 3/8
Am. Aerospace	38 3/4	38 3/8
Am. Defense	38 3/4	38 3/8
Am. Energy	38 3/4	38 3/8
Am. Utilities	38 3/4	38 3/8
Am. Real Estate	38 3/4	38 3/8
Am. Insurance	38 3/4	38 3/8
Am. Banking	38 3/4	38 3/8
Am. Finance	38 3/4	38 3/8
Am. Services	38 3/4	38 3/8
Am. Retail	38 3/4	38 3/8
Am. Wholesale	38 3/4	38 3/8
Am. Transportation	38 3/4	38 3/8
Am. Communications	38 3/4	38 3/8
Am. Media	38 3/4	38 3/8
Am. Entertainment	38 3/4	38 3/8
Am. Food	38 3/4	38 3/8
Am. Beverage	38 3/4	38 3/8
Am. Consumer Goods	38 3/4	38 3/8
Am. Industrial	38 3/4	38 3/8
Am. Chemical	38 3/4	38 3/8
Am. Pharmaceutical	38 3/4	38 3/8
Am. Electronic	38 3/4	38 3/8
Am. Aerospace	38 3/4	38 3/8
Am. Defense	38 3/4	38 3/8
Am. Energy	38 3/4	38 3/8
Am. Utilities	38 3/4	38 3/8
Am. Real Estate	38 3/4	38 3/8
Am. Insurance	38 3/4	38 3/8
Am. Banking	38 3/4	38 3/8
Am. Finance	38 3/4	38 3/8
Am. Services	38 3/4	38 3/8
Am. Retail	38 3/4	38 3/8
Am. Wholesale	38 3/4	38 3/8
Am. Transportation	38 3/4	38 3/8
Am. Communications	38 3/4	38 3/8
Am. Media	38 3/4	38 3/8
Am. Entertainment	38 3/4	38 3/8
Am. Food	38 3/4	38 3/8
Am. Beverage	38 3/4	38 3/8
Am. Consumer Goods	38 3/4	38 3/8
Am. Industrial	38 3/4	38 3/8
Am. Chemical	38 3/4	38 3/8
Am. Pharmaceutical	38 3/4	38 3/8
Am. Electronic	38 3/4	38 3/8
Am. Aerospace	38 3/4	38 3/8
Am. Defense	38 3/4	38 3/8
Am. Energy	38 3/4	38 3/8
Am. Utilities	38 3/4	38 3/8
Am. Real Estate	38 3/4	38 3/8
Am. Insurance	38 3/4	38 3/8
Am. Banking	38 3/4	38 3/8
Am. Finance	38 3/4	38 3/8
Am. Services	38 3/4	38 3/8
Am. Retail	38 3/4	38 3/8
Am. Wholesale	38 3/4	38 3/8
Am. Transportation	38 3/4	38 3/8
Am. Communications	38 3/4	38 3/8
Am. Media	38 3/4	38 3/8
Am. Entertainment	38 3/4	38 3/8
Am. Food	38 3/4	38 3/8
Am. Beverage	38 3/4	38 3/8
Am. Consumer Goods	38 3/4	38 3/8
Am. Industrial	38 3/4	38 3/8
Am. Chemical	38 3/4	38 3/8
Am. Pharmaceutical	38 3/4	38 3/8
Am. Electronic	38 3/4	38 3/8
Am. Aerospace	38 3/4	38 3/8
Am. Defense	38 3/4	38 3/8
Am. Energy	38 3/4	38 3/8
Am. Utilities	38 3/4	38 3/8
Am. Real Estate	38 3/4	38 3/8
Am. Insurance	38 3/4	38 3/8
Am. Banking	38 3/4	38 3/8
Am. Finance	38 3/4	38 3/8
Am. Services	38 3/4	38 3/8
Am. Retail	38 3/4	38 3/8
Am. Wholesale	38 3/4	38 3/8
Am. Transportation	38 3/4	38 3/8
Am. Communications	38 3/4	38 3/8
Am. Media	38 3/4	38 3/8
Am. Entertainment	38 3/4	38 3/8
Am. Food	38 3/4	38 3/8
Am. Beverage	38 3/4	38 3/8
Am. Consumer Goods	38 3/4	38 3/8
Am. Industrial	38 3/4	38 3/8
Am. Chemical	38 3/4	38 3/8
Am. Pharmaceutical	38 3/4	38 3/8
Am. Electronic	38 3/4	38 3/8
Am. Aerospace	38 3/4	38 3/8
Am. Defense	38 3/4	38 3/8
Am. Energy	38 3/4	38 3/8
Am. Utilities	38 3/4	38 3/8
Am. Real Estate	38 3/4	38 3/8
Am. Insurance	38 3/4	38 3/8
Am. Banking	38 3/4	38 3/8
Am. Finance	38 3/4	38 3/8
Am. Services	38 3/4	38 3/8
Am. Retail	38 3/4	38 3/8
Am. Wholesale	38 3/4	38 3/8
Am. Transportation	38 3/4	38 3/8
Am. Communications	38 3/4	38 3/8
Am. Media	38 3/4	38 3/8
Am. Entertainment	38 3/4	38 3/8
Am. Food	38 3/4	38 3/8
Am. Beverage	38 3/4	38 3/8
Am. Consumer Goods	38 3/4	38 3/8
Am. Industrial	38 3/4	38 3/8
Am. Chemical	38 3/4	38 3/8
Am. Pharmaceutical	38 3/4	38 3/8
Am. Electronic	38 3/4	38 3/8
Am. Aerospace	38 3/4	38 3/8
Am. Defense	38 3/4	38 3/8
Am. Energy	38 3/4	38 3/8
Am. Utilities	38 3/4	38 3/8
Am. Real Estate	38 3/4	38 3/8
Am. Insurance	38 3/4	38 3/8
Am. Banking	38 3/4	38 3/8
Am. Finance	38 3/4	38 3/8
Am. Services	38 3/4	38 3/8
Am. Retail	38 3/4	38 3/8
Am. Wholesale	38 3/4	38 3/8
Am. Transportation	38 3/4	38 3/8
Am. Communications	38 3/4	38 3/8
Am. Media	38 3/4	38 3/8
Am. Entertainment	38 3/4	38 3/8
Am. Food	38 3/4	38 3/8
Am. Beverage	38 3/4	38 3/8
Am. Consumer Goods	38 3/4	38 3/8
Am. Industrial	38 3/4	38 3/8
Am. Chemical	38 3/4	38 3/8
Am. Pharmaceutical	38 3/4	38 3/8
Am. Electronic	38 3/4	38 3/8
Am. Aerospace	38 3/4	38 3/8
Am. Defense	38 3/4	38 3/8
Am. Energy	38 3/4	38 3/8
Am. Utilities	38 3/4	38 3/8
Am. Real Estate	38 3/4	38 3/8
Am. Insurance	38 3/4	38 3/8
Am. Banking	38 3/4	38 3/8
Am. Finance	38 3/4	38 3/8
Am. Services	38 3/4	38 3/8
Am. Retail	38 3/4	38 3/8
Am. Wholesale	38 3/4	38 3/8
Am. Transportation	38 3/4	38 3/8
Am. Communications	38 3/4	38 3/8
Am. Media	38 3/4	38 3/8
Am. Entertainment	38 3/4	38 3/8
Am. Food	38 3/4	38 3/8
Am. Beverage	38 3/4	38 3/8
Am. Consumer Goods	38 3/4	38 3/8
Am. Industrial	38 3/4	38 3/8
Am. Chemical	38 3/4	38 3/8
Am. Pharmaceutical	38 3/4	38 3/8
Am. Electronic	38 3/4	38 3/8
Am. Aerospace	38 3/4	38 3/8
Am. Defense	38 3/4	38 3/8
Am. Energy	38 3/4	38 3/8
Am. Utilities	38 3/4	38 3/8
Am. Real Estate	38 3/4	38 3/8
Am. Insurance	38 3/4	38 3/8
Am. Banking	38 3/4	38 3/8
Am. Finance	38 3/4	38 3/8
Am. Services	38 3/4	38 3/8
Am. Retail	38 3/4	38 3/8
Am. Wholesale	38 3/4	38 3/8
Am. Transportation	38 3/4	38 3/8
Am. Communications	38 3/4	38 3/8
Am. Media	38 3/4	38 3/8
Am. Entertainment	38 3/4	38 3/8
Am. Food	38 3/4	38 3/8
Am. Beverage	38 3/4	38 3/8
Am. Consumer Goods	38 3/4	38 3/8
Am. Industrial	38 3/4	38 3/8
Am. Chemical	38 3/4	38 3/8
Am. Pharmaceutical	38 3/4	38 3/8
Am. Electronic	38 3/4	38 3/8
Am. Aerospace	38 3/4	38 3/8
Am. Defense	38 3/4	38 3/8
Am. Energy	38 3/4	38 3/8
Am. Utilities	38 3/4	38 3/8
Am. Real Estate	38 3/4	38 3/8
Am. Insurance	38 3/4	38 3/8
Am. Banking	38 3/4	38 3/8
Am. Finance	38 3/4	38 3/8
Am. Services	38 3/4	38 3/8
Am. Retail	38 3/4	38 3/8
Am. Wholesale	38 3/4	38 3/8</

سكنا من الاصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. ADIEU À P. M. F. : « L'homme et la statue », par André Fontaine ; « La droite intellectuelle », par Étienne Manac'h ; « Compléments à un portrait », par Daniel Meyer ; « La composition genobloise », par Hubert Dubedout ; « Un hommage démesuré », par Paul Sérent.

ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE — Le budget du Quai d'Orsay souffre de la dépréciation du franc.
4. EUROPE — Pologne : le vote de la loi contre le « parasitisme social ».
5. G. AMÉRIQUES — 4. PROCHE-ORIENT — 5. G. ASIE — CHINE : la lutte idéologique contre le gauchisme s'accompagne d'une énergie reprise en main de l'appareil.
— CAMBODGE : après le vote des Nations unies, le gouvernement de coalition va devoir faire la preuve de sa crédibilité.

POLITIQUE

7. La loi de finances pour 1983 à l'Assemblée nationale.
8. Le différend sur les « séquelles » de la guerre d'Algérie : trois points de vue : « Se refuser godillots », par Guy Carcassonne ; « Savoir oublier », par Roland Durand ; « A sens unique », par le général Sinoche.
9. Le congrès des maires de France. — Le Sénat refuse la décentralisation proposée par le gouvernement pour les départements d'outre-mer.

ARTS ET SPECTACLES

11. EXPOSITIONS : la Tunisie au Petit Palais ; Paris, Babel architecturale.
12-13. CINÉMA : l'atelier régional de Bretagne ; le Festival des films sur l'art ; les films méditerranéens à Brest ; *Allen, la Chose, Poltergeist*.
14. « Réclatons », par Martine Viard ; Jacques Higelin en album ; une sélection.
19 à 23. PROGRAMMES EXPOSITIONS ET SPECTACLES.
15 à 18. PROGRAMMES DE RADIO ET DE TÉLÉVISION.
22. INSTITUT.

SOCIÉTÉ

18. COMMUNICATION.
24. L'affaire de Loran, aux États-Unis.
— JUSTICE.
25. MÉDECINE.
— ÉDUCATION.

ÉCONOMIE

28. COMMERCE INTERNATIONAL : la France est déficitaire à l'égard de tous les pays de la C.E.E., sauf la Grèce.
— Les Dix cherchent à réduire les importations d'acier et de textile.
29. SOCIAL : accord sur la durée du travail à C.I.T.-Alcatel.
— CONJONCTURE.
30. ÉTRANGER.

RADIO-TELEVISION (15-18) INFORMATIONS — SERVICES — (10) : La maison ; Journal officiel ; Météorologie ; Mots croisés.
Annonces classées (26-27) : Carnet (23) ; Bourse (43).

DIRIGEANTS ET CADRES

GAGNEZ UNE HEURE PAR JOUR

Séminaire d'une journée par PASCAL BARRY
JEUDI 18 NOVEMBRE 82
Séance également proposée en intra-entreprise

OGIVES 12, rue de Valenciennes 75017 PARIS
Tél. : 766-19-20



collection complète en plusieurs largeurs
J. CARTIER
chaussure pour homme
à 30 m de la rue Tranchée
23, rue des Mathurins 8° - tél. 266.26.85

A B C D F G H

L'HOMMAGE SOLENNEL À PIERRE MENDES FRANCE

M. Mitterrand exalte la mémoire de l'ancien président du Conseil

Le président de la République a présidé, mercredi 27 octobre à midi, la cérémonie d'hommage solennel à Pierre Mendès France décidée par le gouvernement au lendemain de la mort de l'ancien président du Conseil, le 18 octobre dernier.

La voix de Pierre Mendès France s'est élevée dans la cour d'honneur de l'Assemblée nationale, la cérémonie ayant débuté par la diffusion du « message » à la jeunesse enregistré par P.M.F. en décembre 1955. « France part à la vie politique qui, sans votre inspiration, risquerait toujours de retomber dans les routines ornières », disait Pierre Mendès France dans son message. « Vous ne pouvez pas vous borner à répéter : « A quoi bon ? » Vous devez vous employer dès maintenant à faire changer ce qui doit être changé », ajoutait-il à l'adresse des jeunes. Après la diffusion de ce texte, M. François Mitterrand a pris la parole pour rappeler l'action et la pensée de l'ancien homme d'Etat qui, selon lui, conciliait la rigueur et la tolérance. Le chef de l'Etat qui avait, le 20 octobre dernier, salué en Pierre Mendès France celui qui a donné « ses lettres de noblesse à la politique », a rappelé que son souvenir doit avoir valeur d'exemple. Vivement attaché de son vivant, l'ancien président du Conseil n'apparaît-il pas, après sa mort, comme un homme de rassemblement ?

Après le discours de M. Mitterrand, les chœurs de l'Orchestre de Paris, sous la direction de Daniel Barenboim, ont interprété la *Pièce sacrée*, de Verdi.

Au-delà des représentants officiels et du monde des arts et des sciences, qui étaient largement représentés, des groupes d'écoliers de Louviers (Eure) et de Grenoble (Isère), dont Pierre Mendès France fut l'élève, ont assisté à la cérémonie, en compagnie de la famille de Pierre Mendès France.

(Lire d'autre part, la page 2, idées, « Hommage à Pierre Mendès France ».)

LES GRÈVES À LA R.A.T.P. ET À LA S.N.C.F.

Le trafic des transports parisiens était réduit de 60 % mercredi matin

Les transports parisiens étaient paralysés à plus de 60 % mercredi 27 octobre par la grève de vingt-quatre heures lancée par les syndicats autonomes F.O. et C.F.D.T. de la R.A.T.P. et par les arrêts de travail organisés au cours de cette même journée par la C.G.T. Vers 10 heures, selon la direction de la Régie, la circulation n'était assurée qu'à 38 % pour le métro, à 41 % pour le R.E.R. et à 34 % pour le réseau des bus de Paris et sa banlieue.

La veille, au cours d'une rencontre avec les syndicats, la direction avait proposé une augmentation de 2 % au 1^{er} novembre, s'ajoutant aux 8 % accordés avant le blocage des salaires — soit un total de 8 % pour l'année — et une prime uniforme de 250 francs pour le personnel d'entretien, versée dès novembre. Ces diverses propositions ont été rejetées d'entrée de jeu par les représentants F.O., autonomes, C.F.T.C. et indépendants, qui ont quitté la séance en annonçant qu'ils maintiendraient l'ordre de grève, estimant qu'ils ne pouvaient « accepter autour d'hui ce qu'ils avaient refusé hier, quelle que soit la couleur du gouvernement ». Selon eux, la majoration de 8 % pour l'ensemble de l'année ne suivrait pas l'évolution des prix, et se traduirait par une perte de pouvoir d'achat pour trente-sept mille salariés de la R.A.T.P.

Après le départ des représentants de ces quatre organisations — qui rassemblent plus de la moitié des conducteurs du métro et environ 40 % des chauffeurs d'autobus — la négociation s'est poursuivie avec la C.G.T. et la C.F.D.T. dont l'attitude, apparemment, s'est revivifiée plus souplement que celle des syndicats « réformistes ». La C.G.T. n'en a pas moins maintenu sa « journée d'action » pour mercredi, avec un minimum de deux heures d'arrêt de travail, tandis que la C.F.D.T. s'en tenait à sa décision de ne pas participer pour l'instant à de belles notions revendicatives. Une

revanche, deux trains sur trois seulement circulaient dans la banlieue et un train sur deux dans le réseau de banlieue sud-ouest. Des perturbations étaient également enregistrées en province en raison des consignes de grève très diverses.

DANS LA FONCTION PUBLIQUE, la C.G.T. avait invité ses organisations à interrompre le travail au cours de cette même journée du 27 octobre pour participer à un rassemblement à 15 h 30 place de la Bourse à Paris, à l'occasion d'un ordre d'arrêt de travail de vingt-quatre heures aux impôts à la suite d'un appel commun du Syndicat national unifié des impôts, organisation autonome majoritaire, de la C.G.T. et de la C.F.D.T. (au total 75 % du personnel), pour le pouvoir d'achat.

Le gouvernement demande à Thomson de maintenir son activité microlithographique

Pour la première fois le gouvernement a demandé à un groupe nationalisé de revenir sur une décision prise : Thomson va en effet poursuivre son activité microlithographique, c'est-à-dire l'élaboration des équipements de fabrication pour composants électroniques. Thomson a en effet usé la semaine dernière l'abandon de cette activité par l'accord signé par Matra avec la firme américaine G.C.A. spécialisée dans ce type de machines. Cette association, affirmait Thomson, « réduit sensiblement le marché européen accessible et ne permet plus de s'appuyer sur le marché mondial ».

M. Chevènement a demandé, le 26 octobre, aux différents entrepreneurs et laboratoires français concernés — et notamment à Thomson et à Matra — de proposer dans un délai d'un mois une solution de coopération technique, financière et commerciale permettant de rationaliser les efforts faits dans ce domaine. Cette action qui prendra la forme d'un projet national, souligne le ministère de la recherche et de l'industrie, est une condition nécessaire pour que le secteur composants, élément essentiel de la filière électronique, puisse pleinement se développer.

Autant dire que M. Chevènement a trouvé amer que l'accord entre Matra et l'un des principaux fabricants américains de ces équipements hautement stratégiques (ils conditionnent le processus de production de circuits) rend caduc l'effort de Thomson dans ce domaine. Cinquante millions de francs de crédits — dont la moitié publics — avaient été consacrés à cette filiale de Thomson-Canon.

Les syndicats s'étaient en outre vivement émus de cette perte de substance de Thomson et du risque que « de voir le composant électronique français devenir totalement dépendant des entreprises américaines ».

Thomson va donc reprendre la recherche dans ce secteur, dans ses laboratoires centraux de Corbeville.

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

AURONT LIEU LES 6 ET 13 MARS

Le conseil des ministres qui s'est réuni mercredi 27 octobre, sous la présidence de M. François Mitterrand, a décidé que les élections municipales auront lieu les 6 et 13 mars 1983.

M. GISCARD D'ESTAING INVITÉ À BURNHAUT-LE-HAUT (HAUT-RHIN)

Le conseil municipal de Burnhaupt-le-Haut (Haut-Rhin) invite M. Valéry Giscard d'Estaing à assister, le 11 novembre, à la messe du souvenir de la libération du village et à la cérémonie aux monuments aux morts.

Le maire de la commune, M. Gérard Kleiber (R.P.R.), a indiqué que cette décision a été prise par le conseil municipal, réuni, dimanche 24 octobre, en séance extraordinaire, l'ancien président de la République, « citoyen d'honneur de Burnhaupt-le-Haut », s'étant déjà rendu dans cette localité lors d'un voyage en Alsace en 1976. Il y avait séjourné aussi en 1944 avec son régiment, le 2^e dragons.

L'invitation de la municipalité alsacienne fait suite au report d'une cérémonie du 11 novembre qui devait être organisée par les anciens du 2^e dragons, à Masevaux (Haut-Rhin). (Le Monde du 22 octobre.)

M. Giscard d'Estaing, qui se rendra en Alsace les 9, 10 et 11 novembre, devrait répondre favorablement à cette invitation.

LE PRIX AUJOURD'HUI À M. MICHEL ALBERT POUR « LE PARIS FRANÇAIS »

Le prix Aujourd'hui a été attribué, mercredi 27 octobre, à M. Michel Albert pour son essai *Le Paris français*, publié au Seuil, par huit voix contre six à M. François de Closets pour son ouvrage *Tout pour Paris*, publié chez Grasset (Le Monde du 28 mai), et une abstention.

Le prix Aujourd'hui, décerné par le jury du prix littéraire de la ville de Paris, récompense un ouvrage historique ou politique portant sur la période contemporaine.

M. Jean-Edern Hallier, de New-York où il se trouve, vient d'annoncer qu'il retirait sa candidature à l'Académie française. L'écrivain rappelle notamment qu'il s'était porté candidat pour le prix de la langue française, en 1976, et qu'il avait été élu à l'Académie, écrit-il alors, est mon refuge naturel face à la colonie. « Aujourd'hui », ajoute Jean-Edern Hallier, les raisons politiques de ma candidature sont tombées d'elles-mêmes.

L'élection au fauteuil du duc de Lévis-Mirepoix aura lieu le jeudi 28 octobre. Deux candidats restent en piste : Louis Fauvel et Bertrand Poirot-Delpech.

Quatre physiciens ont été élus jeudi 26 octobre, membres correspondants de l'Académie des sciences. M. René Dursand, professeur à l'université Paul-Sabatier de Toulouse, est un spécialiste d'électromagnétisme.

M. Albert Libchaber, dirigeant de l'école normale supérieure et laboratoire d'hydrodynamique de l'Institut Henri Poincaré, enseignant à l'école polytechnique, a étudié la physique des plasmas.

M. Georges Slodjian, professeur à l'université de Paris-Sud, est un spécialiste de l'analyse tonique.

Le numéro du « Monde » daté 27 octobre 1982 a été tiré à 486 648 exemplaires.

A LUXEMBOURG

Adoption à neuf d'une politique commune de la pêche

L'adoption d'une politique commune de la pêche semble à portée de main. Neuf délégations ont accepté sans réserve les dernières propositions de compromis présentées le mardi 26 octobre par la Commission européenne. Le ministre danois ne s'est pas estimé en mesure de les approuver mais, conscient de l'effort fait pour tenir compte de ses demandes, s'est engagé à soutenir le projet d'accord, et à le défendre, devant son Parlement. Copenhague fera connaître sa réponse le 5 novembre.

Un ultimatum est lancé au Danemark

De notre correspondant

Luxembourg (Communautés européennes). — Un nouveau conseil des ministres aura lieu le 8 novembre, soit pour constater l'accord de tous, soit, comme l'a formé la Le Pen, le ministre français de la mer, « pour examiner les conséquences à tirer d'un refus des propositions de la Commission ».

Selon M. Le Pen, mais c'est également l'avis des autres parlementaires du Danemark, « il n'y a plus de place pour la négociation ». Autrement dit, en cas de nouvelles réactions négatives des Danois, les neuf se bornent à délibérer, lors du conseil du 8 novembre, de la méthode à suivre pour appliquer l'ensemble des mesures proposées par la Commission et acceptées par eux en dépit du rejet persistant du Danemark.

Il s'agit en se conformant au projet d'accord existant, d'adopter une série de mesures nationales qui seraient appliquées par la Commission européenne. Une telle formule, qui aboutirait à la mise en place d'une politique commune de pêche, généraliserait sans doute les Danois, et on peut penser que cette perspective menaçante sera de nature à les faire réfléchir au cours des prochains jours. Mais elle ne serait pas sans inconvénient politique : un pays membre, pour qui la pêche constitue une activité très importante, verrait ainsi, d'une certaine manière, son consentement forcé. Cela ne pourrait qu'accroître l'hostilité d'une partie déjà non négligeable de l'opinion publique danoise à l'encontre du Marché commun.

En outre, le consensus de fait dans lequel on s'installerait serait probablement tout à fait praticable, mais il n'aurait pas la force juridique des traités. Cela aurait notamment comme conséquence de placer la Communauté dans une position plus vulnérable au moment où la négociation d'adhésion avec l'Espagne aborde le chapitre de la pêche. Or l'Espagne, qui possède la flotte de très loin la plus importante de l'Europe de l'Ouest constitue un danger réel pour les pêcheurs des autres États membres.

Les Danois, mécontents des propositions initiales de la Commission, insistent pour qu'elles soient améliorées sur trois points, ils demandaient que leur quota, ou

droit de capture, en cabillaud soit augmenté. Ils demandaient que leur quota soit révisé, comme par exemple aux Français, des licences pour aller pêcher dans la zone sarrasine (nord-est de l'Ecosse) ; et enfin, faisant valoir que leur industrie de transformation a absolument besoin de maquereaux, que les fonds où ils les pêchent traditionnellement sont épuisés, ils demandaient pour ce poisson l'octroi d'un quota dans la zone Ouest-Ecosse. Ils ont au total obtenu sur le premier point, l'augmentation du quota, la satisfaction de leur octroi de licences, car ils n'ont aucun droit historique, autrement dit ils n'ont jamais pêché dans cette région des Shetland. Mais elle a proposé de réduire le quota de sa zone sensible où la pêche est sévèrement réglementée.

Sur la troisième point, le maquereau, la Commission a rejeté leur demande, et les Britanniques, qui sont le plus directement concernés, se sont montrés intraitables. En fait ce qui est en cause ici, c'est moins le problème de l'éventuel transfert de quotas de quelques milliers de tonnes de maquereaux au profit du Danemark qu'une question de principe. Toute la politique d'accès qui sert de base à la nouvelle politique commune est fondée sur la consolidation des droits de pêche : la faire accepter telle quelle par Londres n'a déjà pas été une mince affaire. Les Britanniques, appuyés par les autres États membres, refusent d'aller au-delà.

PHILIPPE LEMAITRE

LOOK DE CHAÎNE
FESTIVAL COUTURE
PRIX DE CHOC
RODIN
35, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

TÉLEX PARTAGE

ETRAVE SERVICE TELEX / PARIS 345.21.62

CELINE À L'HONNEUR

Lors de l'inauguration d'une nouvelle unité de production de la Société AIRCO qui fabrique des objets de valeur pour plusieurs marques de prestige, Monsieur RAMBOURG, Maire de CARRIGNAN, a remis à la Maison CELINE, prise en la personne de son Président, la Médaille d'Honneur de la Ville de CARRIGNAN.

Cette distinction vise à récompenser l'esprit d'entreprise de cette Maison, la première, à confier à AIRCO, la fabrication de ses stylos et briquets de haut de gamme et à ainsi permis la création d'emploi dans une région particulièrement touchée par la crise.

Dans la brillante assistance qui participait à la cérémonie, on remarquait notamment Monsieur Jacques SOURDILLE, Président du Conseil Régional Champagne-Ardenne, Monsieur MARTY, Commissaire de la République, de nombreuses personnalités officielles ainsi que les représentants d'autres grandes Maisons qui avaient suivi l'exemple donné par CELINE et confié la fabrication de leurs produits à la Société AIRCO.

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que CELINE voyait son travail et son dynamisme récompensés. En 1973 déjà, elle avait reçu la Médaille de VERMEIL de la Ville de Paris pour sa contribution à l'expansion de la mode Française et du prestige de Paris dans le monde. Tout récemment encore, elle recevait la Distinction Suprême, la Plaque du 10^e Millénaire qui venait consacrer la longue tradition de la Maison.